DAUDET Léon AU TEMPS DE JUDAS Tome V

LÉON DAUDET

de l'Académie Goncourt

AU TEMPS

DE JUDAS

ÉDITIONS BERNARD GRASSET

61, Rue des Saints-Pères - VI e
PARIS

A

MARTHE DAUDET

A MON SOUTIEN DANS LA LUTTE POLITIQUE
A LA CLAIRVOYANTE ROYALISTE
A MA CHÈRE FEMME

L. D

PREAMBULE

— Eh quoi, sitôt après la grande guerre, allez-vous rouvrir 1ère des discordes civiles. Pourquoi ce titre : Au temps de Judas?

— Parce qu'il est le seul approprié à la crise singulière et terrible, d'où précisément la guerre est sortie. De 1897 à 1906 la France a été profondément troublée par une querelle intérieure, dont l'Allemagne avait les clés, que l'Allemagne attisait. Cette querelle appartient à l'histoire. Historien des mœurs de mon temps, j'ai le devoir de rapporter ce que j'ai connu. Car, dans le clan du prétexte judiciaire, les scélérats et les cupides ne manquèrent pas, à côté des convaincus et des sincères, ou des simples intrigants et ambitieux.

— Parmi ceux-là ,quelques-uns se sont rachetés depuis et ont effacé leurs erreurs par d'éclatants, d'incomparables services rendus à la patrie.

— Je le dirai, comme je dirai ceux qui ont persévéré à affaiblir la France, ou à favoriser les traîtres. La nature humaine est mobile et elle a des retours imprévus. La Providence, suppléant et corrigeant la nature, prend quelquefois l'instru-

ment du mal pour en faire l'instrument du bien.
Je le dirai. Enfin, selon un mot fameux du Comte de Paris, les institutions corrompent les hommes, et il est bien clair aujourd'hui que la démocratie a fourni un terrain toxique approprié au développe* ment de la peste d'il y a vingt ans. Le régime des partis a sauté sur cet appât empoisonné, comme la faim sur le pauvre monde. Je le dirai.

— Je vous vois venir : l'Affaire a été surtout, selon vous, un effort préalable de l'ennemi héréditaire, pour nous dissocier par la guerre intestine, avant de nous anéantir par les armes... C'est votre point de vue? >

— C'est la vérité.

CHAPITRE PREMIER

les hommes et les esprits entre 1894 et 1900. — la puissance juive et jantisémitisme : l'influence de drumont. — joseph reinach. — politiciens et juristes : hanotaux, casimir périer, félix faure, waldeck-rousseau, galliffet. — l'état de la presse en général : rochefort. la petite république, gérault richard et jaurès. le figaro et emmanuel arène. le temps et

adrien hébrard. le journal des letellier. l'écho de

paris des slmond. le petit journal, marinoni et judet.

le gaulois et lopposition mondaine. la gazette de

france et les articles de maurras. les romans de gyp.

le pss't de caran d'ache et forain.

Pour l'historique détaillé, méthodique, de l'Affaire Dreyfus, je renvoie au Précis de ï Affaire Dreyfus, dû à la puissante, précise et sagace collaboration de Henri Dutrait-Crozon. Ce Précis est un chef-d'œuvre, qui renferme tout l'essentiel. Il ne s'agira ici que de l'ambiance, que de l'atmosphère, que des hommes du grand drame qui a secoué, pendant dix ans, le patriotisme français, comme la tempête secoue un drapeau.

Nous sommes en 1894, vingt-quatre ans après

nos terribles défaites et la perte de l'Alsace-Lorraine. Pendant vingt-quatre ans, la démocratie parlementaire, prenant la suite de la démocratie plébiscitaire napoléonienne, a continué à désorganiser la nation la plus cohésive et (en dépit de nos révolutions imbéciles) la plus facile à gouverner de l'univers. Vaincu dans la personne du général Boulanger, sept ans aupa-

ravant, le patriotisme somnole dans la politique, dans la presse, dans les salons. Il est demeuré vivace et ombrageux chez un certain nombre de journalistes, d'écrivains. Il est complètement mort chez beaucoup d'autres. Il est actif, mais menacé du dehors, au sein de l'Etat-Major français, qui prépare silencieusement, laborieusement, la résistance victorieuse à une nouvelle agression allemande, toujours à l'horizon depuis 1875. Car l'Allemagne de Guillaume lî, comme celle de Guillaume I er , use alternativement, vis-à-vis de nous, du sucre et du fouet, et ne cesse d'exploiter notre faiblesse politique et administrative. Devant elle, deux obstacles à ses projets : cet Etat- Major où travaillent, les oreilles fermées aux bruits extérieurs, des chefs de haute valeur. A côté de lui, l'avertissant, un service de Renseignements, supérieurement organisé. Il s'agit, pour l'ennemi héréditaire, de détruire le premier et de supprimer le second. Ce plan, c'est toute l'affaire Dreyfus.

Deux ans auparavant, Drumont, génial au-

teur de la France Juive, avait fondé la Libre r Parole, autour de laquelle s'étaient groupés^ non seulement les antisémites doctrinaires, tels s que Jacques de Biez et l'héroïque marquis de> Morès, mais encore beaucoup de bons Français,

sans couleur ni orientation politique, qui commençaient à voir clair dans les manœuvres de la haute finance juive et dans ses accords secrets avec l'ennemi héréditaire. J'ai essayé de tracer, dans les précédents volumes de mes Souvenirs, un portrait véridique d'Edouard Drumont, grand visionnaire, puissant écrivain mais chez qui le sens politique n'était pas à la hauteur de l'érudition, de la vigueur polémique, ni de la divination sociale. Drumont, qui se grossissait les petits obstacles et redoutait, comme il disait, qu'on « attentât à son cerveau » (c'est-à-dire qu'on essayât de le convaincre), n'avait rien d'un chef de mouvement. Il n'avait su ni se débarrasser, ni se servir des auxiliaires, attirés par le succès, qui le desservaient à la cantonade, comme par exemple Jules Guérin, l'homme du fort Chabrol, lequel, laissé à moitié la bride sur le cou, fit beaucoup de tort à la cause par ses initiatives absurdes; ou Max Régis, entreprenant, courageux, mais inapte au rôle de premier plan que les circonstances lui firent, pendant un moment, à Alger.

On rencontrait, à la Libre Parole, des professionnels de premier ordre et d'ardents patriotes,

tels que le cher commandant Bîot, de Boisandré, et des types plutôt vagues tels que Papillaud, courriériste parlementaire, et ce hideux Raphaël Viau, surnommé, à cause de sa laideur impressionnante, « l'homme à la tête de Viau ». Gaston Méry, qui avait de bons côtés et de l'al-

lant, était, par ailleurs, borné, de culture médiocre et assez sournois. Joseph Ménard était éloquent, tonitruant au besoin, excellent catholique certes, mais incapable de donner, ni de suivre, une direction non fabricienne ou non épiscopale. Sans le robuste bon sens et l'habileté administrative de Charles Devos (que Méry et Guérin, bien que se détestant, poursuivaient de la même haine), le journal aurait sombré dix fois.

L'Affaire Dreyfus fut, pour la Libre Parole, et la thèse qu'elle soutenait, une confirmation et une aubaine; mais une aubaine mal défendue. On y donna en plein dans le panneau d'Esterhazy, l'homme de paille, dans la fable du Bordereau annoté par Guillaume II, et généralement dans toutes les pistes de dérivation et de diversion, successivement imaginées par le clan dreyfusien. Drumont écrivit, à cette occasion, des articles magnifiques, lourds de suc, d'un or sombre, qui sont demeurés dans nos mémoires et mériteraient être réunis en anthologie. Mais la discussion pied à pied, jour par jour, ne fut pas à la hauteur de la situation. Si Maurras, au lieu d'écrire dans la cave de la

Gazette de France, avait écrit dans la Libre Parole de l'époque, la face des choses aurait changé. Quand l'Affaire éclata, je n'écrivais

pas encore à la Libre Parole (mes premiers articles y sont de 1900), mais je la lisais, avec assiduité, chaque matin, ainsi que les journaux adverses, et je ne pouvais m'empêcher de trouver que l'on n'y tirait pas tous les avantages d'une situation, au début excellente et solide.

Pourtant on l'avait belle, car le principal champion de Dreyfus, son compatriote Joseph Reinach, est bien le journaliste le plus redondant, le plus vide et le plus nul qu'il soit possible de rencontrer. Avant toutes ces histoires, j'ai côtoyé ce velu à la voix de bois, ce glapissement en boule, une demi-douzaine de fois, au théâtre et en ville, mais chaque fois, comme on dit, était pour moi une de trop. Qu'un tel hurluberlu ait eu une action sur des politiciens et des magistrats, cela juge une époque. Vous pensez bien qu'après tant de temps écoulé je n'en veux nul - lement à Reinach d'avoir défendu sa race âprement, dans la personne d'Alfred Dreyfus. Cela est même à son acquit, sinon à son éloge, et il était tout naturel que la France l'intéressât beaucoup moins qu'Israël. Mais l'audition que >e malheureux a rencontrée auprès des corps de |'£tat, en commençant par le Parlement, pour finir par la Cour de Cassation, est un scandale insolent. Dutrait-Crozon, déjà nommé, a fait le

compte, dans J. Reinach historien, des bourdes, bévues, omissions, mensonges, farces, citations erronées ou fausses, accumulés par ce fantoche dans son « Histoâre de l'Affaire », comme dirait

Astier Réhu, le héros de l'Immortel. Cela est joyeux dans le tragique. Or c'est cela qui s'est imposé et qui, pour un nombre considérable de lièvres et de jobards, a fait loi.

débiles hominum mentes, o pectora caeca!

Reinach (Joseph) parlant, il semble qu'un chien aboie derrière une muselière de corne. Quand il écrit, c'est Jocrisse ou La Palisse se donnant des airs de Tacite et de Thucydide. Avec cela, le gaillard a la manie de s'occuper des choses de l'armée et de conseiller les généraux, en refaisant leurs opérations. C'est alors à mourir de rire. Au temps de l'Affaire, nous avions pris l'habitude de désigner les Hébreux importants, en faisant suivre le mot juif d'une qualification définie, tirée de leur spécialité. Naquet était juif de divorce, Mendès juif de Parnasse et de lupanar; Reinach était et est demeuré juif de concours et même de circoncours général. Il va chercher sur l'estrade, au son de la Marseillaise, en bombant le torse, son premier prix d'erreur de fait. Avec ça, il $e croit irrésistible et galant comme il n'est pas permis. Je l'ai vu rougir, chez les homonyme?

\

de son protégé, chez les Gustave Dreyfus, boulevard Malesherbes, il y a de cela vingt-sept ans, en raccompagnant une dame décolletée à sa petite chaise dorée, après une contredanse. C'était quelque chose! On cherchait instinctivement le cocotier.

Quand on parlait à Drumont de Joseph Reinach, il répondait en riant, derrière sa barbe et ses lunettes : « Mon ami, c'est un homme fabuleux. Il décourage l'invective. Il y en a trop! » Cependant, en caricature, Forain, et Caran d'Ache surtout, l'ont remarquablement bien attrapé.

Il a un frère, du nom de Théodore, célèbre pour s'être laissé prendre à la supercherie dite de la tiare de Saïtapharnès, et qui lui ressemble, en moins volumineux, avec le même timbre, les mêmes gestes, la même horrible obséquiosité, les mêmes yeux globuleux et pédicules, ainsi que greffés d'un homard. Quand ils entrent dans un salon, l'un derrière l'autre, l'effet simiesque est prodigieux. C'est Orang qui précède Outang. L'autre frère s'appelle Salomon et travaille dans l'archéologie. Joseph d'ailleurs est laborieux, il pond ses trois, quatre, cinq colonnes comme rien et il nous a arrosés, pendant la guerre, dans le Figaro, de « Polybes » (c'était son pseudonyme) sans miséricorde. Jusque dans les milieux sémites, cependant blindés sur ce chapitre, on célèbre son manque de tact et son

indiscrétion. Il est, même pour les siens, un phénomène à la fois tératologique et rituel. On raconte qu'Alphonse de Rothschild ne pouvait pas le sentir, ce qui s'explique matériellement, à cause d'une odeur forte et audacieusement masquée. Ce qui s'explique aussi moralement, parce qu'il y a, des Rothschild aux Reinach, la distance de la Restauration à la Troisième République. Les Rothschild ont eu l'étape, qui a manqué aux Reinach, et leurs manières ne sont pas les mêmes. Le juif, comme marchand et argentier, et confiné dans ces métiers où il excelle et où il prend toutes les couleurs, même nationales, le juif, surveillé par un pouvoir aussi clairvoyant que le monarchique, serait tolérable et presque comestible. Il ne devient immangeable et odieux que quand il se mêle de politique révolutionnaire, ou s'ingère en maître dans un État qui n'est pas le sien, pour le combattre et l'amoindrir, pour y jouer au ferment international et anarchique.

Persécuter Israël serait impolitique et odieux. Lui tracer des limites de bienséance et d'action politique, dont il recueillerait bien vite le bénéfice moral, serait une bonne et même une très bonne chose. Beaucoup d'israélites intelligents le reconnaissent volontiers et demandent à ne pas être confondus avec ceux qu'ils appellent

génériquement et méprisamment, les « lévys », c'est-à-dire les éternels mécontents, les éternels

agitateurs. Beaucoup d'israélites, intelligents et prévoyants, commencent à sentir, eux aussi, le besoin de l'ordre, d'un ordre qui les mettrait, cordialement, mais fermement, à leur place et à leur plan.

De très nombreux politiciens républicains ont été nécessairement mêlés à l'affaire Dreyfus. J'en prendrai d'abord cinq : Hanotaux, Casimir Périer, Félix Faure, Waldeck-Rousseau et le général de Galliffet.

Hanotaux ne manque ni de finesse, ni de culture; mais il a un vice, qui est la peur. Celle-ci, que dissimule mal un petit rire en « hé-hé », accompagné d'un affinement de la barbiche, est à la fois servile et féroce, selon celui, ou celle, qui lui fait peur. Quand il a fini de craindre à gauche, il se met aussitôt à trembler à droite, frissonner en avant et foirer par derrière, jusqu'à ce que, cerné de tous côtés par les ennemis que lui fait sa frousse des ennemis, il se jette brusquement dans une action vile. Un trait le juge; ayant séduit autrefois une pauvre et honnête jeune fille par sa faconde et ses plaisanteries, d'autant meilleures qu'elles sortaient du fauteuil de Talleyrand, il la fit saisir et molester par la police (dont le préfet, un certain abruti du nom de Louis Lépine, était son ami) un jour que la malheureuse se rendait à une séance de l'Aca-

démie, où il devait parler. Ayant vécu chez les radicaux de l'entourage de Victor Hugo, j'ai vu

Hanotaux, qui les détestait et les lâcha ensuite avec délices et orgues, à croppetons devant eux, obséquieux et bas. Je me rappelle à Londres, en 1 896, la stupeur de Balfour et de Morley, quand mon père leur dit en riant qu'Hanotaux était « ce qui se faisait de plus pleutre en matière de politicien ». Ils n'en revenaient pas. Ils se répétaient, de l'un à l'autre; « De pliou pleutre! » Voilà une fameuse définition! Qu'un pareil collectionneur d'avanies ait été ministre des Affaires étrangères et académicien, cela est tout à fait normal sous la Troisième République, où une langue charnue et mobile est, pour les ministrables, un instrument de reptation et d'avancement.

— Savez-vous lécher les bottes et les parquets, mon cher Gabriel Hanotaux?

— Mettez-moi à l'épreuve, et vous verrez : lécherai-je courbé, couché ou assis?

— Alors votre fortune est faite.

Hanotaux donnait indistinctement du « cher maître » à Challemel Lacour, à Allain Targé, à Lockroy, à Constans, à Goblet, à leurs chefs de cabinet et garçons de bureau. Beau causeur, il ébahissait les convives par des citations de Joinville et du cardinal de Retz, ou des traits sobres,

lancés derrière le binocle, d'une voix sèche et sifflante. Le tout petit gnome René Goblet, qui n'était point sot, mais que dévorait l'asthme, murmurait dans un essoufflement, accompagné

de sifflets laryngés : « Il arrivera, ce monsieur Hanotaux. Il a des roulettes tout autour du ventre. » C'était exact, et Gabriel est arrivé maintenant au faîte des honneurs dont dispose le régime, c'est-à-dire exactement à rien du tout. Hé! hé!

Je n'ai pas connu Casimir Périer. Je n'ai fait que l'apercevoir, triste et grave comme un étui à lorgnette, peu de temps avant son rapide passage à la Présidence de la République. On sait qu'il la quitta, écœuré, à la suite précisément d'un mauvais tour que lui avait joué Gabriel Hanotaux, qu'il croyait son ami, hé! hé! Quant à Félix Faure, ce n'était pas un méchant homme, ni même un exceptionnel serin; mais il eut le tort de mourir, de la façon décrite par Montaigne, entre les bras et même les jambes de sa jolie petite amie, mariée elle-même, — proh pudor — et qui fut mêlée plus tard à une terrible histoire d'assassinat. Comme on disait devant un garde de Paris, au courant de la chose : « Ce pauvre Président n'a pas recouvré sa connaissance », cet homme, simple et franc, répliqua, en clignant de l'œil : « Il n'avait pas à la retrouver.

Il était quasiment collé à elle. »

Waldeck- Rousseau, juriste au regard froid de poisson dans sa gelée, a joué un rôle important au cours de l'affaire Dreyfus. Avant de mettre la main à la pâte empoisonnée, il a conseillé les manœuvriers. Vandal disait de lui, spirituellement, qu'il avait pris le dossier contre la France.

Comme beaucoup de magistrats et de jurisconsultes, ce bizarre personnage méconnaissait totalement la réalité, les gens, et ne se complaisait qu'aux tours de force parlementaires. J'étais jeune quand je le voyais chez Charcot, jeune mais habitué à regarder, et je me demandais : « Est-il bête, ou est-ce un passionné qui distille, pour se mettre à l'abri, une coque de glace? » Probablement les deux à la fois. Ses relations déconcertantes allaient de Dreyfus Gonzalès, propriétaire de je ne sais plus quel château historique (naturellement), à Dufayel le marchand de meubles à tempérament, au prétentieux et turbulent docteur Poirier et à Edmond Haraucourt, qui n'a même pas de talent quand il vise à être chien, comme dans la Légende des Sexes. Pouvait-il croire, ce déplorable Waldeck, que la libération de Dreyfus et l'expulsion des congrégahistes étaient liées -au salut de la France, ou ne se fichait-il pas plutôt profondément de cette France, que l'abaissement du régime, le plus bas qui soit, lui mit, pendant une heure critique, entre les mains? Cela est demeuré une énigme. Les hommes font le mal pour beaucoup

de raisons, qui ne tiennent pas toutes à ce qu'ils sont foncièrement mauvais. Ils le font souvent par manque de clairvoyance, entraînement et confiance absurde dans des talents qu'ils n'ont pas. Waldeck, tant prôné, tant vilipendé, a abouti à ceci : découronner le pays de ces savants et

bienfaisants religieux, qui étaient une de ses plus belles parures intellectuelles et morales, et contribuer ainsi à l'abaissement général; supprimer le Bureau des Renseignements, qui, dans la carence des institutions et des hommes, était le dernier obstacle à l'envahissement allemand, prélude de l'invasion allemande.

C'est beaucoup pour une seule mémoire. J'aimerais mieux, au point de vue du jugement dernier, ou même avant-dernier, qui est celui de l'histoire, être dans le cercueil d'un crocheteur ou d'un vagabond que dans celui de Waldeck-Rousseau.

Je ne puis pas ne pas écrire ceci, au risque de chagriner un vaillant et un savant ami, de l'entourage immédiat de feu Waldeck, dont il ne partageait d'ailleurs pas les idées politiques mais dont il a toujours généreusement défendu la personne et la mémoire. Waldeck- Rousseau est, à mes yeux, l'exemple de la corruption d'un

esprit faible et borné par l'effroyable régime des partis. Il a dû croire que son titre de républicain l'obligeait, pour sauver la République (en risquant de perdre la France), à certaines infamies politiques.

Ce faisant, il a donné aux juifs, déjà trop disposés à se croire omnipotents, une audace sans frein. Il a contribué puissamment à créer ce parti de l'Antifrance, appuyé sur tous les ennemis du patriotisme, radicaux-socialistes, ou socialistes,

que nous voyons grandir et progresser, de la Chambre de 1902 à celle de 1906, de celle de 1906 à celle de 1910, de celle de 1910 à celle de 1914, où il atteint, avec Caillaux et Malvy, son apogée.

Autre individu funeste, du point de vue de l'armée et de la Défense Nationale : le général marquis de Gallifïet. J'ai dîné avec lui chez M me Adam, en 1893. La grande Française réunissait autour de sa table, ce soir-là, le duc d'Aumale, Alphonse Daudet, Freycinet, Francis Magnard, Henry Houssaye, Gaston Calmette et quelques autres personnalités littéraires et politiques. Gallifïet par son inconsistant bavardage, sa vanité de paon, son obséquiosité sans bornes, le tout mêlé de plaisanteries de corps de garde, produisit une impression sinistre. « Quel mufle, quel cabot! » disait Magnard en sortant de table, C'était aussi l'avis de mon père et, je crois bien, de tous les convives. Je vois encore cette face

creuse aux pommettes cirées, ce nez taillé à biseaux, ces regards à la fois violents et inexpressifs, tels que du lézard dit « furibundus », j'entends cette voix tranchante et brève, découpant à l'emporte-pièce les âneries et les flatteries. Le courtois et cordial duc d'Aumale en avait l'air tout gêné; mais l'autre ne s'en apercevait pas, et continuait à jouer les soudards sur talons rouges, comme au théâtre de la Porte Saint- Martin. O relief du second Empire, époque nulle

entre les pires, où les destinées de la France furent jouées aux dés, sur le tapis vert, comme sur les champs de bataille, par une génération sans cervelle! Chaque fois que ce Galliffet ouvrait la bouche, où tremblotaient quelques chicots pourris, le pauvre Henry Houssaye s'esclaffait et se lissait la barbe à deux mains, avant d'engloutir un verre de Champagne, qui rendait effervescente son âme enfantine.

Il était écrit que Galliffet finirait entre les pieds de Reinach, numérotant et suçant ses oignons et œils de perdrix, sous le regard mort de Waldeck. De toutes les charges de cavalerie qu'il avait menées, la moins bonne, mais la plus fructueuse, fut celle de « l'innocence » de Dreyfus. On raconta à l'époque, admirativement, dans la presse vénale, que ces deux compères avaient lié connaissance aux bords de la Seine, vers Corbeil, où tous deux péchaient à la ligne. Quand je pense à quelques-uns de leurs auxiliaires, au Parlement, dans la magistrature et

dans la presse, je me dis qu'ils ont en effet tiré de la nasse de fameux poissons; à commencer par Alfred Edwards, beau-frère de Waldeck (celui-là même qui jeta ou fit jeter dans le Rhin, au cours d'une saoulerie, la malheureuse petite actrice Lantelme), pour finir par Gérault Richard, directeur de la Petite République, cornac de Jaurès et qui mourut directeur du Mont-de-Piété de Monte-Carlo. Mais le roi des requins

dreyfusards fut assurément Albert de Monaco lui-même, seigneur de la Roulette, prince des suicidés, et qui, lors du retour de l'Ile~du-Diable, avait mis son château de Marchais à la disposition d'Alfred Dreyfus. Ce Monaco faisait la navette entre Guillaume ÎI et ce que nous appelions, à l'époque, le clan du Bordereau, ou, plus simplement, le Syndicat.

Le Syndicat..., c'est-à-dire la caisse allemande. Car ce que nous savons, aujourd'hui, des centaines de millions consacrés, avant et pendant la guerre, à la propagande par le Kaiser, nous laisse deviner ce qui fut dépensé pour l'anéantissement de notre service de Renseignements et de nos services d'Etat- Major!

Il est regrettable que les nationalistes n'aient pas eu, dès le début, une police bien faite, comme nous en avons eu une à 1 Action Française, de 1911 à 1919, une police capable de suivre les fonds boches, depuis leur source berlinoise, jusqu'à leur embouchure ou empochement à

Paris. J'ai entendu maintes fois exprimer ce regret par Syveton, dont une telle organisation eût sans doute empêché la fin tragique.

Quelle que soit, dans les temps modernes, l'entreprise politique poursuivie, son principal levier est la presse, dont l'importance dépasse et prime tout. Cela est tellement vrai, que tout mouvement, bon ou mauvais, a à sa tête, et à son origine, un journaliste, un écrivain. L'anti-

sémitîsme a eu Drumont. Le dreyfusisme a eu Zola. La restauration monarchique a Maurras, Sans un champion, sans un organe quotidien, une cause ne passionnera jamais l'opinion, ne sera active ni victorieuse. La puissance de l'imprimerie est immense et souvent décisive; à condition, bien entendu, que celui qu'on imprime sache son métier et s'exprime de façon intelligible. Le délicieux Mallarmé, auteur « difficile », comme disait Mendès, souhaitait d'écrire au Petit Journal; mais il n'y aurait pas été lu.

Voyons donc l'état de la presse parisienne, entre 1894 et 1900, au moment de l'arrestation et de la dégradation de Dreyfus, puis pendant les trois ans de silence, puis à l'éclatement de l'Affaire. Ce rapide examen ne sera pas, pour nous, du temps perdu.

Après Drumont, dont l'action est plus profonde et aussi diffuse, le polémiste le plus goûté du public est Henri Rochefort, revenu de son second exil — l'exil Boulanger — peu d'années auparavant, mal réconcilié avec les socialistes, qui l'ont autrefois tant vilipendé, plein de verve et de bon sens. Le tirage de l'Intransigeant est, comme celui de la Libre Parole, considérable. Sans méthode ni visée politique bien nette, Rochefort engueule quotidiennement les parlementaires, et cela enchante son public, demeuré boulangiste après le suicide sentimental du charmant et vaillant général à la barbe blonde. Com-

ment ne pas aimer Rochefort, ses yeux vifs sous son toupet blanc, sa voix griffée par un « chat » chronique, son rire d'enfant heureux, ses blagues toujours amusantes et la-pic extraordinaire avec lequel il tombe sur un sujet d'actualité et ressort victorieux en cent lignes (rarement davantage), le scalp de son adversaire à la main!

Il était à prévoir que, dans la grande querelle pour ou contre Dreyfus, Rochefort prendrait le parti de la France. Ce révolutionnaire et ancien communard était au fond un réactionnaire qui s'ignorait. 11 aimait passionnément son pays, ce que ce pays unique produit de beau et de bon : la gentillesse de ses gosses, la grâce de ses femmes — (aucune n'a été plus charmante, n'est demeurée plus belle que M me Henri Rochefort, infiniment plus jeune que son illustre mari) — la

vaillance et l'intelligence de ses chefs militaires, la verve de ses écrivains et la vision équilibrée de ses artistes. En outre, Israël lui tapait sur les nerfs et la vue de Reinach lui enlevait l'appétit. C'était, en tout et pour tout, un artiste, au tempérament de frondeur, qui démêlait le faux semblant, la combinazione et le mensonge masqué d'humanitarisme, à quinze pas. Ayant grande confiance dans son instinct, il était buté dans ses avis et inaccessible aux objurgations. Comme Drumont, comme Lemaître, il exécrait la littérature de Zola, qu'il comparaît à un pot de chambre plein; il gardait, à l'Allemagne et aux

amis de l'Allemagne, une haine vigoureuse et railleuse, d'un accent sobre et fort. De premier ordre dans l'invective, riche en trouvailles de mots et de surnoms, comme un Chamfort, il laissait glisser sur lui les injures et menaces avec une indifférence de grand style, qui ajoutait à la vaine rage de ses ennemis. Mais les démonstrations précises le fatiguaient et l'embêtaient, et, pas plus à l'Intransigeant qu'à la Libre Parole t le poste technique de réfutation assidue des fables dreyfusardes n'était tenu. C'était une faute, que les dreyfusards ont largement exploitée.

La presse socialiste, à l'époque, était presque uniquement représentée par la Petite République, que dirigeait Gérault Richard, et à laquelle collaborait Jaurès, lequel ne dut plus tard la direction de l'Humanité qu'à la libéralité de douze

juifs richissimes, partisans de Dreyfus. La pseudo-réconciliation de Rochefort et de Jaurès, opérée sur le dos de Casimir Périer, dura peu. Gérault Richard, robuste garçon, jouisseur, bon tireur à l'épée, sans scrupules, se remit vite à insulter Rochefort, qui lui rendit la pareille avec usure et s'amusa à secouer la Petite République et ses collaborateurs d'une poigne solide de presque septuagénaire, dur à cuire et à enterrer. Cette série, vraiment aristophanesque, demeurera parmi ses meilleures, et aucun contemporain n oubliera les sagettes, prodigieusement et

comiquement empoisonnées, dont il cribla la Sociale au service de Waldeck et d'Israël, sans oublier Reinach, qualifié par lui de « boule de juif », et Zola. On a beau dire, l'esprit, mis au service du bon sens, c'est quelque chose, et l'adhésion complète d'Henri Rochefort fut un appoint sérieux pour le nationalisme.

Vers 1900, Alfred Edwards, fondateur du Matin, beau-frère de Waldeck, imagina, pour embêter celui-ci, de fonder un autre journal socialiste, intitulé le Petit Sou, qui dura peu, malgré l'adhésion de quelques purs. Alfred Edwards, levantin sinistre et coprophage, eut en effet l'imprudence d'exhiber, à cette occasion, sa propre et effrayante trogne sur une estrade

dans un quartier populaire. En suite de quoi, une demi-douzaine de commères accouchèrent et les collaborateurs parlementaires d'Edwards furent priés, par leurs électeurs affolés, de démissionner illico. Qu'on vienne nier, après cela, l'influence du physique sur le moral! Cette authentique histoire de l'apparition, puis de la disparition du Petit Sou, démontre qu'il est un certain point d'horreur morale et faciale qu'un aventurier, même archimillionnaire, ne doit à aucun prix dépasser. J'ai rencontré, dans ma vie, bien des monstres; aucun aussi stupéfiant qu'Edwards, colosse rasé, aux joues flasques et tombées, aux cheveux teints et noirs, à la voix de rogomme stercoraire, à la bouche comme

moulée sur un crottin frais, et qui ne pouvait prononcer cinq mots sans dire m... Capus l'a peint, dans son immortel Qui perd Gagne, sous les traits d'un certain Verugnat; mais ce portrait, bien qu'atroce, est encore flatté. La bobine lippue, chauve, à luisants, prognathe et rouge obscène, d'Haraucourt lui-même est une rose pompon à côté de celle d'Edwards. Imaginez Priape devenu stewart, à bord d'un vaisseau de flibustiers.

La mort de Francis Magnard et la modestie excessive de Gaston Calmette, élève et conti-

nuateur de Magnard, avaient livré le Figaro à Rodays et à Périvier, dont j'ai conté ailleurs la rivalité comique. Fernand de Rodays, aimable homme, pas très fort, aussi peu journaliste que possible, laissa le dreyfusisme s'introduire au Figaro, sous les espèces d'Emmanuel Arène, puis de Corné ly, auquel il céda la place. Arène, natif de la belle, fière et pauvre Corse et sans aucun lien de parenté avec Paul ni Jules Arène, passait de longue date, pour un écumeur de presse et d'assemblée. Il était compromis dans le Panama. Sa tête en robinet de bain, à la fois tannée et chattemitte aux yeux durs, tenait du chacal et du lama. Il paraît qu'il avait des qualités de clan et qu'il servait bien ceux qui le payaient, mais son aspect n'induisait certes pas à la confiance. Chaque fois qu'il sortait du cabinet de Calmette, je faisais à celui-ci, en désignant la porte « Brrr...»

et il me répondait gentiment : « Mais non, vous vous trompez, je vous assure, c'est un brave garçon, très dévoué à ses amis. » Ceux-ci s'appelaient Reinach, Etienne, Thomson et aussi, je suppose, Cartouche et Mandrin. Une fois dans la place, Arène travailla tant et si bien que le Figaro, autrefois patriote, devint un des principaux organes du dreyfusisme. C'est là que Zola, en novembre et décembre 1897, écrivit ses premiers articles, précurseurs du fameux J'accuse de 1 Aurore, lequel devait mettre le feu aux poudres.

Vers cette époque, nous fîmes, Barrés et moi,

une longue visite a de Rodays, pour lui déconseiller de s'engager dans une voie que nous jugions antinationale. Il nous reçut avec la plus grande affabilité, ce petit homme à la tête creuse, et nous écouta patiemment; pourtant il était manifeste, à son attitude gênée, que son parti était pris et qu'il ne reviendrait pas en arrière. Il nous déclara qu'il avait, dans son tiroir, des documents écrasants à la décharge de Dreyfus et que ces documents sortiraient à leur heure. Ni Barrés ni moi n'attachâmes à ce propos la moindre importance; mais il nous apparut que le Figaro de Rodays était définitivement acquis au Bordereau, comme on disait à l'époque. Il n'est pas indifférent de noter ici que, de la victoire politique du dreyfusisme, sortit notamment Caillaux, doctrinaire, entre 1905 et 1914,

du rapprochement franco-allemand (lisez : de la livraison de la France à l'Allemagne), et que Calmette mourut, dix-huit ans plus tard, assassiné précisément par ,M me Caillaux, qui redoutait la révélation publique des manigances pro-allemandes de son mari. C'est un cas de choc en retour bien curieux.

Trois ans auparavant, le même de Rodays m'avait confié, comme collaborateur du Figaro, le récit de la dégradation de Dreyfus, laquelle

eut lieu, le 5 janvier 1895, dans la grande cour de l'Ecole militaire. On trouvera mon article, intitulé Le Châtiment, en tête du Figaro du 6 janvier 1895, et j'ai encore, en écrivant ceci, après vingt-cinq ans écoulés, la vision très nette de cet homme en bois, de cet automate de Vau" canson, qui rectifiait le pas pour défiler devant nous et nous criait, sans conviction, d'une voix blanche : « Je suis innocent! » L'impression qu'il nous fit à tous était déplorable. Il semblait plus spectateur qu'acteur dans cette effroyable cérémonie, dont le sens paraissait lui échapper. Mon pauvre ami Jules Huret me raconta ensuite qu'il ne m'avait jamais pardonné d'avoir dit que ce condamné était « couleur traître ». C'était cependant fort exact. Dreyfus était d'une nuance intermédiaire entre le blanc et le terreux, nuance que, par une coïncidence singulière, je n'ai retrouvée que vingt-quatre ans plus tard, chez Malvy, ancien ministre de l'Inté-

rieur, comparaissant devant la Haute Cour.

Afin de me convaincre, Calmette m'invita à déjeuner chez lui, boulevard Haussmann, dans

les premiers temps de l'Affaire, en compagnie d'Emmanuel Arène, de Huret et de Paul Hervieu. Trois heures durant, tous quatre me chapitrèrent, s'adressant à mon « patriotisme », à mon « intelligence », à mon « cœur », pour m'attirer dans leurs rangs. Je demeurai sourd au chant des sirènes et persistai à fuir le rivage avide :

Eheu fuge sirenarum, cantus fuge littus avarum.

Mes quatre anabaptistes n'en revenaient pas.

Le Temps, organe huguenot où Pressensé faisait la loi, et où Scheurer Kestner avait eu de tout temps, des accointances, adopta, naturellement, des premiers, la thèse de l'innocence de Dreyfus. Il y eut, au début, quelques résistances de la part de collaborateurs républicains, mais ardemment patriotes, qui voyaient le danger et la tendance d'une campagne visant la haute armée, sapant, par conséquent la Défense Nationale. Mais ils ne trouvèrent aucun appui dans Adrien Hébrard et furent submergés. Hébrard lui-même, bien que profondément sceptique, subissait l'influence de Scheurer, de Ranc, de Reinach, de tous les premiers défenseurs de Dreyfus, lesquels avaient fait,

de la Cause fatale, un chapitre des Evangiles des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Quand je dis « la cause fatale », j'emploie

certes un terme bien faible, eu égard à la suite des événements. En effet, au ministère Waldeck-Rousseau, qui gouverna contre la France et les intérêts sacrés de la Défense Nationale, succéda le ministère d'Emile Combes, flanqué de ses deux funestes complices, André et Pelletan. André, ministre de la Guerre, inaugura le système des fiches, par lequel fut désorganisé, pendant plusieurs mois, tout le commandement de l'armée française. On sait aujourd'hui (voir mon ouvrage l'Avant- Guerre, paru le 4 mars 1913), que ces fiches, dressées par les soins de la maçonnerie, étaient transmises en double, au cabinet du ministre français, et par les soins de l'agence allemande de renseignements Schimmelpfeng, au cabinet du ministre de la guerre allemand à Berlin. C'est ainsi que, dans le courant de l'année 1905, eut lieu la fameuse alerte de Tanger (sous le cabinet Rouvier, successeur du cabinet Combes, voir le maître livre de Charles Maurras, Kiel et Tanger) par laquelle l'Empire allemand préludait au système de provocations périodiques, d'où sortit finalement la guerre de 1914.

A moins de manquer complètement de cervelle et de raisonnement, il est donc impossible de ne pas voir une corrélation directe entre

les machinations politiques, dont le point de départ fut la campagne en faveur de Dreyfus, et la terrible guerre de cinq ans. Les promoteurs et fondateurs de la Ligue de la Patrie Française,

les Vaugeois, les Maurras, les Dausset et les Syveton, et leurs illustres répondants, les Lemaître, les Drumont, les Coppée, les Rochefort, n'avaient que trop raison de s'alarmer et de signaler le péril à leurs concitoyens. Le nuage n'a crevé qu'en 1914, mais il s'amoncelait depuis 1904. Jamais l'Allemagne ne nous eût attaqués, si elle n'eût été sûre de la victoire. Elle n'était sûre de la victoire (en quoi elle se trompait, heureusement) que depuis dix ans, depuis les fiches.

Successeur direct et légataire politique du cabinet Waldeck, le cabinet Combes a ainsi coûté à la France quinze cent mille morts et une occupation partielle, de quatre années, de nos plus riches départements. Ces faits sont acquis à l'histoire. Rien ne saurait désormais les contredire. Rapprochés des articles et discours de Lemaître, Coppée, Barres, Drumont et Rochefort, de 1899 à 1906, surtout de la prophétique campagne de Maurras à la Gazette de France, ils acquièrent toute leur tragique signification.

Adrien Hébrard et Lemaître moururent presque en même temps, au moment de la déclaration de guerre. Que durent-ils penser, l'un et l'autre, dans des conjonctures si tragiques?

LE JOURNAL

Lemaître avait fait, pour avertir son pays, tout ce qu'il était en son pouvoir de faire. Mais Hébrard, si intelligent, si fin, si renseigné, se rappela peut-être la conversation que nous avions eue un soir, dans un coin de salon, chez notre amie commune Fœmina, lui et moi, quelques années auparavant, au sujet de l'imminence de la guerre et de la suppression du bureau des Renseignements. Je compte bien reprendre avec lui cet entretien, quand nous nous retrouverons chez les morts.

Le Journal des entrepreneurs Letellier, père et fils, prenait le vent, et même le gaz de l'opinion, comme il soufflait et d'où qu'il vînt. D'abord antidreyfusard, il fut ensuite dreyfusard, finalement pour le rapprochement « franco-allemand ». J'y écrivais à l'époque, en compagnie du bon Auguste Marin, mon très cher ami, — mais empaumé par les articles de Zola et de Clemenceau, — en compagnie d'Alexis Lauze, du papa Saissy, qui faisait la politique étrangère (chut, chut, nul n'en sait rien, c'est très grave!), de « monsieur Barthélémy », qui faisait la chronique militaire, de Mirbeau, de Barrés, de Mendès, etc.. Que de disputes, que de brouilles, que de réconciliations, que de cris ! Nous verrons cela, chemin faisant. Le Journal n'était pas un journal. C'était plutôt un rassemblement d'écrivains, de toutes opinions et de toutes tendances, sans aucun autre lien que celui

de la camaraderie professionnelle, une vraie

bande de vieux ou jeunes garçons, tapageurs, crédules et blagueurs. Nous nous y amusions bien, et surtout de la tête et des manières de nos deux étonnants directeurs, M. Eugène et M. Henri, pater etfilius.

Pater, c'est-à-dire M. Eugène, plongé dans de confortables cheviotes, et possesseur d'une barbe grisonnante, calamistrée, avait peur de tout et de tous, de Mirbeau, de Barrés, des gendarmes, de Mathieu Dreyfus, du Gouvernement, quel que fût ce gouvernement, de la Chambre, du Sénat et du préfet de police. Il en résultait une certaine instabilité dans ses avis et dans les « directives » du Journal, comme il disait. Filius Henri, propriétaire d'un nez célèbre et d'un mail coach, garçon à la fois noceur, timide et féroce, regardait ses longs pieds plats sans répondre, quand l'un de nous lui adressait la parole. Il avait toujours l'air de craindre que ce nez ne rejoignît ces pieds, ce qui d'ailleurs n'arriva pas. L'un et l'autre avaient pris finalement le parti d'attribuer le Bordereau tantôt à Dreyfus, tantôt à l'homme de paille Esterhazy, selon leur interlocuteur, et d'insérer, sur la question brûlante, d'un jour sur l'autre, des articles opposés, se faisant contrepoids. Leur collaborateur préféré était, je crois, Paul Adam, « penseur » pour rachitiques et scrofuleux, et qui, réunissant dans un seul article le

soleil et la lune avec leurs enfants et petits-enfants, ne risquait pas de se compromettre, ni de compromettre ceux qui publiaient sa prose caillouteuse, ensablée, somnifère. Paul Adam fut, à mon avis, l'individu le plus bête de notre génération, parce qu'il fut celui qui eut le plus de prétentions injustifiées à l'intellectualisme (intelligence lui semblait un terme trop petit), sans posséder la moindre parcelle de bon sens. II exploita consciencieusement ce néant en quarante volumes, dont aucun ri'est lisible, ni totalement illisible. Il tient de l'accident, comme un robinet ouvert, une digue rompue, ou un éboulis de pierres. C'est une fuite d'encre dans un dictionnaire encyclopédique. Au physique, on eût dit un bourgeois de la Restauration dans une pièce du Théâtre Libre : le col était haut, engonçant, la cravate large, le visage encadré et replet. Cependant l'aspect était minable. Pourquoi?

L'Echo de Paris des Simond, jusqu'alors consacré à des calembredaines, opta pour la France et devint assez rapidement le moniteur des officiers, de l'antidreyfusisme, genre Patrie Fran~çaise, avec Quesnay de Beaurepaire, Lemaître, Barrés, etc.. Ce Quesnay de Beaurepaire qui partit en guerre, avec beaucoup de courage, contre les extraordinaires passe-droits de la Cour de Cassation, avait été autrefois passionnément antiboulangiste. Il avait même requis à

la Haute Cour contre le général Boulanger, ce qui fait que Barrés disait de lui, plaisamment, qu'après avoir désolé sa jeunesse, il faisait les délices de son âge mûr. Il avait écrit, sous un pseudonyme (Jules de Glouvet) des romans à mon avis plutôt faiblards. Peu de temps avant que n'éclatât l'Affaire, lors du dîner de fondation de la Grande Revue, publiée chez Fasquelle, je fis connaissance de Quesnay de Beaurepaire chez... Labori. C'était un vieillard de haute taille, à la parole à la fois paysanne et pleine de feu, habitué à jouer les premiers rôles, et qui exigeait le silence de tous, quand il commençait une anecdote. Ce travers est fréquent chez les magistrats, qui ont fait une partie de leur carrière en province. A Paris, on n'écoute jamais son voisin de table, à moins qu'il ne soit très amusant. Ce n'était pas le cas pour Quesnay de Beaurepaire, un. peu solennel et cabotin, à mon gré, mais qui donnait l'impression d'un brave homme. J'entends encore Labori, empressé et cordial, s'esclaffer à ses récits, à la fois gascons et normands, et l'appeler « Monsieur le Président », gros comme la cuisse. Après le dîner, Quesnay de Beaurepaire s'approcha de moi et m'assura qu'il avait eu à l'époque, des mots piquants avec Alphonse Daudet (en je ne sais plus quelle occasion), mais qu'il ne m'en voulait pas du tout. Je lui fis signe de parler plus bas, car M me Labori commençait à chanter, avec un

art admirable et une des plus belles et douces voix que j'aie jamais entendues, un lied magique de Schumann. Rien de plus charmant que cet intérieur des Labori, lui éloquent et robuste, elle pleine de talent, de charme et de bonté.

Au Petit Journal, propriété du célèbre Marinoni, inventeur des rotatives, le leader politique était Ernest Judet, personnage de six pieds de taille, ancien normalien, qui rendit alors, on doit le reconnaître, quelques services à la cause nationale. Ernest Judet avait, au temps du Panama, mené une ardente campagne contre Clemenceau, lequel de son côté, menait, dans l Aurore, une ardente campagne en faveur de Dreyfus. De sorte que l'existence entière de Judet, avec ses hauts et ses bas, aura été, en quelque sorte, fonction de celle de Clemenceau, lequel n'a d'ailleurs jamais attaché une importance quelconque à Judet. Je ne connais pas d'être plus impressionnable, ni plus dévoré d'appréhensions que ce colosse aux pieds d'argile — et quels pieds! — pantalonné en toutes saisons de drap militaire, et dont les truculentes affirmations ne sont qu'un indistinct bredouillage. Il y a beaucoup de Panurge dans Judet, encore que, malgré la notoriété immense et historique que Judet se présume, il est peu vraisemblable que Rabelais ait songé à lui. Je n'ai fait la connaissance de ce phénomène qu'en 1 901 , mais j'ai pu constater, dès lors, au cours d'une

fréquentation hebdomadaire, que son existence était une alerte perpétuelle et une sorte de damnation phobique, traversée de grands éclairs de vanité satisfaite. Tantôt il croit qu'on va l'arrêter, tantôt que la franc-maçonnerie s'apprête à attentera ses jours. Quand, en 1906, Clemenceau devint ministre de l'Intérieur — ce que Judet déclarait, à tout venant, impossible — la terreur de Judet ne connut plus de bornes, et sa villa de Neuilly fut mise aussitôt par lui en état de résister à un siège en règle. Afin de mieux recevoir les sbires et haschachins que ne manquerait pas de lui déléguer Clemenceau, le nourrisson gigantesque de Marinoni le rotatif porta désormais, oôus son vêtement, un revolver d'ordonnance, et à la main, une canne plombée de cinquante kilogs. Cette canne étant tombée un jour sur le pied d'Henry Houssaye, dans l'antichambre de M me de Loynes, l'auteur de 1814 et de Waterloo faillit en demeurer estropié. La secousse ne contribua pas peu à déterminer l'ébranlement cérébral qui mit fin à ses jours académiques, quelques années plus tard. Pauvre Houssaye, je l'entends encore, je le vois, son pied dans la main, pestant et sacrant contre la masse d'armes d'Ernest Judet.

Or, il arriva que le Petit Journal, dont la neutralité politique faisait le succès universel, perdit beaucoup de ses lecteurs du jour où il prit parti, du bon côté certes, dans l'Affaire Dreyfus. Le

L'ÉCLAIR

dommage eût été le même s'il fût passé au clan du Bordereau. Tant que Marinoni fut là, Judet demeura intangible. Du jour où, vieillissant et las, il passa la main, Judet, menacé, dut chercher autre chose et jeta son vaste, mais inconsistant dévolu, sur 1 Eclair. Alors commença l'inénarrable et plus que suspecte direction politique de Judet, porte-parole de M. Piou et de l'Action libérale, dont l'histoire demanderait un volume, et un narrateur capable de résister à l'apoplexie par le fou rire. Il n'existe rien de plus bouffon, en effet, dans les annales de la presse française, que le gouvernement et l'anéantissement de sa malheureuse feuille, jadis prospère, par Judet, Néron falot et effrayé. Le bonhomme Piou peut se vanter d'avoir eu là, pendant sept ans, un conseiller-scribe comme on en voit peu. A un moment donné, sous l'influence, dit-on, du sinistre Alphonse Lenoir, agent de publicité, Judet, jusqu'alors briandiste, crut très malin de se rapprocher de Caillaux et de l'Allemagne. C'était peu avant l'assassinat de Calmette par M me Caillaux. Puis la guerre éclata et, au début de 1918, Judet, apprenant qu'il était question d'un cabinet Clemenceau, abandonné, en outre, par ses principaux actionnaires, gens du Nord qu'avait ruinés l'invasion, planta là son blockhaus de Neuilly, liquida son journal et se réfugia en Suisse, où il s'aboucha avec l'ennemi. Telle fut l'étonnante courbe politique de ce météore trop

content de soi, de Judet, qui devait finir dans la peau de Judas.

Le Gaulois (directeur Arthur Meyer) était, avec le Figaro, le journal de la société parisienne et des milieux dits « conservateurs » et bien pensants. Il se déclara anti dreyfusard et bénéficia, en conséquence, de la clientèle que son dreyfusisme avéré fit perdre au Figaro. Meyer avait quelque mérite à cette attitude, puisque Dreyfus était, ethniquement parlant, son compatriote. Elle lui valut d'ailleurs une réconciliation solennelle avec Drumont, jadis blessé par lui traîtreusement en duel, comme je l'ai conté dans Fantômes et Vivants. Cette réconciliation eut lieu à dîner chez ma mère, 41, rue de l'Université, dans le courant de l'année 1901. Elle fut aussi loyale que le duel, cependant absous par la justice républicaine, l'avait été peu. Jusqu'à la fin mélancolique et solitaire de Drumont, survenue pendant la Grande Guerre, Meyer et lui demeurèrent en bons termes, et la Libre Parole évita d'asticoter son voisin de boulevard, le Gaulois. Mais, dans le même temps, ce brave Arthur Meyer ayant essayé de jouer des tours à notre jeune Action Française, dont les campagnes, ouvertement royalistes, gênaient ses combinaisons politiques et ses intérêts, ce fut moi qui rompis avec lui et lui administrai un certain nombre de corrections nécessaires et retentissantes. Elles lui firent, en somme, le plus grand

bien et le ramenèrent, assez rapidement, dans le droit chemin. Arthur Meyer est un vieux tapis, qu'il convient de battre de temps en temps. Il n'en est ensuite que plus moelleux. Le tort de la Patrie Française, c'est-à-dire de Lemaître et de Coppée, fut de ne pas l'exécuter au moment de l'affaire Syveton (1904) — où il inséra perfidement la note infâme qui devait accréditer dans Je public, même et surtout nationaliste, la version du suicide, par peur du scandale, du député du deuxième arrondissement. J'y reviendrai, chemin faisant.

Je ne dirai qu'un mot des campagnes antidreyfusardes et nationalistes que j'ai menées, sans débrider, pendant neuf ans, dans le Gau~ lois, le Soleil et la Libre Parole. Elles n'auraient eu leur portée réelle que si elles avaient été encadrées dans des articles de même tendance et de même virulence. Malheureusement, ce que j'écrivais, un jour par semaine, dans chacun de ces trois journaux était contrecarré ou annihilé le lendemain, surtout au Gaulois, par des considérations d'un ordre opposé ou différent. La résistance ouverte et même violente, que je préconisais, en présence des crimes commis alors journellement contre la Patrie et la Religion, n'était certes dans le goût ni de Meyer, ni de Baragnon, ni de Méry, qui, dès 1902, avait pris une influence prépondérante sur l'esprit de Drumont. On me laissait crier, tempêter, protester,

ici et là, parce que c'était ma fonction, mon rôle et que j'avais, dans chacun de ces trois journaux, une clientèle et des amis. On s'arrangeait, en sourdine, pour que ces clameurs irritées fussent sans conséquence, ni lendemain. Vingt fois, il y eut l'occasion de soulever, par un acte décisif, l'enthousiasme et la colère de l'immense public nationaliste de Paris, qui ne demandait qu'à bouillir et à réagir. Vingt fois, par pusillanimité, faiblesse et manque d'entente, on laissa passer l'occasion. La peur des procès notamment, que ne ressentaient pas les dreyfusards, tenait et bridait les journaux de la bonne presse. Les duels passe encore; mais un procès, y songez-vous! Le directeur est responsable, en même temps que l'auteur de l'article, et une condamnation pour diffamation faisait reculer les plus braves. Nous avons, Dieu merci, à 1 Action Française, changé tout cela, et la crainte des chats-fourrés, même de la plus haute hermine, ne nous a jamais arrêtés dans l'accomplissement de notre devoir envers la Patrie outragée.

Le seul polémiste et dialecticien, qui ait réellement gêné et contrecarré le parti antinational de la revision, fut Maurras, avec sa polémique, étincelante et quotidienne, de la Gazette de France. Au moment de la panique absurde et injustifiée, occasionnée par la découverte du faux héroïque du colonel Henry (août et septembre 1898) les articles de Maurras sauvèrent momentanément

la situation. Ils l'eussent redressée tout à fait, sî Maurras avait été mis à la tête de la défensive nationale, qu'il eût complètement transformée, selon sa méthode, en contre-offensive victorieuse. Que de maux eussent été épargnés au pays !

Parmi les écrivains qui prirent en mains la cause de l'armée et de la France, il serait injuste de ne pas citer ici M me la comtesse de Martel, qui signe Gyp, et a publié, sous ce nom, avec un succès variable un grand nombre de romans dialogués. Malheureusement le peu de consistance de ces petites machines, renouvelées de la comtesse de Ségur (moins le charme et la simplicité qu'y mettait celle-ci), l'imitation, arbitraire et fatigante, du jargon youddisch, la faiblesse des héros salonnards et héroïnes pseudo-mondaines proposés à notre sympathie admirative, allèrent plutôt contre le but poursuivi. J'ai connu bon nombre d'antidreyfusards authentiques, à commencer par moi, auxquels les marionnettes, monotones et stéréotypées, de l'auteur du Mariage de Chiffon, du Journal d'un casserole et du Grand coup donnèrent de véritables rages de dents et des crises de coliques néphrétiques. Les lecteurs de la Libre parole, où cette personne peu douée pour la satire, encore que très prolixe, écrivait hebdomadairement, se plaignirent avec tant de persistance et de vivacité qu'il fallut renoncer à sa collaboration. Ce fut, chez les abonnés, me dit-on, un soulagement général.

Chaque fois que j'entrais dans le cabinet de Drumont, qui aimait la blague et même y participait de bon cœur, je lui demandais s'il n'était point, par hasard, décidé à reprendre la série du Petit Bob et de la grosse baronne en « Storne » ou en « Leine », à laquelle la très authentique (et authen-toc) petite vicomtesse, au frais minois celtolatin, inflige de si piquantes leçons de maintien. Le vieux maître levait les bras en signe d'épouvante et me priait de ne pas plaisanter « avec ces choses-là ». La polémique n'est décidément pas un ouvrage de dame et les glorieuses exceptions qu'on y connaît, telle M me Adam, ne font que confirmer la règle.

Par contre, il faut mettre hors de pair les caricatures épiques du journal le Pss'f, que publièrent, au moment le plus chaud de notre grande discorde civile, Forain et Caran d'Ache. Chacun de ces deux étonnants artistes y apporta sa manière et sa verve, qui se complétaient. Forain se chargeait de Reinach, qu'il avait simplifié jusqu'à l'idéogramme, des juges férus de Dreyfus, des politiciens à tête d'animaux et dont il sait rendre même l'odeur, des perspectives de deuil et d'alarme sur la frontière, la loi, l'armée, le drapeau et la nation. Caran d'Ache dessinait des Zola inouïs, satisfaits dans des cabinets qui notaient pas toujours de travail, et s 'essuyant les doigts aux murs. Il dessinait des Picquart corsetés et galants, des Monaco des deux sexes,

enpanachés, des intellectuels à trop grands fronts, absurdes, pensifs, penchés, confits en vérité, justice et lumière, des francs-maçons de fonds de boutique, écarquillés et satisfaits, des Brisson et des Trarieux inénarrables. Daumier ne fut pas plus incisif, Goya ne fut pas plus virulent, ni plus ardent. Je n'ai jamais revu ni refeuilleté la collection, devenue introuvable, du Pss'/, mais je me rappelle, après vingt ans écoulés, les principales planches et le rire irrité, douloureux, qu'elles soulevaient. « C'est dlôle, ça, t'sais », disait Caran, quand on le complimentait, cependant que Forain, d'un geste futile, accompagné d'un éclat strident comme d'un verre qu'on brise, signifiait que ça n'était pas encore tout à fait ça, que ça se perfectionnerait avec le temps. Les légendes valaient les dessins, salées, poivrées, pimentées, à souhait. Elles avaient le don de mettre en fureur les dreyfusards, telles des échardes entre cuir et chair, et qui faisaient suinter le grotesque et le mensonge de certaines attitudes. Les dames et amazones du Bordereau n'étaient fichtre pas ménagées, et Caran leur forgeait des accoutrements prodigieux, tenant de la girafe, de la guêpe malade et de la teneuse de livres. Mais il fallait examiner cela dans le détail, jusqu'au moment où les deux copains, empoignés par une sainte colère jumelle, conjoignaient leurs dards aigus et toxiques contre un même

type, un Cornély, un Ranc, un Waldeck, et le

laissaient pantelant sur la feuille, comme on cloue une chouette sur une porte.

Quand les camelots se répandaient à travers Paris, criant Pss't, dont le titre semblait fait exprès pour leur faciliter la vente, les passants s'arrachaient la feuille vengeresse. Ils s'éloignaient en se tordant et en la commentant. Assis à la terrasse du Weber, rue Royale, par les belles soirées de printemps et d'été, Forain et Caran suivaient de loin la course et le bourdonnement de leurs abeilles, cruelles aux ennemis de la France, ou aux Français assez aveugles pour ne pas voir où les conduisait cette mascarade tragique.

— Encore un soupirait Forain.

— Maintenant c'est l'prochain qui m'en-

bête, — ripostait le nonchalant Caran.

CHAPITRE II

La réaction des milieux littéraires : Alphonse Daudet

et le premier diner des balzaciens chez durand. —

Le cas de Zola. — Lemaitre, Brunetière, Coppée,

Barres, Hervieu, Anatole France, Mirbeau, Clemen-

ceau. — Madame Adam et Paul Déroulède.

Alphonse Daudet n'aimait pas les juifs et il était ardemment patriote. On peut même dire qu'avec ses immortels Contes du lundi, il avait été, après 1871, la voix de la patrie mutilée et sanglante. 11 avait assisté aux séances du procès Bazaine et il en avait conservé l'émouvant souvenir. La musique militaire lui faisait battre le cœur. Il admirait l'armée, incarnation de l'idée de Revanche, qui animait toute sa génération. Il méprisait les parlementtaires, en raison même des espérances qu'il avait placées, au début, dans leur absurde régime. Cependant il s'était tenu à l'écart du mouvement boulangiste, dont les meneurs, Barrés à part, lui semblaient de qualité médiocre et trop semblables à ceux qu'ils prétendaient remplacer. Parmi les familiers de notre maison, le professeur Charcot avait été

violemment antiboulangîste (il était d'une totale ignorance en politique et puérilement féru de Gambetta); Goncourt avait eu des velléités bou-' langistes, en sa qualité de vieux Lorrain; Zola s'était déclaré hostile au mouvement. C'est dire que les milieux littéraires et scientifiques s'étaient en majorité montrés rebelles à l'idée d'une dictature militaire, dont le beau et loyal général à la barbe blonde n'avait d'ailleurs pas l'étoffe..., la suite le prouva. Il est remarquable de voir combien les militaires de haut grade sont, en général, éloignés de toute ambition politique et timorés devant les autorités civiles. Cette pusillanimité de gens si braves, et amoureux de leur pays, que la République conduit manifestement aux abîmes, est pour moi, depuis que j'ai l'âge de raison, un sujet de stupeur. Ils sont évidemment victimes des topos libéraux et démocratiques qui soufflèrent, de 1848 à 1880, sur les faibles esprits, politiquementparlant, de nos grands-pères et de nos pères. Ils prennent pour argent comptant les malédictions du bon Brutus, qui perd la nation, au méchant César, qui peut la galvaniser... à condition toutefois de ne pas penser comme ses propres adversaires, tel Napoléon III. Nul n'est vainqueur que dans son principe. A l'âge de dix-huit ans, j'ai rencontré aux eaux de Lamalou-les-Bains (voir un précédent volume de mes souvenirs : Devant la douleur) ce grand esprit qu'était Auguste Brachet et qui

a commencé à me nettoyer de mes préjugés d'élève de Burdeau et de carabin républicain. Lui aussi s'étonnait de ce que pouvaient supporter, de la part des fantoches au pouvoir, les chefs de notre armée. Il répétait : « Que craignent-ils, nom d'une pipe, que craignent-ils! Ils auraient toute la France derrière eux. »

L'affaire Dreyfus a montré que cette longanimité allait encore plus loin qu'on ne le pensait. Il a fallu que ce fût un civil, Gabriel Syveton, député du deuxième arrondissement de Paris, qui souffletât l'horrible ministre de la guerre André, créateur des fiches d'espionnage et de délation.

Donc Alphonse Daudet avait toute l'étoffe d'un anti dreyfusard déterminé. On le vit bien, en 1897 (il mourut le 16 décembre de cette même année) au premier dîner Balzac, qui eut lieu place de la Madeleine, au restaurant Durand, aujourd'hui démoli, et auquel assistaient Zola, Bourget, Coppée, Anatole France et Barrés. La conversation vint sur le cas de Dreyfus, que l'on commençait à agiter. Mon père, Bourget, Barrés, Coppée prirent immédiatement parti pour les juges militaires, qui l'avaient condamné selon leur conscience. Zola et France étaient d'un avis diamétralement opposé. J'entends encore les zézaiements acerbes de l'auteur de la Débâcle, pour qui le mot de Patrie avait toujours été vide de sens : « La trahison n'exifte pas, mon

bon. C'est une invention des vésuites, un mot insane. Il n'y a plus de fecret militaire. Nous fommes dans l'âge du télégraphe et du téléphone. » Quel crétin! France, bien que de son bord, en avait l'air gêné et atténuait ces tranchantes âneries de « enfin oui, n'est-ce pas, tout de même », pleins de cordialité. Barres lançait des regards noirs au « porc-épique » (comme nous disions), et haussait les épaules. Le dessert fut triste. On se sépara fraîchement. « Je crains bien, me dit mon père, dans la voiture qui nous ramenait, que ce premier dîner Balzac ne soit le dernier. Mais quelle haine de l'uniforme, chez ce brave Zola! Qu'est-ce que l'armée lui a donc fait? »

Elle lui avait fait ceci qu'avec l'âge — il avait alors cinquante- sept ans — son fond de primaire lui remontait et qu'il considérait les officiers supérieurs comme des élèves de la rue des Postes, donc des ennemis du peuple et des têtes creuses. Le fond du caractère de ce malheureux mégalomane, mâtiné de français et d'italien, d'imagination et de sottise, c'était l'envie : une envie tenace, bestiale, mesquine, toujours en éveil, et qui lui faisait détester cordialement l'ami, le confrère, le concurrent, le voisin beau, riche ou bien portant, l'officier que les femmes regardent, le héros que l'histoire célèbre, le prêtre qui dispose de la confession et de l'absolution, le philosophe, l'érudit, l'amoureux, Taris-

tocrate, tout homme doué d'une supériorité quelconque. Emile Zola, avec son nez bifide, sa verbosité, son langage fébrile, était le type achevé du bilieux, qui ne se complaît que dans le malheur, l'infortune d'autrui, l'excrément, le trouble sexuel, la folie et la laideur. Ce vice foncier, irrémédiable, était en lui, comme l'avarice en Harpagon et en Grandet, comme l'hypocrisie en Tartufe. Il avait le goût du déshonneur, de la déchéance et de la mort de son prochain, comme d'autres aiment le vin et les jolies filles. Je n'ai compris cela qu'assez tard, car il affectait le ton bonhomme et un détachement tout juste à l'opposé de ses véritables sentiments. Ceux-ci transpiraient dans les questions, qu'il posait aux uns et aux autres, sur leur santé, leurs parents, leurs ressources, leur vente surtout, quand ils venaient de publier un bouquin. Ils apparaissaient dans ses regards brefs, brûlants, soupçonneux, à moitié recouverts par la main qui tâtait le binocle, comme s'ils eussent redouté d'être surpris, dans la minute où ils enviaient. Ils éclataient dans l'accès de joie, qu'il ne pouvait dissimuler, à l'annonce d'une catastrophe, de la maladie ou de la disparition d'un copain. C'est ainsi que la folie de Maupassant fut pour lui une délectation véritable. A la mort de Goncourt, il exultait. Derrière le cercueil de mon père, portant un des cordons du poêle, il se contenait; mais les « à bas Zola », qui partaient de

la foule parisienne (il venait de s'avérer dreyfusard dans deux ou trois retentissants articles en tête du Figaro) le rendaient pâle et titubant. Il m'apparaît, au souvenir, ruisselant de fiel, et assouvissant, dans son œuvre, la rage de dégradation qui le tenait contre l'ensemble du genre humain.

Il l'assouvit, d'autre façon, lors de l'Affaire. Zola en voulait à la France, qui n'accordait à son ambition effrénée qu'une sorte de célébrité honteuse et décriée, ainsi qu'au roi des vidangeurs. Il en voulait à la société, à la critique, un peu à tout le monde. Naturellement craintif et même peureux, se cachant sous son lit quand tonnait l'orage, il devint courageux, civilement parlant, du jour où il s'agit de combattre cet objet, pour lui dépourvu de sens, mais non certes d'une gloire qui l'offusquait : le drapeau tricolore. C'est un haut degré, et saisissant, d'un vice, quand il peut susciter une vertu, même appliquée à un but ignoble. Il est ironique de songer que fut solennellement transféré au Panthéon (par un régime, il est vrai, antinational) le plus grand et incontestable souilleur de ce qui fait la grandeur et la noblesse de l'homme ici-bas.

Lisez, à la lumière de cette remarque, les meilleurs scatologicons de sa série : l'Assommoir, Germinal, Nana, la Terre. Regardez-le se vautrer dans le purin, en faire dégouliner sur sa page,

mirer, comme des œufs au marché, les termes vils et dégradants : « Ah! je crois que j'en ai mis, cette fois! » s ecriait-il, en s'asseyant à table, chez les Charpentier, lors de la publication de Nana, et il en reniflait d'allégresse. D'où le surnom de « Grand Fécal », que je lui appliquai et qui lui resta.

Le lendemain de la publication de la lettre]' accuse (prononcez « V'accuve ») dans l'Aurore, nous allâmes, Georges Hugo et moi, rendre visite à Zola dans son capharnaùm de la rue de Bruxelles, encombré de pierres sculptées et d'un bric-à-brac de faux moyen âge. Car l'auteur de la Débâcle se laissait refiler, par les antiquaires, tous les rossignols de leurs magasins, toutes les tiares de Saïtapharnès, tous les urinaux de Néron, tous les lacrymatoires de Cléopâtre, que vous pouvez imaginer. Il abondait notamment en « onges de bois » (comme disait Courbet) et en cathèdres et gargouilles. Que c'était laid, bon Dieu, que c'était laid! Il nous reçut très genti- ment, nous assura que du Paty de Clam était un tortionnaire « un perfonnage pour vous, pour un de vos romans, Léon » et l'Etat- Major un ras- semblement de « vésuites ». Je dis en sortant à Georges, qui riait de bon cœur : « Ce n'est pas Eugène Sue. C'est Eugène qui fait suer. » Mais il n'y avait pas de doute : nous venions de voir Voltaire s'embarquant pour l'affaire Calas, Hugo en pleine effervescence des Châtiments, Moïse

attaquant de ses petites cornes le dur Sinaï, et il était clair que le grand tuyau de la pot bouille naturaliste allait crever sur le pays : « La France a bevoin d'un bain de Juftice, mes fers enfants. » Ce bain de caricature de justice annonçait, amorçait un fameux bain de sang. Zola avait l'imagination odorante et sexuelle, mais courte. Il célébrait la vie en phrases creuses, mais il ne s'intéressait qu'à sa vie, et le ronron de l'humanitarisme lui servait à dissimuler une insensibilité tératologique, quant à ses compatriotes et quant à son prochain. Ce mélange de redondance et d'anesthésie prédestinait sa dépouille au cénotaphe de la démocratie antifrançaise, sous la présidence de Fallières le repu.

Cet homme funeste (et qui portait le malheur avec lui) était, en toute chose, d'une extraordinaire ignorance. Ayant dîné plusieurs fois, chez mon père, avec Charcot : « Ce médecin m'intéreffe, mon fer Léon (me dit-il), indiquez-moi quelques-uns de ses ouvrages, que je me fasse un opinion sur fon talent. » 1 1 avait agi de même pour Claude Bernard. L'antiquité lui était inconnue. Il ne savait pas un mot de grec ni de latin et n'éprouvait aucun besoin d'ouvrir jamais un auteur classique. Les instincts, le manuel, voilà ce qui l'intéressait, en dehors des chiffres des tirages. Désirant fournir à Charcot une indication pittoresque sur son caractère,il émit sentencieusement ceci qui nous avait tous enchan-

tés : « Les odeurs m'exfitent, principalement celle de l'urine. Qu'en pensez-vous, mon cher professeur? »

Charcot rit et nous dit ensuite : « Je ne pouvais cependant pas lui répondre que c'est le stigmate de pas mal de cochons. » Ces échappées étaient rares. Ce cop romane, quant au style était le plus souvent, dans la conversation, d'une platitude déconcertante. Il déclarait fièrement : « V'nai pas d'efprit » et il avait en grippe ceux qui, comme Aurélien Scholl, Albert Wolff ou Philippe Gille, avaient une réputation de gens d'esprit. Il répétait dédaigneusement de Banville : « C'est un amuveur, mon bon, rien de férieux dans ces jeux vains. » Alphonse Daudet aussi était, à ses yeux « un amuveur ». Mais lui, bigre, n'était pas amusant et sa gaîté (quand elle n'était pas provoquée par le dommage d'autrui) avait quelque chose de grinçant et de forcé. Goncourt plus intuitif qu'observateur, en avait souvent fait la remarque : « Ce Zola, mon cher Daudet, est un salop. » Il disait aussi « votre Zola », pour bien marquer son aversion personnelle. Rochefort décrétait : « Je ne peux sentir ce Zola, oui, oui, malgré le fumet, ah, ah, oui, qui émane de ses livres. Il doit parfumer son linge en pétant dessus. Allons, allons, c'est écœurant! » Il l'appelait aussi « le mouquet » à cause de l'habitude prêtée à la mouquette par l'auteur de Germinal. Drumont faisait chorus : « Ah/ mon bon ami,

quel dégoûtant que ce Zola et que serait la littérature française, si nous en possédions seulement une demi-douzaine de son. acabit! Une porcherie mon ami, une porcherie. C'est fabuleux! »

Au moment où éclata l'Affaire, la célébrité spéciale de Zola était en baisse. Quelques années auparavant avait paru un manifeste littéraire (comme on disait alors) signé de jeunes écrivains, tels que Bonnetain, Rosny aîné, Paul Margueritte et Gustave Guiches, si j'ai bonne mémoire, qui rompaient avec le « maître » impur de Médan, et lui tiraient leur révérence. Vers la même époque, Huysmans lui secouait les puces, dans une préface à son livre Là-Bas. Henry Céard s'était, de son côté, détaché du cénacle. Jules Huret menait une enquête sur la mort du naturalisme. Zola, désemparé par toutes ces défections, tâtonnait. 1 1 avait comiquement essayé du roman « chafte » et même « myftique, mon bon, » avec le Rêve, qui a l'air d'une image de missel, oubliée, dans un mauvais lieu, par un bourgeois hypocrite et papelard. Il y a quelque chose en effet de pire que le Zola de fosse d'aisance : c'est le Zola d'aspiration virginale. Son bleu vitrail semble le résultat de la distillation d'un engrais, et ses séraphins ont le souffle et la mine d'échappés d'un pénitencier. Dans cette œuvre surchargée, informe, nauséabonde, rien de plus repoussant que le Rêve! Avec la cam-

pagne en faveur de Dreyfus, Zola s'imagina qu'il se renouvelait, qu'il s'embarquait pour la grande politique.Il est mort, heureusement pour lui, treize ans avant le terrible démenti donné à ses fariboles sur la paix universelle, qui rejoi- gnaient par les sentines et les chambres de bonnes, celles de Jaurès.

Clemenceau a été un des meneurs de l'affaire Dreyfus, des plus acharnés, des plus butés, des plus nocifs, et cependant, vingt ans après, il nous a donné la victoire, en matant précisément la trahison à l'intérieur. Sa longue vie laborieuse, semée de tant d'écueils et de tempêtes, lui a permis ce retournement glorieux, où apparaît quelque chose de providentiel. Du coup il est devenu en haine à la plupart de ses alliés d'autre- fois, qui n'aimaient pas la France et foulaient le drapeau. Il a rompu violemment avec Georges Brandès, juif danois et germanophile, avec bien d'autres de ses plus anciennes relations. 1 1 a fait, à soixante- dix- sept ans, peau neuve. Non qu'il ait rien abandonné, du moins en apparence, de son vieil idéal républicain. Mais le bleu de Vendée et même le conventionnel ont pris en lui carré- ment le dessus sur le parlementaire et le drey- fusard. Il a été mû, à mon avis, par la grande pitié du pays de France, celle même qui emplit autrefois Jeanne la Lorraine, et peut aussi bien habiter l'âme candide d'une jeune bergère ins-

pirée, que le vieux cœur d'un écrivain et orateur

de souche paysanne, dénué de la peur de la mort. C'est une grande force de Clemenceau de n'avoir jamais redouté la Camarde, et aussi d'avoir préservé, à sa manière brusque et incisive, une certaine simplicité directe de vision et d'action, grâce à laquelle il est allé, de juillet 1917 à novembre 1918, droit au but. Il était dans la cuisine politique; le voilà dans la grande histoire, avec un laurier immortel. Car celui qui nous a rendu l'Alsace et la Lorraine sera éternellement béni des enfants du pays de France, surtout quand il a osé prendre le pouvoir dans les conditions terribles, désespérées, que lui avaient faites ses prédécesseurs, les lamentables Viviani, Briand, Ribot etPainlevé.

Je ne sais où Sainte-Beuve écrit que, pour plus d'un contemporain il y aura lieu au tonnerre et à la voix, sur le chemin de Damas. Ce tonnerre aura été, pour Clemenceau, celui de l'artillerie; cette voix, celle de la patrie en danger. Dieu s'est servi de lui, au moment voulu, pour une besogne déterminée. Il n'est pas nécessaire d'avoir la foi, pour être l'instrument du divin.

Anatole France, écrivain délicieux, qui avait autrefois porté, sur Zola, un jugement plus que sévère, a subi, ce n'est pas douteux, l'influence du milieu juif où il évoluait, au moment de l'Affaire. C'est le plus impressionnable des hommes et le plus facile à chambrer. Je n'ai fait

que l'entrevoir personnellement chez mon père,

il y a de cela une trentaine d'années, alors qu'il commençait seulement à jouir de sa grande et légitime réputation et donnait successivement raison à tout le monde, avec une ironie renanienne et une urbanité exquise. J'ai dîné en face de lui pour la deuxième fois, vers 1901, chez Marcel Proust et subi ce charme fait de finesse et de bonhomie, assez voisin de celui de Lemaître, bien que moins incisif et imprévu. Grâce à France, les dreyfusards auront pu se vanter de posséder un homme tout à fait de chez nous et un de nos premiers crus, d'un bouquet, d'une saveur inimitables. C'est fort ennuyeux, mais ce n'est pas la seule bizarrerie de ce déclassement extraordinaire des sentiments et des idées, qui préludait, en 1899, à la catastrophe de 1914, comme le souffle de la tempête, sur la forêt, à la foudre et à l'incendie.

Au contraire, le dreyfusisme de Mirbeau fut quelque chose de tout à fait normal, Mirbeau, que j'ai bien connu, était un homme à renversèment, sensible et bon, ami des pauvres bougres, ami de ses:amis, capable de dévouement, pénétrant, rageur, impressionnable à l'excès, colère, vindicatif, puis d'une confiance illimitée envers ceux qu'il avait offensés, aussi fertile en sautes

d'humeur que'Ja Méditerranée en sautes de vent. Il avait quarante ans quand j'en avais vingt-cinq, des yeux dorés, la voix nerveuse, accompagnée d'un léger zézaiement, une fantaisie comique

inattendue, l'apitoiement rapide et l'invective à fleur de peau. Il habitait alors, à Pont- de-1 'Arche, une maison délicieuse, isolée et confortable, où madame Octave Mirbeau, d'une beauté fine et souple à la fois, vous accueillait avec une bonne grâce qui vous mettait tout de suite à l'aise, et une simplicité de bon aloi. La cuisine était incomparable, surveillée dans ses moindres détails, du beurre au vin, de l'huile à la soupe, avec des raffinements solides et gais. Ensuite Mirbeau s'installa à Poissy, au clos Saint-Biaise, où le même type d'hospitalité, affectueuse et somptueuse, était réservée à ses quelques préférés, en littérature et en peinture. Finalement il se résigna à Paris, boulevard Delessert, dans le quartier du Trocadéro, et ce fut là qu'en 1900, malgré les divergences politiques, il donna, à je ne sais plus quelle occasion, une fête demeurée célèbre dans nos milieux. Les dreyfusards y coudoyaient les anti-dreyfusards et les conversations politiques étaient rigoureusement interdites. Les plus jolies femmes de la société parisienne, se trouvaient réunies là aux artistes et aux journalistes célèbres des deux clans, avec une certaine prédominance, néanmoins, du côté du Bordereau. Ce fut comme une courte halte pendant la lutte et la réunion la plus brillante, la plus cordiale, à laquelle j'aie jamais assisté.

J'avais demandé à tenir le vestiaire, de dix à onze heures, en compagnie d'une charmante

jeune femme, qui avait revêtu, à cette occasion, un gentil tablier de soubrette. Les invités arrivaient et nous confiaient leurs manteaux (les hommes, leurs chapeaux) avec les plus touchantes recommandations : « Faites attention, c'est une fourrure délicate. Je désire qu'elle ne soit pas froissée.

— Ah, ah, (m'écriais- je d'un ton amer) voilà bien les bourgeois ! Pas froissée ! Ça vous est égal de me froisser, moi pauvre diable, à condition que votre pelure soit indemne. Eh bien, voilà ce que j'en fais! »

Et je précipitais le manteau dans la cage de l'escalier, cependant que ma partenaire, sur son joli genou, aplatissait le haut de forme comme une galette. Stupide et furieux, l'arrivant allait se plaindre à Mirbeau, qui répondait : « C'est un nouveau domestique. Excusez-le, il débarque de son village. Mais quel cœur d'or! »

Ayant aperçu un petit vieillard, du nom de Natanson, qui me demandait un numéro, d'un ton que je jugeai inadmissible, je le pris sous mon bras et l'emportai vers le cabinet de toilette, où je le plongeai dans une baignoire vide, en faisant mine d'ouvrir les robinets. Il poussait de tels cris, et si stridents, qu'on accourut. Je le délivrai et le remis pantelant à sa famille, avec recommandation de l'aller coucher « parce qu'il n'était pas assez sage ». Ensuite je m'atta-

chai comme une teigne à un professeur d'uni-

versité, du nom de Tarbouriech, si j'ai bonne mémoire, à qui je fis, à haute voix, toute sorte de recommandations sur les dangers de la capitale, les mauvaises fréquentations et les maladies qui peuvent en résulter. Le brave garçon ne savait s'il devait se fâcher et cette hésitation donnait, à son visage naïf, un ambigu des plus comiques. La soirée comportait, comme divertissement, un match de boxe entre Huret et moi. Nous nous mîmes en bras de chemise et bientôt nos bras, vigoureux mais las, furent noirs d'un tambourinage réciproque. Mirbeau riait de bon cœur, et ceux qui ne nous servaient pas de tête de turcs riaient aussi. On ne se sépara qu'à cinq heures du matin, après un souper où figurait, en grande quantité, ce que l'on peut manger et boire de meilleur ici-bas. Mais, le lendemain, chacun avait repris ses positions politiques, et la trêve d'un soir n'eut pas d'autres suites.

Mirbeau était un conservateur de tempérament, que la niaiserie de certains salonnards et l'horreur des autorités constituées avaient tourné à l'anarchie. Il détestait les gendarmes, les douaniers, les contrôleurs, les rentiers, les huissiers, les concierges, les domestiques. Il professait qu'un préfet est presque toujours un inverti et un incestueux, et qu'un ministre est, par définition, un voleur. Mais la démocratie lui était

odieuse, les hommes de loi et les financiers le faisaient vomir. De sorte qu'il n'avait plus d 'in-

diligence que pour les enfants, les vagabonds, les très jeunes femmes, cinq ou six peintres et sculpteurs, et les chiens. Il avait exécré les juifs et il rageait d'être dans leur camp, où l'avait rejeté violemment sa haine bien conditionnée pour Rochefort, Drumont, Bourget et les officiers de l'Etat- Major. Jamais je n'ai pu obtenir de lui une explication, satisfaisante quant à cette dernière catégorie de hargne, car, au fond, il aimait et préférait la France et ne pouvait ignorer l'importance des grands chefs militaires. C'était, chez lui, puérilisme, préjugé absurde et manque de sens commun. Il généralisait aisément, surtout en matière sentimentale. Il suffisait qu'un officier supérieur lui eût marché sur le pied, un jour, sans le faire exprès, pour qu'il prît en grippe les feuilles de chêne. Il commençait par détester quelqu'un d'emblée, puis il cherchait des motifs à son antipathie et, au besoin, en inventait. C'est ainsi que je le taquinais, au sujet de Bourget, et le mettais au défi de justifier ses anathèmes quant à ce contemporain subtil et exquis.

— Sa pose m'exaspère.

— Où diable voyez-vous une pose^ quelconque en Bourget? C'est le plus simple et le plus tranquille des hommes.

— Il croit aux gens du monde.

— C'est un bateau qu'on lui monte. Il n'est pas plus snob que vous et moi.

Mirbeau haussait les épaules, gonflait sa lèvre inférieure en signe de mécontentement et ne répondait plus. Mais, s'il avait rencontré Bourget, il aurait été très capable de s'emballer pour lui et de lui immoler toute la littérature contemporaine et moderne. En 1896, j'eus une fièvre typhoïde terrible, après avoir mangé des huîtres, à Venise, et fus, pendant des semaines, en danger de mort. Mirbeau venait prendre de mes nouvelles chaque jour, et, lors de ma convalescence, s'ingéniait à me distraire de mille façons, avec les attentions d'un frère aîné. Il chérissait ou il exécrait. L'indifférence lui était inconnue. Bien que séparé de lui, depuis, par des abîmes et quelques gouffres, je n'ai jamais cessé d'aimer son ironie, son rire, sa bonté sauvage, son injustice à crier et sa spontanéité étonnante dans le changement. Il a écrit des pages étourdissantes, notamment dans Dingo, son chef-d'œuvre; sa conversation improvisée, sans apprêt, valait sa création littéraire, et tous ceux qui l'ont approché garderont, de ses emballements, de ses déballements, de ses outrances, de sa frénésie, tendre ou irritée, un souvenir impérissable. Quel goût, quelle flamme, quelle générosité !

Aux dîners de l'Académie Goncourt (qui commença à fonctionner en 1903), Mirbeau n'était pas, c'est le cas de le dire, dans son assiette. Facilement ombrageux, il était loin de

certains d'entre nous, d'Huysmans par exemple, dont le tour d'esprit paraissait si différent du sien. Aussi, la plupart du temps, demeurait-il assez silencieux ou se bornait-il à quelques remarques sur la nourriture et les régimes. Quelquefois, à l'occasion d'une plaisanterie, il reprenait son bon rire el se rongeait vivement les doigts en signe de contentement. Je songeais toujours, en le voyant, au vers fameux sur le méli-mélo d'amour et de haine :

Odi et amo. Quomodo id fit, nescio, sed fierî sentio et excrucior.

Quant à l'Affaire elle-même, nous n'en disputâmes, Mirbeau et moi, que deux ou trois fois. Il me sentit irréductible et je compris qu'il était inutile de chercher à le convaincre. Je lui fis seulement observer qu'il avait jusqu'alors détesté l'œuvre et la personne de Zola : « Depuis J'accuse, c'est autre chose », me répondit-il avec franchise. Lors de notre dernière discussion à ce sujet, il me déclara que « nationaliste était pour

lui synonyme d'assassin. » Notre controverse en resta là. Mais, lors de nos rencontres, de plus en plus espacées, je sentais qu'il me détestait en proportion de son amitié d'antan et qu'il incriminait mon hérédité languedocienne : « C'est un fanatique de l'enclos de Rey. » Ainsi s'expliquait-il mon aberration de préférer mon pays à

un hébreu, condamné pour trahison par plusieurs tribunaux militaires.

La guerre, qu'il n'avait pas vue venir, dont il niait, comme tant d'autres, la possibilité, fut, pour Mirbeau, une sorte de révélation et un bouleversement profond. Elle réveilla son patriotisme. Il me raconta qu'il avait mis à la porte son secrétaire juif, qui avait émis des doutes sur la possibilité de la victoire. A partir de là, il me manifesta un renouveau d'affection, et mon nationalisme intégral cessa de lui apparaître comme l'appétit du meurtre et du faux. Mes sentiments, à son égard, n'avaient pas varié. Sa mort me causa un réel chagrin. Les êtres qui aiment la vie sont rares, et Mirbeau était de ceux-là. S'il eût eu à son berceau la fée pondération, à quel destin n'eût-il pas pu prétendre!
Il n'a jamais été, comme doit l'être tout polémiste, « compos sui ». Il est, avec mon cher Gustave Geffroy, — lui aussi dreyfusard passionné et impénitent — le plus sagace critique de couleurs et de formes que j'aie connu, sans doute parce que nos goûts artistiques coïncidaient sur beaucoup de points. Comme eux, j'admire Car-

rière, Cézanne, Degas, Monet et Rodin. Comme eux, je répugne à l'art officiel ou officieux, qui encombre nos places et nos musées. Comme eux, je salue le classique, l'héritage traditionnel français, dans les impressionistes, jadis honnis, et dans les figures noblement tourmentées du maître

disparu qui nous a restitué Balzac. Chaque fois que j'allais chez Mirbeau, je tombais en arrêt devant un champ d'iris de Van Gogh, qui transposait, dans la flore, ses sensations complexes, concernant la foule humaine colorée du Midi.

— Ça vous plaît, hein, ça, Léon?

— Beaucoup plus que le Bordereau.

— C'est idiot, ce que vous dites-là; il n'y a pas de commune mesure.

— Détrompez-vous : le dreyfusisme est une lésion qui s'étend à tout et même au jugement esthétique. Il y a un coloris dreyfusard.

... Et de rire! Mais le trou creusé entre nous fut durable quand même. Quelle chose singulière, que les ramifications sensibles d'une divergence profonde dans l'ordre mental, et combien l'homme est mû d'abord par sa pensée!

Je ne puis dire que j'aie jamais aimé Paul Hervieu. Il m'est toujours apparu comme un chapitre du moyen de parvenir, habillé, chapeauté, botté, astiqué, reconnaissant par calcul et vindicatif par petitesse naturelle. Un vrai type de snob, celui-là, tempéré par un boutiquier calculateur. Ses conceptions théâtrales (plutôt que dramatiques) sont gâchées par un langage affreux, tout en locutions adverbiales et en termes impropres. Cependant, nous étions en bons termes jusqu'à l'Affaire. Elle nous sépara. Il opta violemment pour l'Antifrance, sans doute parce qu'il y trouvait son avantage, et devint un fami-

lier des politiciens les plus vils, notamment de cette larve de Briand, auquel il enseigna les usages mondains, le tour à la cravate lavable et le vernis des croquenots. L'Académie française, un grade élevé dans la Légion d'honneur, la présidence de la société des Auteurs dramatiques, la fréquentation de M me de Sainte- Avanie, les chasses et les séjours chez le baron de Tremblefesse, la sympathie de Waldeck-Rousseau, d'Emile Combes, de Loubet et d'Armand Fallières, tels furent, désormais, les plaisirs et voluptés de cet étonnant garçon, construit en papier mâché et en carton sec, au visage rentré comme un hile de haricot, avec un menton en croûton de pain, et qui tenait, à dix ans de distance, une balance exacte des bons et des mauvais procédés. Afin de soigner sa gloriole, fragile comme une bulle de savon, il écrivait, au moindre critique, des lettres explicatives de huit ou de dix pages sur ce qu'il avait voulu

faire. Son roman par lettres, Peints par eux-mêmes, est un heureux pastiche des Liaisons dangereuses, en beaucoup moins intense et pénétrant. L'Enigme est une œuvre assez sensuelle. Le reste est fatras ou calcul. Hervieu se jeta dans le dreyfusisme par visée ambitieuse, afin de tenir et d'exploiter ce rôle fructueux d'arbitre entre personnages officiels et gens du monde, qui fut sa principale attitude, et de faire valoir sa fausse « belle âme ».

Je le jugeai un soir chez la comtesse de Noailles, au temps de l'ignoble campagne républicaine contre les congrégations. Afin de faire sa cour à un député radical qui se trouvait là, Hervieu partit en guerre contre l'obscurantisme des dominicains et des jésuites, avec le style de Homais. La lâcheté est ici-bas ce qui m'écœure le plus. Je le lui fis comprendre, et ne le revis plus que douze ans plus tard, sur le terrain, à distance de pistolet, après qu'il eut pris, contre moi, le parti de son ami, le dramaturge israélite Henry Bernstein. Or, en le visant, sans entrain, (j'aurais été désolé de le blesser) je songeais : « Il croit que je lui en veux à cause de Bernstein. Je lui en veux de sa tirade anticléricale avenue Henri-Martin. »

En 1913, Paul Hervieu fit, à l'Association des

Étudiants, un petit topo démocratique à la Lavisse, où il affirmait, entre autres choses, qu'il n'y aurait plus jamais de guerre et qu'une ère nouvelle de paix et de félicité s'ouvrait pour l'humanité. Ce fut une de ses dernières manifestations oratoires, et qui donne la mesure de sa perspicacité. Je le vis, pour la dernière fois, au bout de l'an de Calmette (mars 1915) sur les marches de l'Eglise de Neuilly. Il me parut plus vert que de coutume et assez décomposé. Il mourut peu de temps après. De pareilles destinées sont tristes : petits buts et moyens mesquins.

Dès les premières heures, le clan de Dreyfus

et du Bordereau vit se dresser contre lui Lemaître, Barrés, Coppée et Brunetière, qui représentaient, au moins les trois premiers, à la fois le bon sens et le patriotisme français. Car Brunetière, brave homme et mû, en la circonstance, par un instinct droit, n'avait aucune espèce de jugement. Les arguments, par lesquels il défendait le pays et la religion, étaient les plus propres à rebuter, les plus branlants, les plus vaseux, exposés dans un langage d'un archaïsme absurde et entortillé, qui lui paraissait le fin du fin. Pontife du salon Buloz, le pauvre garçon — auquel les rires de du Bled et de d'Avenel faisaient croire qu'il était spirituel — portait en lui tout l'ennui poussiéreux de la Revue des Deux Mondes. Je disais, dans un méchant jeu de mots : « Il a bu l'os. » Cet os lui était resté en travers de l'entendement, bien qu'il fût bavard et prolixe.

On ne pouvait dire « il pleut », sans que Ferdi-
nand s'ingéniât aussitôt à démontrer « qu'il ne
pleuvait précisément pas, encore qu'une cer-
taine mouillure, adhérente aux objets, dont ce
salon, put faire aisément croire qu'il aurait dû
pleuvoir ».

— Soit, il ne pleut pas.

— Ah ! pardon, pardon — lançait Ferdinand
d'une voix forte, articulée aux tournants de
phrases comme avec une cheville de bois — je
n'ai pas émis cet avis en ce global. Il y faut
nuancer et même varier. Qu'est-ce que la pluie?

La conjecture, appuyée sur l'expérience, que
nous en faisons illico ».

Les assistants se régalaient de ces corni-
chonneries galantes, avec lesquelles Ferdinand
le ratiocineur faisait sa cour timide aux personnes
qui tentaient, dans cet austère milieu, un tout
petit brin de décolletage. Transporté sur le
Forum et dans les âpres détails de l'Affaire,
on imagine le succès d'un tel raisonnement.
Brunetière était aussi ignorant et enfantin en
politique, qu'en polémique et en histoire natu-
relle, où il était, bien entendu, pour « l'évolu-
tion ». Histoire de paraître avancé; Il s'occupait

même, à l'époque, de concilier cette satanée évolution et la foi. On l'appelait aussi saint Thomas Taquin. Il avait, disait-on, fait pleurer une douairière, à force de la contredire et donné un saignement de nez à un prince de l'Eglise, en s'efforçant de le convertir aux cultuelles. Je le définirais : un apôtre absurde.

Jules Lemaître (qui ne pouvait pas plus sentir Brunetière que je ne pouvais le sentir) était, au contraire, le bon sens ailé, un fils de La Fontaine. Excellent et griffu, ami des petites gens, méfiant vis-à-vis des mondains et des oisifs, saisissant le comique des choses et des êtres comme pas un, lettré de grand style, et cherchant dans les humanités à se consoler des humains, équilibré et indépendant, désarmé vis-à-vis des tapeurs, il me représentait le fin

bourgeois du centre, en qui le rural vit encore. Il était d'un commerce exquis, conciliant au possible, ponctuant ses phrases, incisives et courtes, de petits « oui, oui », « bon, très bien, hein », « c'est cela, oui, c'est cela », qu'il avait l'air de bougonner, en jetant ici et là des regards moqueurs. Quand il était un peu fâché, lesdits regards devenaient verts. Il aimait la rêverie, la mélancolie, la nostalgie, sur lesquels je le plaisantais, m'y adonnant fort peu moi-même. Le sacrifice de sa tranquillité et de son effacement volontaire, qu'il fit à son pays, au temps de l'Affaire, me paraît particulièrement méritoire, venant de cet indulgent sceptique. Sans doute

notre délicieuse et forte amie M me de Loynes, à qui l'unissait une ancienne et profonde affection, fut-elle pour beaucoup dans sa détermination héroïque. Mais il y mit aussi du sien, sachant qu'il courait au-devant des injures, des menaces, des remous les plus violents de la passion politique et qu'il renonçait au repos. Parfois il ronchonnait et rechignait, croisant, étendant, décroisant les mains dans un geste familier, rouge d'ennui, puis subitement pâle. Ces moments de dépression duraient peu, et, convaincu de l'utilité de son action, il reprenait courageusement le collier. Quel brave homme!

Cet habitant de Tavers (Loiret) et du XVII e siècle — qu'il contribua à remettre en honneur — était infiniment scrupuleux. Il ne se serait jamais

attelé à une cause injuste ou frelatée. Je suis témoin qu'il étudia et regarda de près le cas de Dreyfus, avant de se décider. Son œil perçant démêla très vite les intrigues politiques et anti-françaises qui se nouaient derrière une comédie de justice et de vérité, à laquelle d'honnêtes gens se laissèrent prendre. Il sentait venir la guerre. Derrière les disputes byzantines sur le « petit bleu » et le « bordereau », il entendait le pas des légions barbares. En même temps, il souffrait des disputes civiles et il n'avait pas le tempéra-

ment qui fait, quand l'heure sonne, un dictateur
bienfaisant du chef populaire. Il avait une tête
solide et clairvoyante, mais il manquait de biceps.
Déroulède avait du biceps, mais, en dehors de
son patriotisme, manquait de tête, et sa vision
politique était d'un gosse. Telle fut la raison pro-
fonde de la défaite des patriotes et de l'avantage
remporté par l'Antifrance. Dès 1900, je sentis,
pour ma part, que nous serions battus et je puis
dire que je rageais ferme, car nous devions
gagner la partie, ayant tous les atouts dans les
mains, sauf les disponibilités de fonds allemands
et juifs bien entendu.

Ce qui manquait le plus à Lemaître, c'était
de savoir imposer son avis à quelqu'un de son
entourage et qu'il aimait bien. Au bout de
cinq minutes de discussion, il lâchait pied,
comme si l'adhésion sur le fond, sur l'essentiel,
emportait du même coup l'adhésion sur les

voies et moyens, d'où dépend le succès. Ceux qui
l'approchaient, connaissant ce penchant, en abu-
saient; tels Syveton et Dausset qui, par ailleurs,
reconnaissaient sa supériorité de vues. M me de
Loynes, bien plus solide et habile que lui,
rattrapait souvent ces fléchissements; elle n'était
malheureusement pas là tout le temps, et son
absence au conseil se fit plus d'une fois cruelle-
ment sentir. Parmi les jeunes professeurs qui
fondèrent la ligue de la Patrie Française, le plus
clairvoyant, et jusqu'au génie, le plus désinté-
ressé, et jusqu'au sacrifice, était Henri Vaugeois.

Syveton et Dausset, jaloux de sa supériorité, l'éliminèrent, ce qui est fort humain et même banal, et le présentèrent à Lemaître comme un rêveur et un idéaliste. Ce fut un malheur. Vaugeois avait au contraire, mieux que Syveton et Dausset, le sens aigu des réalisations et il ne désirait rien pour lui-même. C'était un homme que brûlait uniquement l'amour de la Patrie et de ses compatriotes. Il se représentait concrètement les lignes d'action de la politique, et d'emblée il comprit Maurras.

Si la conjonction de Maurras, de Lemaître et de Vaugeois avait été, en 1899, ce qu'elle fut en 1908, si Maurras avait eu, en 1899, la direction effective de la Patrie Française, le cours des événements eût été profondément modifié, la France l'eût emporté sur l'Antifrance, et nous aurions vraisemblablement évité

la guerre ou, si nous n'avions pu l'éviter, apporté à la guerre une préparation suffisante, qui en eût abrégé le cours. Les événements ne subissent pas cette morne fatalité que proclame la métaphysique boche. Les hommes conduisent les événements, quand ils sont nés conducteurs d'événements. Sans doute Dieu est le maître des hommes. Mais il leur laisse liberté et responsabilité dans le jeu des affaires humaines. Je trouve que, plus les circonstances sont grandes et tragiques, et plus ce partage est sensible. Depuis août 1914, j'en suis transpercé d'un bout de l'âme à l'autre, ainsi que d'une lance lumineuse.

Nous retrouverons Dausset, Syveton, Vaugeois, au moment de la Patrie Française.

Auprès de Lemaître, Coppée, le délicieux, l'ironique, l'adorable Coppée : un visage noble et pur comme son cœur, de mauvaises dents, un charmant sourire, une voix railleuse, ponctuée d'un rire communicatif, un bouillonnement de généreuses indignations, dénuées du sens de l'invective, et qu'il éliminait en vers éloquents et corrects. L'observation du passé, sous toutes ses formes, faisait de lui un détracteur du temps actuel et un admirateur entêté de Bonaparte. Néanmoins, il ne le mettait pas en sentences et en tartines, à la façon de Frédéric . Masson. Les républicains de la Patrie Française redoutaient son cléricalisme, qui lui prêtait un charme e plus; car je ne sépare pas la civilisation

française des grands ordres religieux, bénédictins, dominicains, jésuites, etc. ni du tour d'esprit, subtil, nuancé, compréhensif des misères humaines, indulgent au pécheur repenti, que les clercs ont implanté et propagé dans notre race. L'alluvion latine, l'alluvion cléricale, c'est de ce cher limon que nous sommes pétris. Maurras a exprimé cela à merveille avec une éloquence allant au cœur des raisons — ô Pascal ! — dans la page fameuse : « Je suis romain », qui fait le pont entre la Rome des Césars et celle des Papes. Les religieux qu'il m'a été donné de fréquenter m'ont toujours paru présenter, au plus haut et

délicat degré, épurées, les vertus profondes du peuple français, exilées par des décrets monstrueux. En vérité, je me sens clérical par toutes les fibres de mon être et toutes les attaches de ma pensée, et cette tendance est de plus en plus forte, à mesure qu'avançant en âge, je prends une connaissance moins imparfaite des caractères et des tempéraments, ainsi que des conditions de toute société. La Réforme, c'est l'hécatombe. La Révolution, c'est le massacre. Le cléricalisme catholique, c'est la seule société des nations possible et, dans l'être, le fondement de la psychologie véritable.

Ce fut une faute lourde de la Patrie Française que d'avoir honte du cléricalisme et d'accorder ainsi, par avance, un point à ceux qu'elle s'apprêtait à combattre. La politique blanche a

gardé des attaches très profondes avec l'âme nationale et elle inspire des dévouements qu'il est absurde de rebuter ou de négliger. Aux heures critiques — et le dreyfusisme était une heure critique — on peut demander beaucoup à la politique blanche et un peu à la politique rouge. Je ne pense pas qu'il soit impraticable de faire coopérer la politique blanche et la politique rouge au service de la Patrie. Cette vue est celle de notre action présente et elle seule a donné jusqu'ici des résultats. Au lieu que l'exclusion de la politique blanche a régulièrement conduit à la défaite et à l'abattoir les républicains patriotes. Je pense au papa de Marcère, à Godefroy

Cavaignac, à Déroulède, à d'autres encore. Comme notre Vaugeois sentait cela, comme il l'exprimait bien! Du reste, chez beaucoup d'entre nous, les deux tendances voisinent. Qu'on me permette de citer mon cas héréditaire. Mon grand-père paternel, Vincent Daudet, était un blanc du Midi. Mon grand-père maternel, Jules Allard, était un bleu de Bretagne, c'est-à-dire un rouge, ami de Barbès. Je suis un blanc, c'est entendu, mais admirateur de la politique étrangère de la Convention et je préfère cent fois un révolutionnaire convaincu, même, surtout en réunion publique, à un libéral. Il y a de l'étoffe dans le premier. Il n'y en a pas dans le second. La pire anarchie, c'est l'anarchie molle.

Donc Coppée apparut bientôt comme gênant aux républicains de la Patrie Française. On le lui fit comprendre et il en souffrit. Relégué dans un honorariat mélancolique, il demeura fidèle à l'amitié de Lemaître et au salon de madame de Loynes, que ce demi-lâchage avait indignée. Elle le considérait comme une maladresse et elle le fit véhémentement comprendre à Dausset

et à Syveton.

Coppée, au fond, était impérialiste. Il avait beaucoup aimé cette pauvre princesse Mathilde, tout en reconnaissant l'infériorité de sa table et la médiocrité de sa conversation. Il lisait avec ferveur le Mémorial. Le souvenir de Sainte-Hélène lui faisait mal et il détestait pathétiquement Hudson Lowe. Il était indulgent à la mémoire de Napoléon III et de son entourage. Là-dessus, nous ne nous entendions guère; mais nous évitions ce sujet, et, quand nous le reconduisions rue Oudinot, en voiture, ma femme et moi, après le dîner chez ma mère, ou chez madame de Loynes — c'était un rite sacré — je lui concédais volontiers Austerlitz, en l'honneur du soleil, et Marengo, en souvenir du poulet. Au lieu qu'à Vandal, Henry Houssaye et Delafosse — ce que c'est tout de même que les préférences! — j'assénais immédiatement, et pour commencer, Trafalgar, Waterloo, Sedan, et cette unité allemande que respecte passionnément toute démocratie, qu'elle soit parle-

mentaire ou plébiscitaire, avec un entêtement et un aveuglement féroces, homicides, suicidaires.

Coppée s'entendait très bien avec Drumont, bien avec Lemaître, assez bien avec Rochefort. Lemaître s'entendait médiocrement avec Rochefort et assez bien seulement avec Drumont. Rochefort et Drumont étaient comme chien et chat, le premier sceptique et aristo, le second

croyant et de sang populaire. Dans les réunions complètes de ces quatre « rois de cailles » comme disait mon père, cela faisait des courants et des froids. La raison prédominait chez Lemaître; un instinct puissant et prophétique en Drumont; Coppée était un sentimental ironique et lyrique; Rochefort suivait son amusement polémique et son bon sens. Lemaître écoutait, concevait, discutait, admettait un argument. Drumont était accessible aux observations comiques, mais le ton élégiaque l'embêtait. Coppée ne s'intéressait aux choses et aux gens que sous l'aspect historique, anecdotique ou littéraire. Il ne raccordait pas la politique générale à la vie. Rochefort n'écoutait personne que lui-même, les enfants, ses sympathies ou antipathies. Il n'était pas très commode, dans ces conditions, de tenir un conseil utile, ou suivi. On se réunissait pour prendre telle ou telle détermination importante. Au bout d'un moment, Rochefort, après quelques « ta ta ta ta, » ou « oui, oui, c'est écœurant mais quelles canailles! » commençait une petite

histoire qui ravissait Coppée. Drumont s'esclaffait : « Ah ! mon ami, c'est prodigieux. Ces gens-là me feront mourir. » Lemaître lui-même, se dissipait — 1 comme il disait — et ensuite s'en confessait ingénument : « Que voulez-vous, madame, chacun de nous en particulier est sérieux, mais, réunis, nous devenons frivoles. Ah! ah! voyons un peu comment Syveton arrangera cela. Hein, n'est-ce pas Syveton? »'

— Certainement, monsieur Lemaître, déclarait Syveton de sa forte voix, en ajustant son monocle dans l'orbite de son œil aigu.

Barrés a joué un grand rôle, mais personnel, dans l'Affaire Dreyfus. C'est un écrivain de génie, un vaillant entre les vaillants, un patriote inspiré. Il n'a pas la vision politique instantanée de Maurras et, tantôt acteur, tantôt observateur, il peut se désintéresser tout à coup prodigieusement de ce qui le passionnait cinq minutes auparavant. En un mot, ses humeurs passent d'abord, ce qui est fréquent chez les hommes de lettres de sa trempe et il n'aime à se contraindre, ni gêner en rien. C'est, hélas! aussi un peu mon défaut, ce qui me permet de le déceler très vite chez autrui. Maurras, sans avoir dîné, sans avoir commencé son article, recevra très bien, sur le coup de neuf heures du soir, et écoutera religieusement, un raseur qui lui apporte, parmi cinquante nunus, un renseignement intéressant ou précis. Alors que Barrés ou moi enverrons ce

même type au diable. Barrés n'est pas patient. Il renonce tout de suite à convaincre un imbécile ou un simple serin, qui se croit intelligent, et qui lui en veut de ce renoncement. Enfin il va, en courant, au bout des raisonnements et des chances, avec une rapidité pessimiste, et il

préfère considérer comme impossible et irréalisable une chose que son esprit lui représente comme difficile. Rien à faire à cela.

Je ne connais qu'une personne ayant plus d'esprit que lui dans la conversation et la spontanéité : c'est Monseigneur le duc d'Orléans, chez qui cette perception ironique, active et subite, du fonds et du tréfonds des personnes et des circonstances est évidemment un legs de Henri IV. Mais, alors que cette verve inouïe (dans laquelle l'amertume de l'exil fait de saisissantes coulées) est dynamique et propulsive chez ce Prince des Princes, elle est statique et contemplative chez Barres. Le duc d'Orléans vous donne envie de courir, de vous dévouer, de vous battre pour lui, de manger et de boire. Barrés vous donne envie de vous asseoir, pour réfléchir un peu à tout ça, et de vous tourner les pouces, en riant ou maugréant, selon l'heure.

Barrés, depuis ses vingt-cinq ans, a mariné dans les assemblées, mais en les méprisant à un tel point (vu sa supériorité intellectuelle) qu'il y a eu en somme peu d'action. Clemenceau, qui appartient à la génération antérieure,

s'est davantage intéressé à la partie et il y a acquis une réelle maîtrise. C'est le joueur de boules qui calcule ses coups et qui a plus d'un tour dans son sac. A la Chambre comme au Sénat, même quand il fut rejeté par le suffrage universel — par le « phoque », comme disait Alphonse

Daudet — , il eut toujours des amis fervents
et une action indiscutable. Cette influence parlementaire n'est pas négligeable, principalement vis-à-vis de la magistrature, qui est le point le plus faible et le plus malléable du régime. Jamais la cour de Cassation ne se serait prononcée pour Dreyfus, après l'acceptation significative de la grâce, et avec la scandaleuse partialité dont elle a fait preuve, allant jusqu'à falsifier et truquer la loi, si elle ne s'était sentie appuyée par les clans républicains de la Chambre et du Sénat, depuis Clemenceau jusqu'à Jaurès.

Les deux mainteneurs du souvenir de l'arrachement alsacien-lorrain et de l'idée de revanche, Nl me Edmond Adam et Paul Déroulède, se rangèrent naturellement, dès le début de l'Affaire, parmi les antidreyfusards les plus déterminés. Ils virent tout de suite, l'un et l'autre, que cette crise annonçait une nouvelle agression allemande et une guerre intestine de forme religieuse. Ils battirent le rappel des bonnes volontés,
M me Adam, au centre de la société parisienne et dans les milieux politiques et diplomatiques,
Paul Déroulède sur le Forum. Mais d'une part,

M me Adam, à qui la Nouvelle Revue, poursuivie pendant tant d'années, imposait des charges excessives, n'avait plus à sa disposition, vers

1900, que sa petite Parole française à l'Etranger , à l'aide de laquelle elle faisait, il est vrai, des merveilles. De l'autre, Déroulède manquait de jugement et de direction politiques et ne voulait pas s'astreindre à cette critique serrée et imperturbable des textes, que préconisait vainement Maurras. En le voyant éloquent, généreux et brave, mais écervelé, sous son paletot à pèlerine, dans les réunions publiques, ou en habit et assis à table, parmi le bruit de la discussion, je me répétais le mot de Chamfort : « On ne joue pas aux échecs avec un bon cœur. » Or, il s'agissait à ce moment-là, d'une redoutable partie d'échecs, où le sort de toute une jeune génération était engagé.

En effet, veuillez considérer seulement le petit tableau ci-dessous; ça pourrait s'appeler vingt ans après.

1894. Arrestation d'Alfred Dreyfus. Première condamnation.

1899. Deuxième condamnation à Rennes. Dreyfus gracié.
1899. Suppression, par Waldeck-Rousseau, du Bureau des Renseignements.

1904. Ministère André, Affaire des fiches Vadecard-Schimmelpfeng.

1905. Alerte de Tanger.

1906. La cour de Cassation réhabilite Dreyfus en truquant la loi (Art. 445).

1909. Alerte dite de Bosnie-Herzégovine.
1911. Aierte d'Agadir. Le coup de Caillaux.
1914. L'Allemagne déclare la guerre à la France.

Et nunc erudimini...

CHAPITRE III

Quelques silhouettes de juifs : un juif non assimilé, Naquet, un juif assimilé, Catulle Mendès; un juif érudit, Marcel Schwob; un juif messianique, Bernard Lazare; un juif anticlérical, Eugène Mayer; un juif conservateur, Arthur Meyer: un juif collectionneur, Gustave Dreyfus; un juif poète, Eugène Manuel; un juif d'épouvante : Ernest La Jeunesse. — La Revue blanche et la tribu des nâtanson. — léon blum ou la révolution en gants gris perle. — l'attraction de la finance juive pour l* allemagne. — le clérical juif dans l'anticléricalisme catholique. — la vision ethnique et la vision politique.

Plébiscitaire ou parlementaire, la démocratie — dont l'essence est, par définition, ploutocratique — est foncièrement le régime de l'étranger. L'Allemagne a exploité chez nous, grâce à ce régime, le ferment de discorde civile qui était dans l'Affaire Dreyfus. Cette discorde civile s'est divisée en deux branches : l'une nationale, l'autre religieuse. Trop de juifs, mus par la passion ethnique, s'y sont délibérément engagés. D'autres ont hésité. D'autres, par calcul ou instinct secret, ont pris le parti de la France. Ces événements sont maintenant assez éloignés —

séparés de nous par le grand fossé de sang de la guerre — pour que nous puissions promener sur eux un regard impartial. Examinons, comme on dit au Palais, les questions d'espèces.

Alfred Naquet, araméen et bossu comme dans les contes orientaux, était un type d'hébreu non assimilé, tel que sorti d'un ghetto du Marais de 1462 dans la rue de la Paix de 1890. Je l'ai vu souvent chez Lockroy, lequel s'appelait en réalité Simon, alors que Jules Simon s'appelait en réalité Suisse. Mais Naquet s'appelait Naquet. Honnête homme dans le privé et demeuré pauvre parmi tant de politiciens enrichis, l'auteur de la loi du divorce promenait avec lui une aura funeste. Sa hideur confinait au maléfice. Il faisait partie de ces pestiférés moraux, à l'aspect desquels on doit dire, en joignant les mains : « Qu'est-ce qui va nous arriver! » Il y avait en lui, très visible, un dilettante de la destruction, de la décomposition, de la putréfaction, un renifleur de fumier, un dégustateur de la douleur et de l'abaissement humain. D'origine carpentrasienne, il avait une pointe d'accent méridional, qui mettait les naïfs en confiance, mais que démentaient un œil luisant d'aimée sadique, un rire comme vomi par l'enfer. Le récit d'une catastrophe, d'une faillite, d'une tare, d'un naufrage, d'un écrasement, d'une dégradation mentale et morale, suscitait, chez Naquet, ce croassement accompagné de gloussements et d'une tré-

mulation de la bosse, qui donnait envie de le tuer et de le piétiner. Quand l'accès le prenait en mangeant, sa bouchée sautait, en miettes de couleur, hors de sa gueule, encloutée de dents longues et jaunes comme celles du chameau. Ces miettes s'incrustaient dans la barbasse, où il allait les repêcher avec des ongles jaunes et crochus de peseur d'or. Là-dessus Lockroy partait à son tour, faisait tourner autour de l'index la ganse noire de son lorgnon et l'on sentait qu'il riait autant de la hideur effroyable de Naquet que de ce dont Naquet avait ri. J'ai toujours regretté que Goya n'assistât pas à ces petites séances. Il en eût tiré un fameux « caprice » !

Naquet fut successivement radical, boulangiste, socialiste et anarchiste. En somme, il appartenait au drapeau noir et n'avait de goût que pour le néant. Cette idée-image de l'inutilité et de l'horreur de tout avait chez lui force sexuelle. Elle faisait l'impression d'une libido. Ce damné en promenade terrestre n'a pas réalisé ici-bas le millième du mal qu'il eût souhaité d'y accomplir. J'ai toujours cru que son goût très réel de la chimie — où il excellait — était lié à une recherche d'une substance capable d'anéantir le genre humain, d'une sorte de pierre exterminale. Aussi le dreyfusisme fut-il pour lui une

machine à dynamiter la société. Vers la fin, il prêchait le désarmement de la France en face de

l'Allemagne armée, annonçant qu'une gloire immortelle ressortirait, pour notre pays, de sa crucifixion par les Boches. Ce vœu sacrilège a bien failli être exaucé. Quel échappé du Sabbat, ce Naquet !

Catulle Mendès, lyrique et salace, personnage du Satyricon, était au contraire un type d'hébreu assimilé. Au parisianisme d'Henri Heine, panaché de maisons de rendez-vous, inconnues à l'auteur de Reisebilder et amant de Malthide, il joignait le jargon du parnassien et la passion des apéritifs. Je l'ai connu beau, mais déjà luisant et répandant une odeur de colle : puis moins beau; puis énorme et cacatoésien, dans un paletot vert semé de taches, d'où sortaient, au soir tombant, des aphorismes essoufflés, des remarques subtiles et des hoquets au porto et à l'éther. Le comble de sa sympathie consistait à vous prendre par le bras et à vous parler de Wagner, de Dierx ou de Villiers de l'Isle Adam, sur un ton extrêmement confidentiel. Mais, en 1 899, quelques jours avant le procès de Rennes, sur la place du Carrousel ensoleillée, à deux pas de l'invraisemblable croquenbouche qu'est le monument du borgne sonore Gambetta, j'aperçus venir à moi Mendès, semblable à un vieux ballon de foot-ball, que surmontait, sur une touffe de cheveux jadis blonds, un chapeau en cône tronqué jaune, dit « cronstadt ».

— Ah, ah, mon petit Daudet, vous êtes natio-

naliste. Ce que j'ai à vous dire est très important. C'est la genèse de toute l'Affaire.

Ce fils des Dieux — comme l'appelait le bon Théodore de Banville — sortait de table et puait cette fois le clos Vougeot, associé au marc. Absorbé dans l'analyse de son fumet, je ne perçus d'abord que des phrases indistinctes, concernant un plan universel — dont Mendès était détenteur, — auquel se rattachait le procès Dreyfus, parodie sacrilège de la Passion. L'érotique poivrot ne manquait pas d'éloquence, son érudition était vaste et bizarre, si bien qu'au bout d'un quart d'heure je finis par m'intéresser au prodigieux capharnaum qu'était ce cerveau •en rumeur. Selon lui, Dreyfus était coupable, mais sans le savoir, à la façon d'un somnambule, dirigé de loin, du fond des siècles, par une prophétie qui l'aimantait. Quant à Esterhazy, c'était le Dreyfus des antisémites, un personnage enchanté lui aussi, inconsciemment coupable en miroir. D'où la ressemblance des deux écritures. De même qu'il arrive que deux obus se rencontrent et éclatent en l'air, l'Affaire Dreyfus était, d'après Mendès, le résultat de la rencontre, du heurt des deux prophéties l'une issue de je ne

sais quel écrivain juif, l'autre de Nostradamus. Ainsi raconté, c'est idiot. Mais l'auteur de la Reine Fiammette y mettait une verve, une ingéniosité, une subtilité et une passion, qui firent tourner la journée de telle sorte que, l'heure du

dîner arrivant, nous trouva encore place du Carrousel, sans que Gambetta eût bougé.

— Ah ! ah ! voici qui est curieux, me dit Mendès en secouant sa crinière déplumée, j'ai découvert, rue de Port-Mahon, un restaurant prodigieux, où l'on fait la goulach (plat hongrois) comme nulle part ailleurs. Venez avec moi.

Une de ses nombreuses petites amies jolie comme un cœur, l'attendait là, lisant distraitement la carte : « Bonsoir, mon enfant, fit Mendès. Garçon, apportez-moi un porto. » Après celui-là, il en but un autre, puis un troisième, tira de sa poche un paquet d'épreuves et commença à les corriger sur un coin de table, cependant que la jeune femme bâillait et que j'avais bien envie de m'en aller. Mais voilà que, tout à coup, la tête chevelue de Mendès oscille, s'incline sur son pardessus, et le « fils, des Dieux » s'endort comme un enfant, un sourire béat noyé dans la graisse flasque de ses méplats.

Mendès refusa de prendre parti dans la grande querelle, ayant pour principe que seule la littérature importe et que les autres disputes, politiques ou religieuses, sont sans intérêt. Le pli pro-

fessionnel et l'amour des lettres lui tenaient lieu de vertus. Rarement humain, hanté de quelques nobles rêves, fut aussi prompt à s'animaliser. Ce contraste faisait de sa personne quelque chose d'imprévu, de disparate, d'aventuré, une proie pour l'accident ou le suicide. Ce fut l'acci-

dent qui arriva. Il mourut broyé par un train, contre la paroi d'un tunnel, la nuit, rentrant chez lui en banlieue, après un bon dîner, sans doute trop bon.

J'ai connu, et même intimement, un israélite fort supérieur à lui par le sens de l'honneur, de la dignité et l'élévation de l'esprit : Marcel Schwob, l'auteur du Livre de Mortelle, de Cœur Double, du Roi au Masque d'or et de remarquables travaux sur Villon et le monde et l'argot des compagnons de la Coquille. J'aimais beaucoup Marcel Schwob; l'Affaire nous a séparés et il a disparu de ce monde prématurément, après une cruelle maladie, sans que j'aie pu, une dernière fois, lui serrer la main.

Schwob était laid, de visage glabre, avec des yeux clairs magnifiques. Son érudition était immense et rejointe à la vie par les détours et applications les plus pittoresques, les plus justes. Nous avons retrouvé ensemble Rembrandt, un

soir d'été, dans une taverne d'Amsterdam; une autre fois Quincey et Dickens, marchant bras dessus bras dessous, à Londres, dans le Strand. Histoire, linguistique, poésie, prose, astrologie, chimie, critique, anglais, allemand, grec, latin, italien, espagnol, hébreu, Schwob animait, agitait, ordonnait, reconstituait, associait toutes ces connaissances, dans son immense et précise fantaisie. Il évoquait les capitaines d'aventures, avec la justesse de Quicherat et la verve de Cer-

vantés. Il décrivait aussi éloquemment les mœurs des souteneurs et des prostituées, dans le panier de crabes des faubourgs, que celles des savants du XVI e siècle ou des conquistadors espagnols. Avec cela un goût parfait, jamais un faux pas, ni une surcharge. Toute sa morale se ramenait à la pitié, qu'il appliquait indistinctement aux criminels et aux saints, aux traîtres et aux héros. Comme, après un séjour en Angleterre, il m'accompagnait à Charing Cross, il remit cinq louis d'or, sur dix qu'il avait dans sa poche, à une fille hâve et dépenaillée, mais souple et de chair blanche, qui lui rappela la petite Anne, des Confessions d'un mangeur dopium. Il se fâcha parce que je lui dis que cette offrande à un souvenir littéraire était disproportionnée. D'ailleurs il avait très mauvais caractère et boudait même à table, invité à dîner chez des gens qu'il connaissait à peine. Je l'ai vu moucher des notaires, des académiciens et des hommes du monde, comme de simples chandelles de suif. Invité chez Georges Hugo et sa femme à Guernesey — où

l'hospitalité était la plus large et douce que j'aie connue — il empoignait les autres invités et leur prouvait, en cinq secs, qu'ils étaient des ignorants et des serins. Il en résultait des scènes inénarrables, que Georges arrangeait de son mieux, avec ce tact souverain et nuancé qui le caractérise. Quand il se mettait en habit — en fr... fr... frac, disait notre Mariéton — il fichait dans

sa cravate noire, pour faire plus élégant, une épingle de perle qui lui venait de famille et que ses hochements de tête et dénégations faisaient scintiller. Affligé d'une infirmité intestinale, il demeurait, pendant des heures, enfermé dans les water-closets, ce qui jette toujours quelque perturbation dans une villégiature. Mais il en sortait apaisé, ravi, et plus éloquent et sagace que jamais.

Quand je fis sa connaissance, il écrivait à l'Echo de Paris et vivait chichement, dans une petite chambre sise au second étage et demi du 2 de la rue de l'Université, au-dessus de mon condisciple, le D r Henri Meige. La pauvreté ne lui pesait pas et il s'arrangeait toujours pour faire délicatement la charité à plus pauvre que lui. C'est dans cette espèce de soupente sordide, que j'ai rencontré pour la première fois Jules Renard, qui venait d'écrire ses Sourires pinces, Maurice

Pottecher, qui venait de publier La Peine de V esprit, et cette géniale artiste, Camille Claudel, sœur de Paul Claudel, dont Marcel célébrait partout l'extraordinaire puissance de conception et de réalisation plastiques. Que de bonnes heures passées là — j'avais vingt-quatre ans, je venais de publier les Morticoles — dans un état de griserie mentale qu'a dépeint Renan, sous le nom d'encéphalite, et qui est celui des jeunes gens Imaginatifs et laborieux! Jules Renard, artiste rare, front bombé, voix paysanne, œil aigu,

n'était ni bienveillant, ni philosophe, certes, ni éloquent. Mais sa pointe caustique avait de la saveur et a tracé, d'une écriture sèche, quelques remarques impérissables. Il était envieux de Barres, dont la jeune gloire montait à l'horizon avec le Jardin de Bérénice, ce délicieux bouquet sensitivo-intellectuel. Schwob n'était jaloux de personne, faisait valoir tous ses amis et cherchait partout des talents et des mérites ignorés. C'était une noble et généreuse nature.

Il fut happé par le dreyfusisme, comme la barque d'épices par le Maèlstrom. Je me suis

souvent demandé à quelle affinité ethnique profonde, à quel mystérieux appel de la race avait correspondu cette fureur dreyfusienne, qui le sépara de moi et de plusieurs de ses meilleurs amis. La dernière fois que je le vis, après une séparation de plusieurs années, il avait à son chevet les portraits de Dreyfus et de Picquart. Nous n'échangeâmes que des propos insignifiants et notre séparation, cette fois, fut définitive. Or, Schwob est certainement l'homme du monde à qui j'ai entendu dire le plus de mal de ceux qu'il appelait « les Lévy » et proférer le plus de menaces contre la haute banque juive. Il avait raison : le cœur de l'homme est double et, quelle que soit sa personnalité, son ascendance ne cesse de crier et d'agir en lui.

En politique, Schwob était anarchiste comme nous l'étions tous alors plus ou moins, dans le

désarroi général des esprits même cultivés, dans la déception, déjà fertile en scandales, du parlementarisme. Avec cette différence que j'étais demeuré ardemment patriote et que la patrie ne représentait, pour Marcel, rien de bien distinct ni de bien émouvant. Certes il aimait la langue française, qu'il écrivait si bien. Mais comme. un enfant parmi d'autres enfants. Elle n'était pas son enfant. Car si la langue nous forme, nous la

faisons aussi, avec la collaboration permanente de nos ascendants. La langue est un produit de la mémoire héréditaire, fécondée par la circonstance et l'expérience personnelle. L'allemand, l'anglais, le latin, le grec, n'avaient pas plus de secrets pour Schwob que le français. Je crois qu'une des causes profondes de l'état d'esprit anarchique est le peu d'adhérence de l'homme à son langage, le manque de communion, intime et constante, avec son verbe national. Donc, Marcel admirait les compagnons libertaires — comme on disait alors — et, le jour de l'assassinat de Carnot, tombant à Champ rosay parmi de braves gens consternés, il éprouva le besoin de faire l'apologie de Caserio et de son crime. Ce fut un beau scandale. Mon père, qui aimait Schwob et était indulgent à toutes ses fantaisies, ne savait comment l'excuser; cependant que, soufflant et rageur, il foudroyait du regard Frédéric Masson et la chère M me Dardoize. Je ne me rappelle pas si Edmond de Goncourt, qui

était également présent, a noté cette dispute baroque dans son journal. J'avais légèrement honte de mon ami; non que je regrettasse beaucoup Carnot; mais cette ferveur pour un assassin me semblait primaire, nigaude et au-dessous de notre âge et de notre compréhension. Je le dis à l'apologiste de Caserio et il en résulta une fâcherie de quinze jours.

J'ai déjà raconté que, fort peu agréable physiquement, Schwob était sentimental, romanesque,

Don Quichotte en diable et, sur le chapitre femme, plutôt comique. Il s'imaginait que le charme intellectuel, qu'il avait grand, est essentiel et déterminant auprès d'une jolie personne, et qu'on lui prend le cœur avec une lecture de Browning ou de Nietzsche. Mais non : la jolie personne écoute avec plaisir la lecture — un plaisir distrait, comme elles font toutes — puis court rejoindre son flirt, son amoureux, ou son mari, ou son amant, en riant de la naïve prétention et des illusions du lecteur. Il en résultait des scènes falotes du pauvre Marcel, des départs furibonds, suivis de retours et d'explications de caractère, qui lui avaient fait une célébrité bouffe dans notre milieu, où foisonnaient les beautés les plus délicates. Car, sans flatter mes contemporaines, je puis bien constater qu'il y a eu à Paris, de 1 885 à 1 900 et au delà, dans les bals, dîners et réunions Hugo, Lockroy, Ménard Dorian, Charcot, Massenet, Charpentier, Ed-

mond Adam, Daudet, etc.. une flambée de nymphes merveilleuses, spirituelles, délicieuses, et d'une grâce qui faisait pousser à mon père, au « vieux père » comme nous l'appelions par antiphrase, en raison même de sa jeunesse, des cris d'admiration. Oui, dans cette sombre et funeste politique républicaine et radicale, qui montait vers le grand orage, fleurissaient des roses

et des roses, blondes, brunes, en boutons, épanouies, dont l'atmosphère était grisante. Sans doute en fut-il de même, à cette époque, dans d'autres cercles sociaux. Mais ici le coudoiement quotidien des artistes, des poètes, des littérateurs, des critiques et des savants les plus illustres diffusait, sur la beauté physique des jeunes filles et des femmes, une émanation intellectuelle, comparable à une coulée de paillettes étincelantes dans une longue chevelure noire. Certaines mères, aussi jeunes et pimpantes que leurs filles, transportaient notre Schwob d'enthousiasme et il se flattait de les conquérir, sans aucun artifice galant. Cela faisait le bonheur de toutes et de tous.

Je n'ai fait qu'apercevoir Bernard Lazare, juif messianique, qui a lancé positivement l'affaire Dreyfus et mis en mouvement le Tombereau nocturne à Zola. Mais, dans ces deux ou trois rencontres, ce maléficieux promoteur m'a laissé un souvenir impérissable. Il était grand et gros, de visage plat, un monocle dans son œil

faux. La première fois, il se trouvait chez un libraire du boulevard, en compagnie de son coreligionnaire Lucien Miihlfeïd, (en français Champmoulin). Celui-ci, dont le visage grignoté trahissait une constipation opiniâtre, fit la gaffe de me présenter ce Lazare, qui venait de me consacrer un éreintement soigné, mais insignifiant, dans je ne sais quel petit torchon. Il en résulta un froid double, centripète et centrifuge,

du Lazare Bernardé vers moi et de moi vers le Bernard Lazaré. Dans ce froid, réellement impressionnant, Miihlfeïd troublé jeta quelques compliments doubles, qui sautaient gauchement, pareils à des crapauds sur une poêle. Une autre fois, nous dînâmes, le Lazare et moi, à deux tables voisines, au bar du Journal, de telle façon que nos dos se touchaient. Rien ne m'ôte l'appétit, sans cela...

Eugène Mayer, directeur de la Lanterne, était anticlérical dans la religion des autres et consacrait un numéro de sa feuille, sur deux.aux «monstres en soutane ». En outre il aimait l'Allemagne et il avait écrit, surl'album d'une petite amie boche les vers suivants, que ma mémoire a retenus :

Si jadis et d'un air malin

Nous avons dit un jour « à Berlin ».

Qu'importe !
Oublions ce triste incident.
Qu'en ses profondeurs le néant.

L'emporte.

Ce n'est pas du Ronsard, évidemment. Ce n'est même pas de l'Eugène Manuel. Pourtant,

en 1 897, cela correspondait à une tournure d'esprit assez fréquente dans le monde politique. Eugène Mayer mourut, ce qui ne fut pas une grande perte, mais la Providence veillait et, quelques années plus tard, son successeur anticlérical, du nom de Victor Flachon, fut envoyé, condamné et même salé en police correctionnelle, à cause de son goût exagéré pour les très petites filles. Plus elles étaient petites et plus ce Flachon était content. Cela interrompit momentanément la série des « monstres en soutane ». J'ai fait cette remarque qu'une certaine frénésie anti-catholique accompagne fréquemment la perversion ou l'inversion sexuelle. Il y a, à cela, une raison psychologique : la religion catholique, frein intérieur aux débordements et aux anomalies, constitue, pour les vicieux, un obstacle de conscience, qu'ils prennent généralement en haine. L'indifférence en matière de religion est un état parfaitement explicable par l'éducation ou le tour d'esprit. En revanche, la fureur anticléricale est une tare, et qui annonce d'autres tares. Appliquez cette observation autour de vous et vous m'en direz des nouvelles.

J'ai suffisamment parlé, dans mes précédents volumes et au cours de celui-ci, d'Arthur Meyer, directeur du Gaulois, pour n'avoir pas à y revenir longuement. C'est à regret que je franchis

néanmoins ce comique personnage, ce type de bazar d'Orient devenu « arbiter elegantiarum » et champion de la bonne cause. Champion semé

de félonies, hâtons-nous de le dire. Le sang de Deutz circule chez cet homme du monde au chignon relevé, avec une sournoiserie bien curieuse et qui fait le régal des amateurs. Il trahit plus volontiers les morts que les vivants. On le vit, après la disparition de notre délicieuse et incomparable amie M me de Loynes, dont il récompensa l'extrême indulgence par d'affreux racontars et des mensonges d'ofhce. Qui donc disait de Meyer que, même parfumé au patchouli, il fleurait toujours la chambre de la bonne qui n'a pas relevé son judas? Malgré la fréquentation des princesses et des duchesses, notre Arthur est demeuré le petit hébreu sordide, qui collectionne les camouflets et en tire, par la suite, quelque avantage. Sa courtoisie sent le suif du ghetto, et son smoking donne la chair de poule. S'il avait prévu la défaite de l'antidreyfusisme, il ne serait jamais venu dans nos rangs. J'entends encore Lemaître, après l'échec des élections nationalistes de 1902, lui demander en riant : « A quand votre bonsoir messieurs, Meyer? » Ce « bonsoir messieurs » était la pirouette par laquelle ce pantin vaseliné s'était séparé du boulangisme vaincu. Meyer pâlit et tourna les talons.

Quand Alfred Dreyfus, entre sa grâce et sa réhabilitation cassationnelle, voulut passer ina-

perçu, il alla s'installer dans la maison de son homonyme, le collectionneur Gustave Dreyfus, 101, boulevard Malesherbes à Paris. Ce Gustave Dreyfus n'était pas un mauvais homme et avait acheté une collection, dite « Tymbal » où il y avait de jolis Donatello. Sauf son fils Cari, pareil à un bubon très mûr, sa famille était même fort agréable à voir. Mais nulle part je ne me suis ennuyé autant que dans cette maison, où fré-quentait tout le ghetto politique, mondain et boursier de Paris. Le roi de caille du milieu était le vieil Antonin Proust, celui-là même qui « reve-nait de Copenhague » au moment du scandale de Panama et qui jouait les anciens beaux chez les mûres ballerines de l'Opéra. Les soirs de fête au clan Dreyfus, on se serait cru au sabbat, par la quantité de vieilles dames décolletées à la gélatine, et surchargées de bijoux, qui s'empi-laient contre les pièces de la collection, sur des chaises dorées. Plusieurs d'entre elles parlaient allemand, étant nées les unes à « Fienne », d'autres à Francfort ou à Mannheim. Il n'y avait pas que des israélites. Je me rappelle un certain Nicolopoulo, financier, qui avait un œil pareil à une rondelle de mou de veau, un baron de Menascé (prononcez « ménache »), un vieux courbé, tanné, voûté, du nom de Kapferer, toute une collection d'Abou-Caya, auxquels je proposais très sérieusement de franciser leurs noms en A. Boucaillat, des Seligmann et des

Lazard de toutes les dimensions et de toutes les couleurs de poils, un juif mondain qui s'appelait

Tony Dreyfus, le tout saupoudré de plusieurs Kalin et becs de Kahn. Assez farceur de ma nature et cherchant ma revanche du superembêtement (soyons poli) qui flottait autour de ce Sinaï, j'allais entretenir en allemand le papa Kapferer des cours de la Bourse et lui affirmais qu'Abou-Caya nourrissait contre lui des projets homicides; cependant que je me donnais confidentiellement à un Seligmann pour un agent en bourgeois, chargé de surveiller les colliers de perles : « Gar lé monde est blin de foleurs, messié Seligman! ». Innocentes distractions qui me conduisaient jusqu'à minuit et demi environ, moment où l'on servait, par petites tables, un souper froid. Mais c'était au fumoir qu'il fallait voir ces commerçants et ces boursiers, de « la première aristocratie du monde », crispés sur leurs cartes et leurs enjeux ainsi que des hiboux, des têtards et des scolopendres malades, et grognant, en youddisch ou en boche, s'ils perdaient. Il n'y a pas à dire, le peuple juif est puissamment original et sa persistance à conserver ses traits nationaux est quelque chose de surprenant. Cet outrancier de Léon Bloy exagérait tout de même quand, dans le dessein de contredire et d'embêter Drumont, il écrivait Le Salut par les Juifs : une partie des juifs vivant en France est assimilée, une autre ne l'est pas. Cette dernière est

manifestement la cause des mouvements antisémites qui ont agité Paris et l'Algérie entre 1892 et 1900. Elle a pesé d'un poids trop lourd dans la politique anticatholique et antinationale républicaine. Elle a abusé de sa puissance. Les juifs assimilés le sentent bien et ils freinent actuellement pour l'ordre, afin d'éviter que la cause israélite ne se confonde avec la cause, désormais perdue, de l'anarchie révolutionnaire.

Eugène Manuel, inspecteur d'Académie et candidat perpétuel à l'Académie française, était petit, rageur et asthmatique. Il arrivait essoufflé dans les classes, s'asseyait et interrogeait les élèves, cependant que les professeurs guettaient attentivement les mauvaises réponses, qui compromettaient leur avancement. Il avait été le « correspondant » d'Alfred Dreyfus, ce qui fait que la bonne M me Manuel — ces deux vieux étaient touchants comme Philémon et Baucis — répétait, partout où elle se trouvait : « Ah! comme notre pauvre Alfred est innocent, mon Dieu, mon Dieu, quel malheur! » Cette phrase faisait le tour des salons et les gens se demandaient si le malheur résidait dans cet excès d'innocence ou dans l'incrédulité qu'elle rencontrait. Notre proviseur de Louis-le-Grand, l'excellent M. Gidel, qui ne quittait jamais son chapeau haut de forme, avait pris Manuel en grippe et le lui laissait voir. Manuel toussait, haletait et crachait dans sa direction, ne répondait pas quand

il lui parlait et lui faisait toute espèce de petites

avanies. Lui aussi, l'universitaire, est un loup pour 1 universitaire. Tout le monde connaît quelques petits vers plats et honnêtes de Manuel, que l'on récite dans les familles, aux anniversaires et au jour de l'an.

Infiniment plus pittoresque et plus moderne était le juif de bric-à-brac et de physique effrayant, Ernest La Jeunesse, que l'on prétendait s'appeler Kahn ou Kohn, ou Kohn-Kahn, et que les méchantes langues appelaient Jugend. Représentez-vous un épouvantail, une tête en chiffon, au menton fuyant, des yeux incolores, un col long et comme tordu, d'où sortait une voix en fausset aigu, sous un bolivar de boîtes à ordures. Ce monstre passait son temps à collectionner des objets hétéroclites du premier Empire (il avait écrit une absurde Imitation de notre maître Napoléon), et à lire, aux terrasses des cafés, des lettres d'amour! Insolent avec les timides ou les malades, il était peureux comme une larve et filait doux avec les gens décidés et solides. C'est ainsi qu'ayant insulté, en je ne sais plus quelle occasion, ce brave homme et écrivain de grand talent qu'est Camille Mauclair, il reçut de lui, dans le restaurant du Journal, une de ces piles qui font date dans l'existence d'une fouine enragée. Mauclair commença par le gifler, puis, La Jeunesse l'ayant griffé, le retourna par les épaules et lui botta le derrière en cadence une douzaine

de fois. Ensuite il lui versa, sur ses cheveux hérissés et raides, un verre d'eau et de vermouth en

guise de schampoing, et finalement le précipita contre une pile d'assiettes, qui s'écroulèrent avec un tintamarre inouï. A ce moment survint Henri Letellier, directeur du Journal, précédé de son invraisemblable blair, et rien n'était comique comme les efforts de La Jeunesse pour conserver une contenance, assis au milieu de cette vaisselle en morceaux, les giroflées de Mauclairvisibles encore sur ses joues roses,enfléeset flasques.

Aux environs de 1 894, La Jeunesse avait écrit une fort pauvre satire, intitulée : Les Nuits, les ennuis et les âmes de nos plus notoires contempO" rains, qui avait eu un certain succès. Quand éclata l'Affaire, il fut d'abord violemment antidreyfusard et publia un prétendu pamphlet, texte et dessins, qui s'appelait Oust (parodie du Pss't de Forain et de Caran), mais n'eut que cinq ou six numéros. Alors, il retourna sa veste et devint sournoisement, puis ouvertement dreyfusard et antipatriote, exception faite pour sa napoléonnerie. Il fallait entendre les dialogues de ce phénomène et de Courteline au café Napolitain, où l'un et l'autre arrivaient vers les cinq heures. Courteline perdu dans son éternelle redingote, avec sa cravate Lavallière et sa grosse serviette, La Jeunesse avec ses épaules en portemanteau et son accoutrement de marchand de peaux de lapins.

— Garçon, une menthe à l'eau! La Jeunesse, mon vieux, vous êtes un salaud.

— Pourquoi ça? (glapissait La Jeunesse). C'est vous qui êtes un impoli.

Le dialogue se poursuivait ainsi, pour l'amusement de la galerie et des garçons. Courteline prenait les voisins à témoins : « Voyez-moi la gueule de ce monsieur : c'est à faire avorter ma concierge, ma parole d'honneur. Comment osez-vous sortir, malheureux, avec une semblable bobine ! »

La Jeunesse en était arrivé à blaguer lui-même son étrange laideur. Mais c'est qu'elle était à l'image de son âme et de cela surtout il souffrait. Tel quel, sentant vivement les disgrâces de toute catégorie, la misère sexuelle et la honte, il a écrit, sur la mort et l'enterrement d'Oscar Wilde, une page admirable, qui est comme le testament de Caliban. Le pessimisme déchirant d'Israël — voir le Chad Gadya de Zangwill, ce chef-d'œuvre, — s'y colore de tous les apéritifs d'un crépuscule de Paris, et la fermentation du désespoir y fait, Dieu me pardonne, des taches de rouille et d'or.

Or, comme dans les romans de Hugo, ce cauchemar à pattes avait été aimé. Il avait plu à une jeune femme charmante, bonne, jolie, distinguée, mariée à un brave homme, qui s'était prise de pitié pour cette trogne, cette voix, ce squelette gauchement rembourré de chair, et qui s'était

donnée à lui. C'étaient ses pauvres lettres de passion qu'il lisait aux habitués du café Napolitain, avec une vanité hideuse, et qu'il refourrait ensuite dans sa poche, de sa main baguée, entre une tabatière de Lannes et la blague à tabac de Gouvion Saint-Cyr. Il y a tout de même de drôles de serpents dans le chaudron de la sorcière et la fascination par le laid équivaut parfois, à la fascination par le beau, ainsi que le chantent à lord Macbeth les filles de la nuit et de l'orage.

Quand éclata l'affaire Dreyfus, je veux dire en 1897, les Juifs avaient des infiltrations, bien entendu, dans les principaux organes de la presse parisienne. Mais ils possédaient un organe ethniquement à eux, fort singulier, où l'anarchie se teintait de littérature, et la frénésie biblique et politique de philosophie : la Revue Blanche des frères Natanson.

Il y avait, à la tête de cette revue, deux frères Natanson : Thadée et Alexandre. Thadée ressemblait à un prêtre syrien. Lent d'allures, corpulent et grave, il possédait une belle barbe d'un noir brillant, d'où sortaient des aphorismes humanitaires ou ironiques, dont se délectaient, paraît-il, ses intimes. On le disait aussi habile en affaires, sous des dehors affables et cordiaux. Alexandre était muet, de faciès glacé, avec des yeux presque blancs, à reflets de cuivre. Un troisième Natanson, de silhouette plus effacée, et dont je ne me rappelle pas le prénom, s'occu-

pait, je crois, de théâtre. Ce qui est certain, c'est qu'à toutes les répétitions générales on apercevait, dans une loge ou dans une avant-scène, ou à l'orchestre, Thadée et sa barbe; puis, derrière lui, Alexandre, qui reprenait les mains déjà serrées par Thadée et prolongeait, de sourires pâles et figés, les sourires drus et turcs de Thadée. Les leaders de la Revue Blanche, toute dévouée bien entendu à l'internationalisme dreyfusard, et d'une sémitophilie frénétique et tranchante, étaient un certain Félix Fénéon, anarchiste à masque américain, d'un humorisme amer et elliptique, et un effarant Adonis hébreu, ancien normalien, anarcho-socialiste, en chapeau mou et en smoking, du nom de Léon Blum. Lucien Mûhlfeld, ignorant comme une carpe, .mais prétentieux comme un saumon, y représentait la haute et sévère critique. Ainsi s'offrait à l'observateur ce singulier ghetto intellectuel, dont les attaches et les intentions véritables sont encore demeurées pour moi, après tant de temps écoulé, un problème. Je sais seulement ceci que Thadée Natanson, en uniforme d'officier d'artillerie, a, dans le sillage de Loucheur- tout-en-or, réalisé, pendant la guerre, des bénéfices légitimes et que l'on dit immenses, avec la fabrication intensive des munitions. Ce qui, pour un pacifiste humanitaire de sa qualité, est une aventure non moins plaisante que le meilleur de ses bons mots.

LÉON BLUM

Eugène Fasquèlle, mon éditeur depuis mes débuts littéraires, que j'aime beaucoup, en dépit de son dreyfusisme impénitent, et Octave Mirbeau, faisaient alors leurs délices de Thadée et m'affirmaient qu'il joignait à la finesse de Sterne la pénétration de Chamfort. Si bien que je me décidai, un soir, en sortant du théâtre, à aller souper avec eux chez Durand, en compagnie de leur cher circonbarbu. Il faut croire que l'aîné des Natanson n'était pas en verve ce soir- là, car il me laissa déçu, sauf de sa drolatique silhouette de riche marchand des mille et une nuits.

Quant à Léon Blum, il a versé dans le socialisme comme beaucoup de ses compatriotes — par déviation messianique héréditaire — et il est aujourd'hui mi-partie conseiller d'Etat, mi-partie zélateur de feu Jaurès, dont il pastiche, en étriqué, les balancés opportuno-révolutionnaires. C'est un exemple bien curieux de persistance atavique que ce garçon cultivé, formé de plusieurs couches de connaissances comparables aux revêtements de l'oignon, mêlé aux ouvriers français, aux disputes françaises, et conservant un parfum, une aura, un je ne sais quoi de biblique et d'hyperoriental. Ce qu'il a écrit sur les mœurs, les femmes, la prostitution, et qui voudrait être forcené, frénétiquement original, est médiocre et d'un blasphème plat. Mais le bonhomme n'est fichtre pas banal. Il a dû

piocher Lassalle, on voit ça, et il considère sans doute le prolétariat français comme un violon, dont il raclera macabrement, à son heure et à son gré, un jour. Tout est possible, mais ça m*étonnerait. Il est périlleux de jouer au tribun, avec un physique de caissier de Nabuchodonosor... Léon Blum ou la révolution en gants gris perle.

Haute ou basse, la finance juive, fonctionnant en France, a toujours eu, depuis 1 875, l'Allemagne comme pôle attractif, et a toujours soutenu, chez nous, les entreprises commerciales et industrielles allemandes. L'exemple le plus frappant et le plus direct en est cet Emil Ullmann, Germain authentique et naturalisé, entré au Comptoir National d'Escompte de Paris quelques années après le traité de Francfort et qui, en août 1914, était directeur omnipotent de cet établissement de crédit. Le cas d'Emil Ullmann est symbolique. Or, parallèlement à cette internationale des richissimes, le socialisme, ou internationale des pauvres, subissait la même influence d'outre-Rhin. Il est donc arrivé un moment où ces deux tendances similaires se sont rejointes, où les banquiers que j'appellerai franco-allemands se sont fait les bailleurs de fonds, chez

nous, du drapeau rouge et du marxisme. L'Humanité quotidienne de Jaurès a été fondée par douze puissants capitalistes juifs et a accepté presque tout de suite une subvention allemande

de 25.000 francs de Bebel, député au Reichstag.

En même temps, le cléricalisme juif, fort de ses robustes racines ethniques, partait en guerre contre la religion catholique, qui est celle de la majorité des Français, et mettait ses formidables ressources financières à la disposition de l'anticléricalisme waldeckien, fils du vieii anticléricalisme gambettiste. Commencé en 1897, à l'occasion de l'Affaire, ce mouvement, aux conséquences incalculables, a duré jusqu'à la guerre européenne, avec des alternatives d'apaisement et de recrudescence, qui n'en brisaient point la courbe générale. Le moment est venu de l'étudier, à la lumière des faits, avec le calme, mais aussi la rigueur nécessaires, et dans l'enchaînement des répercussions et dérivations, qui faillirent amener l'anéantissement de la patrie.

Aucun régime, y compris celui de la Terreur, n'a été plus funeste à la France que celui qui va de l'automne de 1897 (début de la campagne dreyfusienne) à la première victoire de la Marne (septembre 1914).

CHAPITRE IV

Anticléricalisme et antimilitarisme. — Origine de l'antimilitarisme en france : le service obligatoire. — premiers symptomes : LE Cavalier Miserey, Sous~Offs, Biribi. — Le succès de Cyrano de Bergerac (1897) et la fanfare de pantalons rouges. — conjonction de l' anticléricalisme et de l antimilitarisme : « les officiers de jésuitière ». — la fable de l'état-major et du pere Du Lac. — Sus aux casernes, sus aux couvents! — La politique et la diplomatie allemandes voient ce mouvement d'un œil favorable et l'encouragent. — le flirt de la république et de guillaume ii (1898-1904). — les fiches de délation.

L'anticléricalisme et rantimilitarisme sont l'un et l'autre bien antérieurs à l'Affaire Dreyfus. Mais l' Affaire Dreyfus, en mettant à leur disposition le capitalisme juif et l'influence politique allemande, les a fait, l'un et l'autre, pénétrer chez nous dans le domaine législatif.

Il en est résulté : 1 une forme de guerre civile, particulièrement délabrante et démoralisante, laquelle a eu, quant à l'enseignement, des conséquences funestes; 2° le démantèlement de la Défense Nationale, pendant les années où cette Défense était précisément le plus nécessaire.

Quelques hommes, mus par cette double haine de ce qu'ils appelaient le sabre et le goupillon, ont tout mené.

En effet, il est extrêmement faux — et trop commode pour les responsables et les coupables — d'affirmer que les mouvements et secousses historiques n'ont point de chefs, qu'ils sont soumis à une vaste et confuse fatalité, sans corps ni visages, comparables aux variations météorologiques et aux secousses sismiques. C'est là l'interprétation boche, issue de la philosophie de l'Inconscient, derrière laquelle se réfugient les criminels malins, quand leur mauvais coup a raté. La vérité est que les événements humains sont mus par des humains, obéissant à des instincts et à des passions déterminés, et qu'on les modifie en agissant sur ces humains, à condition de ne pas se tromper. La fatalité économique se ramène le plus souvent à quelques financiers et politiciens habiles, agissant de concert. Il en est de même, au palier supérieur, pour la fatalité politique. Un ministre sagace peut toujours dire : « Donnez-moi une bonne corde, les pouvoirs nécessaires et je suspendrai... le cours de la fatalité. »

Au cours de la dernière guerre, des cinq

années de cette sanglante épreuve, les gens répétaient volontiers que le retard de notre victoire était dû à des causes extérieures à la volonté, à des conditions de masse et de distance, qui

entravaient les dispositions militaires. Nous répondions que la faute en était à Caillaux, au parti de Caillaux et à nos socialistes unifiés du Parlement, inféodés à Caillaux et, à travers lui, à l'Allemagne, cherchant, avec Caillaux, la partie nulle et la paix boiteuse. Clemenceau le réaliste étant au pouvoir, dans la quatrième année de la guerre, en novembre 1917, et ayant coffré Caillaux en janvier, sept mois plus tard la victoire commençait, un an plus tard l'ennemi tombait à genoux. L'armistice était signé le 1 1 novembre 1918. Tous les sophismes des hommes de Caillaux et de l'Internationale ne prévaudront pas contre ce fait éblouissant. La « fatalité » boche a cessé de jouer, du jour où un patriote résolu a pris en mains la direction, accompli l'acte nécessaire, et bouclé la manœuvre défaitiste dans la personne de son patron et distributeur de sportule.

Il y eut un moment, dans l'Affaire Dreyfus, où ce fort honnête homme et patriote qu'était Godefroy Cavaignac eût pu jouer le rôle que joua, dix-huit ans plus tard, Clemenceau. Cavaignac passa à côté. Ce fut un malheur.

L'anticléricalisme est une vieille passion républicaine. A l'origine, il était distinct de l'anti-

militarisme, et Gambetta, auteur du mot fameux qui donna le signal de notre « kulturkampf », appela à un poste militaire élevé un « clérical » notoire : le général de Miribel. Pourtant dans

une petite publication à la mode, qui suivit le 16 mai, dans la Lanterne de Bocquillon, les railleries et outrages adressés aux « ratichons » et aux « punaises de sacristie » accompagnaient les premières injures à Ronchonnot et à Ramollot. Cette affinité dans l'offensive, contre les colonnes d'appui de la nation française, apparut éclatante à partir de l'année 1897 et des premières campagnes de Bernard Lazare et de Zola. Bientôt l'on vit apparaître les expressions « armée de jésuitière », « Etat-major de jésuitière », « caserne au service du couvent », « complot des frocards et des brutes galonnées », qui associaient, dans une même rage, les ordres religieux et les chefs militaires, la vocation religieuse et la vocation militaire, en un mot les deux abnégations, la mystique et la patriotique. Sous l'action de la presse à bon marché — dont les dreyfusards surent jouer — ces attaques passèrent des cénacles francs-maçons et juifs, des loges, de la banque et de la synagogue, à la foule et au prolétariat, qui en furent littéralement imbibés. L'action antifrançaise parlementaire suivit ces indications, données par un petit groupe de conjurés et répandues de là sur le Forum. De 1 897 à 1 900 les ennemis de notre pays semèrent largement. Ils récoltèrent de 1900 à 1906, puis de 1911 à 1914.

L'histoire de ces semailles impies et de cette double récolte désastreuse, c'est toute l'histoire

de l'Affaire Dreyfus. Elle est d'ailleurs entre les lignes de l'élucubration plate et ridicule de Joseph Reinach, intentionnellement mensongère quant à l'ensemble, mais véridique malgré lui, quant à certains détails rendant le son de l'aveu. Le juif avoue volontiers, quand il se croit vainqueur.

Le service militaire obligatoire, avec les sujétions qu'il entraîne, est un ferment d'antimilitarisme. J'ai vu cela de près. J'ai fait mon volontariat, comme médecin auxiliaire, en 1887, au moment de la fièvre boulangiste et cependant, dès cette époque, il existait, chez les mauvaises têtes, une sourde irritation contre la caserne et la discipline. Certains prenaient la chose en riant, dans la direction de Courteline. D'autres en pestant et en rageant, dans la direction des Sous-Offs de Descaves. La littérature traduit et annonce les préoccupations et les tendances d'une époque. L 'antimilitarisme apparaît aux devantures des libraires avec le Cavalier Miserey d'Abel Hermant — que maudit si âprement Anatole France — Sous-Offs et le Biribi de Darien. Ce sentiment nouveau monte et grandit avec la défaite du boulangisme — prélude du nationalisme — mais, dix ans plus tard, en décembre 1897, il provoque une réaction, malheureusement toute verbale et théâtrale, avec le

Cyrano de Bergerac de Rostand, baptisé par Georges Thiébaud, ex-lanceur du boulangisme,

« une fanfare de pantalons rouges ». En ce même mois, et le mois suivant éclate l'Affaire, avec un grand A, par laquelle l'antimilitarisme va devenir doctrine d'Etat et contaminer jusqu'à la Cour de Cassation.

Il semble aujourd'hui formidable que la personnalité d'un Dreyfus ait cristallisé, en quelque sorte, ou mieux polarisé, une haine du drapeau et de ses défenseurs, qui passa de la Banque et de la Synagogue aux conseils du gouvernement, aux Facultés, et descendit des rhéteurs parlementaires dans les milieux ouvriers. Cela, dix-sept ans — c'est-à-dire cinq minutes — avant la plus sanglante des guerres européennes. C'est que cette haine était incluse dans le principe même de l'invidia démocratique, dans la thèse absurde de l'égalité entre les citoyens, et dans les souvenirs, mal étouffés, de la répression de la Commune de Paris. Ne doutons pas une minute que, pour Arthur Ranc, dreyfusard actif, la campagne pro-Dreyfus fut une revanche de Versailles. Ce bizarre personnage, dont l'influence, discrète ou secrète, fut toujours considérable, et qui ne tenait ni à l'argent ni aux honneurs, m'a toujours été représenté par mon père, qui le connaissait bien, comme ayant horreur des généraux, des officiers, des conseils de guerre, de tout ce qui touchait au commandement. Il disait d'eux : « les prétoriens ». Le son du tam-

bour et des clairons signifiait pour lui Cour mar-

tiale et dictature militaire. Conspirateur habile, mais esprit borné, Ranc ne voyait pas, dans l'armée nationale, ce qu'elle est réellement : la sauvegarde du sol et du pays. Il était de la génération philosophique et juridique où l'on croyait que les conflits de peuple à peuple peuvent se plaider et se régler comme des procès.

Jules Simon était ainsi. Paul Ménard, le puissant maître de forges d'Unieux, gendre de Do~ rian, et son ami Georges Périn étaient ainsi. Clemenceau lui-même, à cette époque, était ainsi. Cédant arma togœ, c'était la devise de toute une génération, issue du Rappel de Vacquerie et des fils Hugo. Pelletan, père et fils, étaient ainsi. Ferry, au fond, était ainsi, de même que Challemel-Lacour, Scheurer-Kestner, Allain Targé et tous les penseurs, théoriciens, doctrinaires et conducteurs du régime. Je dois dire, pour être juste, que Lockroy — bénéficiaire de principes dont il se fichait — - n'était pas tout à fait ainsi. Quant à Gambetta, militariste ardent et convaincu, tant qu'il fut sous l'influence bienfaisante de M me Edmond Adam, de son mari et du milieu Adam, il redevint « démocrate d'abord », quand cette influence cessa de s'exercer, et mourut à temps pour sa gloire. C'est une question de savoir s'il aurait été, ou non, dreyfusard.

Quand l'Affaire Dreyfus éclata, à l'automne de 1897, je me trouvais précisément en villé-

giature au mas de Fourques, près Lunel, chez

Paul Ménard et Madame, née Dorian. J'ai raconté ailleurs l'agrément et le charme de cette demeure, à la fois rustique et raffinée, et de l'existence de promenades et de causeries que nous y menions. Je venais de faire une période de vingt-huit jours, au 28 e chasseurs, à Grenoble. Je n'oublierai jamais le ton de hargne avec lequel Paul Ménard, ordinairement timide et renfermé, me demanda si j'avais souffert de cette « détention d'un mois ». Je lui répondis que j'avais admiré l'ordre et la discipline de cette troupe modèle, sous un chef admirable et vénéré, le commandant Thomas de la Pintière. Il parut fort mécontent de ma réplique et ne me parla plus de huit jours, comme s'il me boudait. Je n'y fis pas d'abord grande attention, parce que son protestantisme et mon catholicisme — je parle du tempérament, du tour d'esprit — se heurtaient volontiers. Le huitième jour, je trouvai ce brave homme, au crâne poli, plongé dans la lecture d'une des premières brochures de cet âne circoncis de Bernard Lazare et hochant la tête avec satisfaction : « Que lisez- vous là? — Quelque chose d'épatant, mais qui ne vous intéresserait pas. — Pourquoi cela? — Il y est question d'une erreur ou d'un crime, au choix, de vos chers amis les militaires. » De quel ton

cela fut dit! Evidemment Paul Ménard rendait toute l'armée, y compris les officiers du 28 e chasseurs et le commandant de la Pintière, res-

ponsables de la condamnation de Dreyfus.

Pour le faire un peu rager, je murmurai : «Parbleu!» Il se redressa :« Quoi, parbleu?
— Dreyfus est juif, Lazare aussi. Ça explique que Lazare croie Dreyfus innocent .»

Mon interlocuteur haussa les épaules et sa mimique signifiait : « Inquisiteur, va! »

Je n'étais pas encore royaliste en 1 897. L'Action Française ne devait être fondée, par Maurras et Vaugeois, que deux ans plus tard. Mais j étais déjà nationaliste et clérical, grâce à mon bon vieux sang nîmois de l'enclos de Rey, plus fort que l'instruction frelatée et que l'ambiance politique et littéraire. Le boniment démocratique n'avait déjà plus de prise sur moi depuis longtemps, exactement depuis la France Juive de Drumont, bien que mon père fût brouillé avec Drumont, à cause d'un bavardage, d'ailleurs innocent, de Philippe Bille. Le tour d'esprit protestant-républicain du papa Ménard m'embêtait et nous nous opposions, lui et moi, par toutes nos fibres. Quand il disait blanc, je disais noir, rien que pour lui voir froncer les sourcils, qu'il avait abondants et drus. C'était d'ailleurs un fort brave homme, d'un fanatisme étroit sous un masque mal attaché de

sceptique, et qui m'a aidé à comprendre toute une catégorie de radicaux, ceux que j'appellerai les têtes rondes, par opposition aux têtes molles du libéralisme.

Je cessai de fréquenter le milieu Ménard, quand il devint carrément la forteresse de Picquart (Marie- Georges) et du dreyfusisme et le centre géométrique de toute la tactique antinationale. Mais j'ai continué à me renseigner sur ses avatars. Il passa bientôt du radicalisme au socialisme révolutionnaire et, après la mort du maître de maison, servit de ralliement aux unifiés et aux aspirants bolchevistes. Le virus dreyfusien, en d'autres termes, continua d'y agir intensément et conformément aux prémisses. Une logique rigoureuse procède aux phénomènes de décomposition politique.

Rajeunie par la contrainte du service militaire obligatoire, la vieille haine démocratique, à l'endroit de la discipline imposée et des chefs de l'armée, trouva ainsi un débouché nouveau dans l'Affaire. Elle rejoignit, par une pente naturelle, le sentiment anticlérical, connexe au régime républicain et qui n'avait été refoulé qu'en apparence par les déclarations conciliantes de Spùller, préconisant ce qu'il appelait « l'esprit nouveau ». Pendant quatorze ans (1897 à 1911), jusqu'au

coup de tonnerre d'Agadir, qui nous annonçait la tempête de sang, dans les feuilles quotidiennes, dans les assemblées, dans les officines et salons du régime, sur tous les tons, sous toutes les formes, fut dénoncée l'alliance fameuse « du sabre et du goupillon ». La grande pensée de Waldeck, concrétisant, réunissant et codifiant

toutes les insanités ambiantes, les associant aux rancunes ethniques et religieuses, fut de rendre les jésuites, les dominicains, les franciscains, etc.. responsables du peu d'empressement du public français à admettre l'innocence et la canonisation d'Alfred Dreyfus. La grande malice du même Waldeck fut d'appeler les chefs socialistes à cette curée civile et religieuse, comme auxiliaires et comme protecteurs. Il feignit ensuite de désavouer Combes, qui perfectionna la méthode et la poussa, par l'effroyable André-des- fiches, jusqu'à la décomposition du commandement français. Mais il avait ouvert les voies et ce qui arriva était dans ses vœux. Hoc erat in votis. De toutes les corruptions intellectuelles, la plus dangereuse pour les sociétés est assurément celle de l'esprit juridique, parce qu'elle donne aux pires exactions une apparence froidement légale. C'est alors le juge qui, de ses propres mains, ouvre la cité aux incendiaires, cependant qu'il paralyse les pompiers.

Le type de ces juges fut précisément le procureur général Manuel Baudouin, auquel j'eus affaire une fois dans ma vie, à l'occasion d'un

divorce, alors qu'il était président du Tribunal civil de la Seine. L'heure que je passai dans son cabinet, il y a de cela vingt-cinq ans, est demeurée présente à ma mémoire, comme si elle y était gravée à l'eau- forte. Ce magistrat était petit, brun, barbu, avec la voix fuyante et des regards

perçants. Il émanait de lui une fourberie naturelle, aiguisée par l'ambition, qui lui composait une personnalité tragique. Cependant qu'il me roulait dans la farine grise de ses protestations et de ses mensonges, je l'imaginais dans le rôle de Tartufe, du vrai Tartufe, lequel est, comme chacun sait, non un faux dévot, mais un chat-fourré, connaissant ses codes sur le bout du doigt et les tournant au mieux de ses intérêts. L'onctueux farceur voulait me faire dire exactement le contraire de ce que je disais en réalité et il résumait mes paroles à contre-sens, avec un doigt qui explique sa rapide ascension vers les plus hauts honneurs. Le gouvernement républicain n'a pas beaucoup d'idées dans la tête. Néanmoins, il est exactement renseigné sur la cote de servilité de ses magistrats, considérés par lui comme des préfets à peine moins souples, et il les place, en conséquence, sur les cases où ils sont susceptibles de rendre des services au lieu d'arrêts. Le procureur Manuel Baudouin a réalisé ce prodige de dégoûter, par son zèle dreyfusien, jusqu'à Reinach, qui lui a consacré, dans son « histoâre », quelques lignes d'une extrême rosserie. Il nous le montre se hâtant « de rejoindre la petite troupe victorieuse » des lave-Dreyfus

de la première heure.

Les emplois successifs que remplit un Baudouin deviennent ainsi les degrés dorés de son assouplissement, de son asservissement aux puis-

sants du jour. Ils savent qu'ils peuvent compter sur lui; qu'il les comprendra à demi-mot, qu'il devinera leurs désirs politiques et mettra tout en œuvre afin de les réaliser. Un haut juge qui n'exige pas un ordre écrit, ni même un ordre oral, pour combler les vœux illégaux de son ministre ou du président du Conseil, quelle aubaine! Tel se présentait, au jeune observateur que j'étais alors, Manuel Baudouin, replié, ramassé dans son fauteuil de président du Tribunal civil, pour bondir de là bien plus haut.

Une des principales fables imaginées par le syndicat de Dreyfus, de Waldeck- Rousseau, de Galliffet et de Jaurès, fut celle du père Du Lac, inspirateur de l'Etat- Major. Il y en eut beaucoup d'autres, dont l'histoire anecdotique et politique remplirait une douzaine de volumes. Mais celle-ci fut une des plus bêtes, partant des plus agissantes en démocratie.

Le père Du Lac, que je n'ai fait qu'entrevoir une fois, dans le cabinet de travail de mon père, où il avait été amené par Drumont, était un jésuite fin et lettré, de tendances modérées, d'une extrême obligeance, cher à tous ses amis. Un véritable homme de bien. Ardemment patriote

il était lié, de longue date, avec l'auteur de la France Juive, dont il pressentait le génie, sans partager toutes ses idées. En outre, il avait eu comme élève un certain nombre d'officiers supérieurs. Il n'en fallut pas davantage pour le dési-

gner à l'imagination haineuse des quelques politiciens français, entrés au service de lajuiverie entre 1897 et 1906. Il ne se passait pas de jour qu'un article, injuriant ou flétrissant le père Du Lac, le comparant au Rodin d'Eugène Siie, ne parût dans la presse dreyfusienne. C'était une scie, mais montée par des gens habiles et qui voulaient détourner, sur « les hommes noirs » des chansons de Béranger, les colères accumulées dans le peuple par les financiers et usuriers d'Israël. Cette substitution de personnes est une des raisons cachées de la virulence des agressions dirigées contre la religion traditionnelle de la quasi unanimité des Français. A partir de ce moment, quand Drumont parla de Rothschild on lui répondit « père Du Lac ». Le cri impie « sus aux casernes » s'accompagna du cri « sus au couvents »..

Ces clameurs antinationales, et qui devaient bientôt se traduire en actes funestes, ne montaient pas de la tourbe, des « esclaves ivres » de Gambetta, vers les pouvoirs publics. Elles des-

cendaient de ces pouvoirs publics et des juristes du régime, ainsi que de certains salons républicains, juifs, libéraux et conservateurs, vers les esclaves ivres. On le vit bien, lors d'une commémoration de la mémoire d'Etienne Dolet, organisée autour de sa statue, boulevard Saint-Germain, en pleine crise dreyfusienne, et que présida le bonhomme Emile Loubet. Devant « ce

premier magistrat de la République » défilèrent, en chantant l'Internationale et la Carmagnole, des bandes non d'ouvriers, mais d'apaches, porteurs de drapeaux rouges et noirs. Du moment qu'il s'agissait de sauver Dreyfus, le régime acceptait tous les concours et il eût accepté au besoin de faire flamber Paris, comme au temps de la Commune, pourvu que brûlât, avec Paris, le jugement de Rennes. Etat d'esprit fort singulier, qui apparaît aujourd'hui comme une insanité incroyable des dirigeants de l'époque, qui s'explique par leur haine et leur terreur de ces chefs militaires qu'ils molestaient, de ces prêtres et de ces moines qu'ils persécutaient.

Nul doute que la politique et la diplomatie

allemandes n'aient vu ce mouvement d'un œil favorable. En 1894, au moment de l'arrestation de Dreyfus, le cabinet de Guillaume II avait montré les dents, n'admettant pas que le général Mercier eût l'audace de contrecarrer l'espionnage pratiqué par les attachés militaires boches notamment par le fameux Schwartzkoppen.
Mais, à mesure que les hommes politiques républicains, à l'appel deScheurer-Kestner, de Ranc et de Reinach, de Zola et de Jaurès, rejoignaient la cause juive et antinationale, l'Allemagne déraidissait son visage et assouplissait le gantelet dont elle nous souffletait périodiquement. Le ministère Waldeck, héritier de la grande pensée d'Hanotaux, marqua une déférence particulière

à Guillaume II, avec lequel l'homme aux yeux de poisson mort se rencontra dans les fjords de Norvège, sur le yacht du chocolatier 'Menier.
La comtesse Grefïulhe, personnalité quasi officielle, accompagnée de son parent M. Pochet de Tinan, fit tout exprès le voyage de Berlin pour recueillir, sur les lèvres de l'empereur, l'affirmation de l'innocence de Dreyfus. Vers la même époque, la finance juive de Paris et la finance allemande de Berlin et de Dresde commencèrent concurremment, dans les journaux et les milieux parlementaires français, une campagne destinée à introduire à notre cote les valeurs d'Etat ger-

maniques.

La finance allemande et la juiverie cosmopolite, cherchant une organisation politique française susceptible de les seconder dans leurs desseins, rencontrèrent naturellement la franc-maçonnerie. Je ne sais pas si cette dernière est d'origine diabolique, comme le croient les bonnes gens; mais ce que je sais, c'est qu'elle sert encore maintenant (bien que vermoulue et déconsidérée), de soubassement administratif à l'Etat républicain. Elle est une institution qui dure, à travers l'éboulement successif des hommes et des partis. Ses parlotes, ses congrès, son cérémonial, ses ennuyeux journaux, son rite niais, sont autant de points de ralliement pour tous ces sous-politiciens — « sous-vétérinaires » de Gambetta — dont l'ambition grignote le

budget et dont la sottise contamine la masse électorale. Les directeurs de la politique démocratique ne se vantent plus guère de leur affiliation ou de leur soumission aux loges. 'Mais, dans les circonstances graves, ou tous les quatre ans, en temps d'urnes et de programmes, cette affiliation les seconde et les appuie. Ceci me paraît indiscutable.

Or, de 1871 à 1896 (reyue de Bétheny), la franc-maçonnerie, bien qu'hostile en principe au pouvoir et même au devoir militaire, avait concentré son tir sur le clergé catholique, sur l'enseignement libre et s'était à peu près abste-

nue, au moins publiquement, d'attaquer l'armée. La génération républicaine de Gambetta et de son groupe, encore agissante et influente, recommandait, sur ce point, la plus grande prudence, car on ignorait au juste les intentions de l'Allemagne, en dépit des sourires espacés de Guillaume II. Mais on m'a affirmé qu'à cette revue de Bétheny, de 1896, l'attitude magnifique de nos chefs et soldats et les progrès de l'armement inquiétèrent les attachés militaires boches, en même temps que les politiciens humanitaires, qui assistaient à la cérémonie. Un rapport, transmis au cabinet de l'empereur, amena, chez celui-ci, la décision de sauter sur l'occasion la plus prochaine de fausser, sinon de briser dans nos mains, l'outil de la Revanche. Cependant que couraient, dans les loges, des bruits mena-

çants sur la possibilité d'un nouveau boulangisme, déchaîné par le président Félix Faure, lequel méritera plutôt, dans l'histoire, le nom d'Inféli x Faure, car, franchement, il n'eut pas de veine.

Ces mauvaises dispositions, à l'endroit du militarisme, furent encore augmentées, deux ans et demi plus tard, par l'enthousiasme que suscitèrent, dans les masses populaires, la mission et la personne du capitaine Marchand. Il faut

avoir vu, sur les boulevards, les femmes jeter des bouquets de violettes au calme héros de Fachoda pour comprendre que ce fier soldat (républicain d'ailleurs et respectueux du pouvoir établi) entraînait alors tous les cœurs. S'il s'était installé tranquillement à l'Elysée, au milieu des acclamations, que serait-il advenu?... Nous aurions, en tout cas, évité Loubet, Fallières, c'est-à-dire quatorze ans d'affaissement et de démantèlement national. Si nous n'avions évité la guerre, elle eût duré moins longtemps, car la préparation (à laquelle Marchand attachait une grande importance), n'eût pas été si lamentablement entravée. Elle eût duré moins longtemps, par suite elle eût été moins meurtrière. Mais j'ai déjà expliqué qu'il ne faut pas compter sur la formation militaire (où la discipline est la base), pour l'exécution d'un coup d'£tat, même facile et tout cuit. Le colonel ou le général le plus intelligent considérera toujours que la légalité,

issue de l'insurrection révolutionnaire, est supérieure à tout, et même au salut du pays. Les quelques exceptions à cette règle portent sur des tempéraments tels que Bonaparte, chez qui l'ambition politique doublait et primait souvent le chef d'armées.

En outre, ces grands soldats, si clairvoyants dans leur art, si entreprenants, si hardis, deviennent aisément timides et déconcertés devant un président du conseil, un ministre, un homme d'assemblée et de couloir. Ce contraste m'a tou-

jours rempli de stupeur. L'Affaire Dreyfus en a fourni des preuves par dizaines. On se demande comment tant de braves gens, couverts de galons et d'étoiles, de conscience droite et d'esprit clair, se sont laissés, pendant neuf ans (1897-1906), brimer par un ramassis de politiciens tels queWaldeck, Ranc, Scheurer-Kestner,Reinach, Combes, Pelletan, etc.. Il a fallu que ce fût un simple pékin, Gabriel Syveton, qui flanquât une paire de claques à André ! Drumont n'en revenait pas.

Ceci nous ramène à l'affaire des fiches maçonniques... et allemandes, dont nous voyons seulement aujourd'hui toute l'ampleur. Le schéma en est très simple, et même enfantin.

1° L'Allemagne, préparant la guerre, avait besoin de renseignements précis sur nos officiers d'état-major et de troupe, sur leur valeur technique, leur situation de fortune, leurs qualités de commandement, etc.

2° Le gouvernement républicain, fomentant la guerre religieuse, avait besoin de ces mêmes renseignements, afin de savoir sur qui il pouvait compter, et jusqu'à quel point.

3° De la conjonction de ces deux ordres de besoins naquit la vaste enquête menée par le F... Vadécard, secrétaire général du Grand Orient, à l'instigation de ses patrons, et par l'agence de renseignements allemande Schimmelpfeng, sise boulevard Montmartre, à Paris.

C'est là ce que Millerand a appelé le régime abject. D'autant plus abject que ce mouchardage y venait à la rescousse de l'espionnage et que la délation y côtoyait la trahison.

En effet, m'occupant, en 1911, des premiers documents qui me servirent à écrire ï Avant-guerre, j'appris bientôt un certain nombre de faits qui éclairèrent, à mes yeux, de lueurs singulières, la sombre affaire de 1904. L'agence Schimmelpfeng se tenait en relations constantes avec le Grand Orient, par une série de fonctionnaires, grassement payés, qui lui communiquaient les doubles des fiches de Vadécard, Mollin et C le . Elle centralisait ces fiches et les expédiait périodiquement, par émissaire spécial, à Berlin, où le grand état-major en faisait le tri et le classement. L'Allemagne tenait donc à jour, grâce aux indications maçonniques, un vaste répertoire de notre corps d'officiers et aussi de la disposition, des emplacements et

déplacements de nos régiments. Les horribles dossiers Corinthe et Carthage, du cabinet d'André, avaient leurs répliques dans la capitale de la Prusse. Nous n'avions que des données gênéraies sur l'armée allemande. Le commandement allemand connaissait, dans le détail, notre armée. Les répertoires Vadecard-Schimmelpfeng ont joué un rôle capital dans la préparation à la guerre d'outre- Rhin.

De cela Syveton avait l'intuition, quand il

souffleta le général André, mais il ne possédait
pas la preuve. Ce fut aussi, j'en ai la conviction,
cette circonstance qui causa sa mort tragique, à
la veille d'un procès où l'ennemi héréditaire
pouvait s'attendre aux pires révélations.

Les deux plus redoutables préparations de
l'avant-guerre allemande en France étaient l'a-
gence Schimmelpfeng et le port de Diélette.
La première nous a valu l'affaire Syveton. La
seconde a amorcé l'affaire Caillaux. Mais que
de détours avant d'en arriver là !

L'aversion que m'ont toujours inspirée les
théories et l'attitude de Jaurès à la Chambre a
été singulièrement renforcée par la défense
que cet esprit faux et bavard intarissable fit, à
la tribune, des fiches de délation, qualifiées
par lui euphémiquement de « connntrôle ci-
vique », Jusqu'alors je le considérais comme une
outre « qui de vent se repaît », selon la formule
d'Anatole France. Ce jour-là m'apparut le

tartufe rouge, prêt à jeter, sur les plus mani-
festes canailleries, le manteau troué de sa vaine
éloquence. Inoubliable, le sourire bas et gras
avec lequel ce chambardeur apprivoisé — car
il était alors la coqueluche de certains salonnards,
respectueux de son influence révolutionnaire —
apporta cette misérable excuse à la tribune. La
preuve est faite aujourd'hui que ledit « connn-
trôle » s'exerçait surtout au bénéfice du comman-
dement allemand et du roi de Prusse. Nous

devons une fière chandelle à Jean Bidegain, secrétaire de Vadécard, qui vendit l'épouvantable mèche, sous l'empire de scrupules trop compréhensibles, et remit à Guyot de Villeneuve et, par lui, à Syveton les dossiers accusateurs. La publication de ces pièces incroyables provoqua dans le public français un mouvement d'horreur et de stupeur. On ne pouvait croire à leur authenticité, ni à tant d'infamie. Qu'eût-ce été si l'on avait su la connivence de l'Allemagne et des loges ! Pendant une quinzaine de jours, il ne fut question que de ces abominables révélations. Afin de ne pas faire de jaloux, Guyot de Villeneuve et Syveton distribuaient équitablement, chaque jour, aux journaux patriotes, les fiches les plus significatives, qui paraissaient en même temps, le lendemain matin, dans le Figaro, le Gaulois, l'Echo de Paris, le Matin, la Libre Parole, etc. On s'arrachait ces feuilles vengeresses dès leur arrivée dans les kiosques.

Guyot de Villeneuve, député de Neuilly, ancien officier, était un grand, maigre, pâle garçon, d'une rare modestie, d'une énergie peu commune. Bien que je l'aie rencontré souvent, dans les réunions et chez M me de Loynes, je n'ai pas entendu souvent le son de sa voix. Il était peu communicatif et son visage s'éclairait à peine d'un fugitif sourire, quand Michel Pelletier, Capus, Donnay, ou un autre, lançait en l'air quelque bonne plaisanterie, afin de voir si elle retomberait sur ses pattes.

Lemaître prisait fort Guyot de Villeneuve et
déclarait qu'il ferait son chemin. Mais le cher
garçon avait une petite santé et mourut préma-
turément.

Gabriel Syveton, député du second arron-
dissement de Paris aux élections de 1902, inva-
lidé sans motif, puis réélu, était une personnalité
vigoureuse. De taille élancée, souple en ses
mouvements, doué d'un regard agile et profond,
d'une forte voix aux inflexions basses et rondes,
d'une énergie à toute épreuve, d'une vaste éru-
dition historique, il avait conscience de sa haute
valeur et laissait paraître de l'ambition. J'avais
fait sa connaissance à Louis-le-Grand (où il
était vétéran de rhétorique B, tandis que j'étais
nouveau de cette même classe) et nous avons fait
ensemble bien souvent le tour de la première
cour, en compagnie de Louis Desternes, devenu
un des meilleurs professeurs de l'Université de

Paris, et de Couyba, chansonnier excellent qui
fut politicien médiocre, ministre et sénateur.
Faisaient aussi partie de notre groupe Ephrem
Vincent, écrivain et critique de talent, observa-
teur aigu des tares et des ridicules des uns et
des autres, les frères Mitilinéo, qui ont occupé
des situations diplomatiques importantes en
Roumanie, et notre pauvre ami Lucien Echalier,

mort d'une fièvre maligne dans un poste consulaire aux Indes. Il est intéressant et mélancolique de voir ce que la vie et la mort font ensuite des membres dispersés d'un semblable petit groupe, alors plein d'espérance, de confiance et d'entrain. Nous étions, les uns et les autres, je puis le dire, de bons garçons, laborieux, dénués de mauvais sentiments, ayant le goût des lettres, des beaux vers, de la noble prose, des jolies femmes et des blagues. Ah! les blagues!... En avons- nous joué à nos camarades moins dégourdis, des bleues et des vertes et de toutes couleurs! Syveton gardait son sérieux. Desternes moins, Couyba pas du tout. Nous inventions, pour nos professeurs, notre censeur et notre proviseur, des taquineries raffinées, savantes, qui allaient les asticoter dans leurs préférences littéraires, leurs marottes philosophiques et politiques. Ce n'était pas toujours d'un goût exquis, mais cela nous amusait bien. Il m'arrive encore de rire tout seul, après tant de temps écoulé, au souvenir des scies montées à

Chabrier et à Burdeau. Qui nous aurait dit, à ce moment-là, que notre génération participerait à tant de drames, d'aventures politiques, et serait emportée, comme dans un train rapide, vers la plus grande fournaise de l'histoire, après avoir laissé en route, sous le tunnel noir de la mort plusieurs d'entre nous ! Je songe souvent à cette première cour de mon vieux Louis-le-Grand, je revois ces visages disparus et je ne retrouve jamais sans émotion un de mes anciens copains.

Nous échangions ces souvenirs avec Syveton au moment où je me rapprochai de lui, c'est-à-dire à la fondation de la Patrie Française, puis lors de l'affaire des fiches. Il avait, je l'ai dit, de l'ambition. Je n'avais que de la colère, et même de la rage contre le dreyfusisme, le waldeckisme et le combisme. Nous nous entendions donc parfaitement. Lemaître et M me de Loynes l'aimaient bien et m'aimaient bien. Nous étions, comme l'on dit, les deux chouchous du 152 de l'avenue des Champs-Elysées. Aussi tous les aspirants à l'Académie Française et habitués de la maison prenaient-ils un air captivé et riaient-ils d'avance, quand Syveton et moi ouvrions la bouche. Cette préférence rendait malade le vaste et grotesque Judet.

Quelques semaines précisément avant l'éclatement de l'affaire des fiches, nous eûmes, Lemaître, Syveton et moi, une longue conversation politique dans la salle de billard. Je la

noterai ici, parce qu'elle est caractéristique et parce qu'elle est demeurée gravée intégralement dans ma mémoire. Cela vint à propos de cette brute épaisse de Frédéric Masson, qu'on disait intriguer pour le prince Victor Napoléon auprès de certains officiers supérieurs.

Moi. — S'il ne s'agit que d'intrigues de Masson, la République peut dormir tranquille. Je connais Masson, c'est une méchante bête, mais avant tout un poltron. Il ne s'attaque qu'aux vieilles dames mortes.

Syveton, riant. — Joséphine !

LemaïTRE. — La vérité est qu'en ce moment il y aurait quelque chose à faire pour un général qui aurait du cran. Hein, vous ne croyez pas?... Mais, côté empire, c'est le four certain.

SYVETON, de sa grosse voix. — Certain; seul le parti royaliste aurait des chances, parce qu'il possède encore une partie importante de la fortune terrienne.

Moi. — ... Et un chef de file qui est Maurras.

LemâITRE, timidement. — Nous devrions voir Maurras plus souvent. Ce n'est pas seulement un doctrinaire de génie. Il a des parties d'homme d'action. N'est-ce pas votre avis, Syveton?

Syveton. — Je ne demande pas mieux. Si l'affaire, à laquelle je travaille en ce moment, réussit (c'était l'affaire des fiches), il y aura, très vite, dans l'armée, un état d'esprit plus violemment nationaliste encore qu'il y a cinq ans et

que nous pourrons utiliser. Sinon, nous allons

au désarmement matériel et moral, et à la guerre.

Cette dernière phrase est textuelle. En la prononçant, le clairvoyant garçon encastra son monocle dans son orbite et nous jeta un regard, qui signifiait sa conviction intime. Lemaître croisa et décroisa ses mains, comme chaque fois qu'il éprouvait de l'angoisse ou de l'inquiétude, ce qui lui arrivait souvent. Car il prenait au sérieux son rôle de chef, auquel sa mansuétude naturelle ne le prédestinait pas.

Lemaître. — ...La guerre, avec cet abominable André à la Défense Nationale, mais ce serait l'invasion immédiate, et un désastre pire qu'en 1870!

SyvetON, énigmatique. — Soyez sans inquiétude, Monsieur Lemaître (nous disions toujours, les uns et les autres « monsieur Lemaître »), André n'en a plus pour longtemps.

Moi. — Mais il y aura, après lui, un autre André (en effet, il y eut Berteaux). Ce qu'il faudrait, c'est un acte énergique et décisif de la part d'un général patriote, ou même d'un colonel patriote.

Syveton. — ...Ou d'un civil. Drumont a raison : généraux et colonels ont tout subi depuis cinq ans. Leur attitude résignée dans l'affaire Dreyfus est faite pour rassurer les républicains.

LEMAITRE, ironique. — N'oublions pas, Syveton, que nous sommes républicains.

GABRIEL SYVETON

Moi. — C'est même peut-être une des raisons pour lesquelles les chefs militaires ne marchent pas. Notre affiche, nos programmes sont presque les mêmes que ceux de nos adversaires. Avouez que ce n'est pas emballant.

Nous nous séparâmes sans conclure, bien entendu. Quelques jours plus tard éclatait le scandale qui devait emporter à la fois l'accusé André et l'accusateur Syveton. Mais, avant de raconter les dessous de cette terrible tragédie de 1904, il me faut revenir un peu en arrière et montrer ce qu'était la Patrie Française, dans son intention et dans ses hommes, et comment elle était née de l'offensive dreyfusienne contre la patrie.

CHAPITRE V

La Ligue de la Patrie Française : Lemaitre, Coppée,

Dausset, Syveton. — Le rôle de Barres et de Forain. —

Les réunions et les milieux. — Le mouvement nationa-

liste en France. — Les diverses tendances. — Le préfet de police lépine. — la lutte des patriotes contre les prétendus intellectuels. — la boule d'or. — Le terrain de la presse et de l'opinion et le terrain électoral. — élimination de coppée. — premieres fautes. — Un admirable élan enrayé.

Le 19 janvier 1899 avait eu lieu la réunion initiale de la Ligue de la Patrie Française, rue d'Athènes, sous la présidence de François Coppée, au milieu d'une affluence extraordinaire. J'y assistais aux côtés de ma mère, une des premières adhérentes et des plus enthousiastes, car le départ de ce mouvement ressembla, pour la vigueur et l'emballement général, à celui du boulangisme: Les dreyfusards, avec leur fameuse protestation « des intellectuels » en faveur de leur sinistre bonhomme, avaient indigné et irrité l'immense majorité des Français; leurs prétentions à la supériorité faisaient rire: Un « intellectuel » pour de bon, le premier de sa génération par la sagesse, l'érudition et la pré-

voyance, Charles Maurras, et trois professeurs de l'Université, Henri Vaugeois, Louis Dausset et Gabriel Syveton prirent l'initiative d'une protestation solennelle, au bas de laquelle ils réunirent les signatures de nombreux adhérents.

Ce fut l'origine de la Ligue, dont les débuts éclatants semblaient présager la victoire.

Ce 19 janvier, devant des centaines d'auditeurs frémissants (parmi lesquels, de nombreux officiers en uniforme) Lemaître prit la parole et définit, avec un rare bonheur d'expression, l'origine et le but de la Ligue: Celle-ci groupait des républicains, des royalistes, des bonapartistes, des antisémites. Il importait de ne froisser personne, de ménager toutes les susceptibilités des uns et des autres et cependant d'attaquer nettement les chevaliers du Bordereau et leurs adeptes. Lemaître s'acquitta de sa difficile tâche en virtuose. Il était fort ému, entrant dans les luttes politiques avec un tempérament ami de la paix et M me de Loynes, qui l'avait incité à combattre, n'était pas moins frémissante que lui.
J'ai dit qui était Syveton. Dausset est un homme de valeur, d'une intelligence pénétrante, qui s'est fait une spécialité avec le budget de la Ville de Paris, où sa compétence est universellement reconnue. Mais ni l'un ni l'autre n'avait la puissante et prenante logique, ni la force de propagande de Vaugeois, à plus forte raison le génie de Maurras.

Ils le savaient et désireux de jouer un grand rôle — qui fut d'ailleurs un rôle bienfaisant — chacun d eux redoutait l'irréductibilité des principes de Maurras et la véhémence de Vaugeois, ainsi que leur action, possible et probable, sur Lemaître. C'est ce qui fit que, dès le début, Maurras et Vaugeois se trouvèrent éliminés en douceur, mais complètement. Ni l'un, ni l'autre, ayant des âmes d'apôtres, avec la certitude d'une prompte revanche, n'en voulurent à Coppée, ni à Lemaître, ni à Syveton, ni à Dausset. Deux ans plus tard, une telle injustice eût été impossible, car j'étais entré dans l'intimité de Lemaître et de madame de Loynes, et j'aurais pu intervenir utilement. Drumont et Rochefort apportèrent à la Ligue leurs nombreux lecteurs, leur influence politique et aussi leurs humeurs changeantes, avec cette difficulté qu'éprouvent les hommes de lettres célèbres à se plier à une discipline quelconque. Barrés, écrivain admirable, capté tout jeune par les assemblées et inhabile à les dominer, était forcément amené à voir l'action sous l'angle parlementaire, qui existe, mais qui n'est pas tout. Thiébaud était vieilli et d'ailleurs absorbé et annihilé par sa marotte plébiscitaire. Judet, du Petit Journal, représentait un poids mort, une sottise en marche, une fourberie à l'arrêt, une personnalité à la fois nocive et encombrante. Bref, tout était prêt pour la cacophonie bien plus

que pour l'orchestre, l'organisation fit défaut tout de suite, et, un an après sa fondation, la Ligue de la Patrie Française portait déjà en elle les germes de désunion dont elle devait mourir. Ce qu'elle aurait dû être, ce qu'elle n'a pas été Maurras et Vaugeois l'ont réalisé précisément, quelques mois plus tard, avec la Ligue d'Action Française.

J'ai fait souvent cette remarque : un groupement immédiatement nombreux et prospère a peu de chances de durée. Un groupement modeste, en participants et en apports, mais se tenant bien, et sachant ce qu'il veut, a chance de durée et d'extension progressive. La collaboration du temps, de l'effort et de l'argent est fructueuse. La collaboration initiale de l'enthousiasme et de l'argent l'est moins. Nous le savions déjà par le boulangisme. La Patrie Française en •st un second exemple.

Lemaître était un journaliste et un conférencier merveilleux. Coppée un saint, quî remuait les cœurs. Souffreteux, il avait auprès de lui constamment son docteur, le bon Duchastelet, qui le couvait comme un enfant et lui interdisait les fatigues trop rudes. Cet homme de bien mourut, il y a quelques années, écrasé par sa propre automobile, qu'il venait de remettre en marche. Dausset représentait, au conseil, le bon sens un peu terre à terre, qui ne tient pas compte des folies (en apparence) utiles, et même

indispensables à un mouvement fondé sur l'indignation et la rébellion publiques. Car de sages protestations, orales et écrites, ne suffisent point contre ce qu'on stigmatise comme la mort de la Patrie. Syveton, qui avait l'instinct du combat opportun et la vision de l'acte fécond, était mal marié et mal f entouré. Madame Syveton m'a toujours semblé lourde, peu sympathique et peu lisible. Ni le mari, ni la femme ne manquaient de vanité et de besoin d'ostentation. Ils écartaient donc, plus qu'ils n'attiraient, les indifférents.
Sans la finesse, le tact et la bonté de cette exquise madame de Loynes, la Patrie Française aurait encore craqué beaucoup plus tôt. On s'en rendait compte au bout d'une soirée passée avenue des Champs-Elysées.

Je ne saurais oublier Arthur Meyer, directeur du Gaulois, mêlé au mouvement nationaliste, parasite du nationalisme, comme il le fut du boulangisme, et dont nous verrons le rôle funeste, au moment du drame de novembre 1904. Si désagréable qu'il me soit de piétiner actuellement un vieux, très vieux serpent hébreu, qui a perdu ses crochets à venin, et presque tout son chignon, je ne puis pas cependant ne pas noter la bizarrerie de son rôle à cheval sur le salon Waldeck-Rousseau et le salon de Loynes, ni la gêne extraordinaire qui apparaissait en lui, aux heures critiques. Il y eut toujours, chez cet israélite, un mélange de patriotisme français

(mais oui), de parisianisme de boulevard, et de juiverie avisée et sournoise. Il lui arriva de trahir sans méchanceté et de la meilleure foi dumonde. Quel collaborateur dangereux ! j ai déjà rapporté le mot de Lemaître faisant allusion à sa fameuse sortie du boulangisme : « A quand votre « bonsoir messieurs », Meyer? » Il riait, mais la question allait plus loin qu'elle n'en avait l'air. Madame de Loynes se plaignait de ses interrogations soupçonneuses, et murmurait : « A certains jours, il me fait peur! »

Bourget adhéra à la Patrie Française, bien entendu. Il n'y prit pas une part prépondérante, ayant horreur des estrades, des harangues et, en général de l'action. Il se croit exclusivement homme de cabinet. Cependant la vie l'intéresse et même le passionne et il observe les choses et les gens avec une pénétration de clinicien, qui n'appartient qu'à lui. Il est, de nos contemporains, celui dont la conversation est la plus intéressante, la plus fournie. Il juge les livres et les auteurs à leur puissance d'évocation. C'est un maître. Son extraordinaire perspicacité, son éloignement du vulgaire, ses succès de librairie lui ont valu pas mal d'envieux. Il les traite par un charmant mépris de botaniste pour les plantes vireUses. Le rire apparaît chez lui comme une suite naturelle de la compréhension.

Autre adhérent de marque, Ferdinand Brunetière, directeur de la Revue des Deux Mondes,

portant, sous son bras nerveux, le salon Buloz et même cette larve de Doumic, devenu depuis son successeur, par le système de la reptation à plat ventre. Si mes souvenirs sont exacts, Brunetière ne fit que traverser la Patrie Française, étant incapable de concerter une action en commun avec des partisans ou des amis. Dépourvu de bon sens, pourvu d'une remarquable machine à raisonner, à induire et déduire, Brunetière cherchait l'originalité dans la contradiction et dans la rebiffe vis-à-vis de ses approbateurs. Ses études critiques sur la littérature française se ressentent douloureusement de cet amour du paradoxe, et aussi du fait que Ferdinand lui-même écrivait dans un prétentieux charabia, combiné de Bossuet et du père Lebatteux. De même que le mélodrame, 1 Auberge des Adrets, a dû son succès au fait d'être tourné et joué en vaudeville, de même le sérieux Brunetière ne vit déjà plus, dans la mémoire des contemporains, que comme auteur farce et rigolo de syntaxe et de dictionnaire. Pour ajouter au comique de la chose, il faut savoir que nul ne fut plus académicien, plus respectueux des rites et coutumes saugrenues des Immortels, que ce dévot la tête en bas, que ce logicien féru de l'illogisme. Seul, Frédéric Masson, fléau et historien de Bonaparte, de ses femmes et de ses chemises de nuit, pourrait faire la pige à l'ancien directeur de la revue saumonnée, pour sa stricte observance du bout^du pont

des Arts, et sa coupolomanie documentaire. Le règlement, messieurs, le règlement! On m'a raconté que Ferdinand aurait voulu en introduire un à la Patrie Française, mais que la résistance de Lemaître et de Coppée, fanatiques de leur propre liberté, et de celle d'autrui, l'incita à retirer sa motion. Un peu plus tard, on prêta à Brunetière l'intention d'entrer dans la politique « militante » et de se faire élire au Sénat. Il eût apporté quelque gaieté dans la monotonie des séances en fauteuil et il est fâcheux que ce projet n'ait pas eu de suite.

Par contre, il est regrettable que ni Barrés, ni Forain n'aient eu plus d'influence dans ce groupement de patriotes, réunis autour de Lemaître et de Coppée. L'un et l'autre, le grand écrivain et le grand dessinateur, ont, sous des formes différentes, un instinct démagogique, un sens des mouvements profonds de l'opinion et des moyens de les alimenter, qui aurait dû être utilisé. Il y a, chez Barrés, une sorte de timidité foncière, qui l'empêche de donner essor à sa verve et à sa fantaisie naturelles. C'est dommage, car j'ai souvent observé que sa réflexion inhibait ou abîmait son premier mouvement. Si l'on méditait trop sur les conséquences des actions, on n'agirait jamais. Certes, il est mauvais d'intervenir ou de se lancer à l'aveuglette, et d'augmenter ainsi les chances de ramasser une bûche, que court toute personne qui

tente, ou inaugure quelque chose. Mais, du moment que l'on a une direction, un but, et que la Fortune esquisse seulement l'ombre d'un sourire, il faut sauter sur ce sourire, l'embrasser hardiment sur la bouche et lui faire illico un enfant. Qu'était-ce que la Patrie Française? Une tentative de réaction politique contre cette Antifrance, ces manieurs d'argent, ces sémites, ces métèques, qui, au cours de notre histoire, et surtout depuis la Révolution, luttent contre notre destinée civilisatrice, contre notre honneur, contre notre prospérité. La couverture de cette antifrance était faite de politiciens, de juristes, ou prétendus tels, de messieurs graves et prétentieux, dont unWaldeck-Rousseau fut le type. La Patrie Française leur opposa des autorités et des académiciens de chez nous. C'est fort bien. Elle chercha, dans les voies légales, électorales et autres, des remèdes à l'invasion des capitaux boches, mobilisés en l'honneur de Dreyfus et du Bordereau. Rien de mieux. Il lui manqua cette agitation frondeuse, cet appel à la bonne populace, ce sursaut batailleur et joyeux, qui firent merveille au début du boulangisme. Rochefort avait dix ans de plus. Barrés avait des visées académiques et Forain ne fut pas écouté. La Ligue fut raisonnable,pondérée, appuyée sur des professeurs éminents, de braves militaires, des avocats. Elle manqua de boute-en-train,d'artificier,de metteur en œuvre dramatique.

J'ai horreur du cabotinage, mais je crois qu'il n'y a rien à faire, en politique antidémocratique,

sans coups de tonnerre et actes violemment représentatifs. Le peuple attend cela des rebelles et des innovateurs et, si cela n'arrive pas, le peuple est déçu. La gifle de Syveton à André a claqué six ans trop tard. En 1898, appliquée sur un grand juif, un chef de mouchards, ou sur un autre de même farine, elle eût jeté bas les combinaisons dreyfusiennes, dérouté les canailles et les malins, entraîné les masses, réveillé les engourdis. Des consultations d'experts en écritures, des discussions juridiques à perte de vue, des articles, des brochures, ça va bien. Mais ce n'est pas cela qui décide du succès. Comment a fini l'Affaire? Par un coup de force de la Cour de cassation. Avant cela, comment avait-elle rebondi? Par le martyre du colonel Henry acculé au suicide par l'abandon de tous, sauf de Maurras. Vous allez peut-être me trouver présomptueux. Mais si l'Action française avait été à la place de la Patrie française, en 1898, en 1904, en 1906, les choses se seraient passées autrement. En 1904 et en 1906, l'Action française existait bien, mais sans journal, ni camelots du Roi, ni moyens d'intervention énergique. Sa campagne d'affiches contre la violation de l'article 445 du code d'instruction criminelle eût, six ans plus tard, jeté par terre l'affreux édifice de l'Allemagne, de Waldeck, de Combes, de Reinach et de Manuel Baudoin.

Reconnaissons que la Patrie française eut une très bonne affiche, celle qui servit à faire invalider Syveton, qui suscita les clameurs furibondes de Jaurès (parce qu'elle avait porté

juste) et qui mettait en accusation le « gouvernement de l'étranger ». Très bonne, parce qu'elle était vraie, parce qu'elle rencontrait l'instinct et le courant populaires, parce qu'elle frappait l'imagination nationale au point sensible. Je me rappelle encore aujourd'hui l'enchantement où cette affiche me plongea et les compliments que j'en fis à Lemaître, qui avait dû lutter, pour la faire admettre, par des compères timorés et se croyant calés. Le gouvernement furieux, avait aussitôt répandu le bruit, par ses parlementaires et journalistes de fonds secrets, qu'il allait convoquer la Haute Cour, afin de lui confier le châtiment de ce placard séditieux. Ni Syveton, ni Lemaître ne craignaient la Haute- Cour; et M me de Loynes, avec un courage bien rare chez une femme de son âge et de son milieu, riait à la pensée de passer quelques jours dans une cellule du Sénat. Ces menaces étaient vaines. Le gouvernement avala Tariront, et il est seulement à regretter que cette affiche n'ait pas été suivie de plusieurs autres du même ton etjde mêmes tendances, qui auraient amené le public au point de caléfaction nécessaire pour quelques salubres manifestations de rue ou d'assemblée, mieux encore de rue et d'assemblée, lesquelles

eussent fait reculer la propagande germano-dreyfusarde.

Le Syndicat avait de l'argent, énormément d'argent. Le mouvement nationaliste disposait de plus de courages que d'argent, car il n'y eut

guère que la vieille M me Lebaudy pour alimenter sérieusement la caisse électorale de la Patrie française. La ligue disposait de plusieurs journaux, comme je l'ai dit. Elle n'en avait pas un seul attitré, où l'influence de Lemaître fût absolue et prépondérante. Cela aussi manqua cruellement. Je n'ai pas connu la vieille M me Lebaudy qui en voulait personnellement à Waldeck d'avoir autrefois plaidé contre son fils, le malheureux Max, mort victime des maîtres chanteurs, notamment de Rosenthal, dit Saint-Cère, agent de Bismarck. J'ai beaucoup entendu parler d'elle et j'ai vu son parapluie (un parapluie de bonne sœur, ridicule et touchant) dans l'antichambre de M me de Loynes. J'ai su que, par la suite, dégoûtée de la politique, elle avait porté ses économies (car elle ne dépensait presque rien de ses immenses revenus pour elle-même) à l'Institut Pasteur. Pauvre Institut Pasteur! Lui aussi, comme la ligue de la Patrie française, aura mangé son pain blanc le premier.

Les principales tendances, qui se divisaient la Patrie française naissante, étaient : le royalisme, l'impérialisme, la république améliorée et l'antisémitisme. Lemaître oscillait, à cette

époque, entre le royalisme et la république améliorée, avec préférence pour la doctrine du roi. Il devait opter carrément pour l'Action française en 1908. Syveton penchait pour le Roi. Coppée était impérialiste. Rochefort souhaitait la république améliorée, avec un secret penchant

pour le royalisme d'Action Française, qu'il n'avoua jamais. Drumont, plus social que politique, demeurait simplement antisémite, ce qui n'est tout de même pas une solution. Dausset était républicain. M me de Loynes avait un faible pour l'empire, mais se fût ralliée volontiers à la monarchie. Waldeck avait, dans nos rangs, un observateur et même un indicateur, qui était Arthur Meyer, ambassadeur des salonnards auprès de la présidence du conseil, quel que fût le président du conseil. Plus tard, Combes se vanta d'avoir des accointances au sein de la Patrie Française; mais c'est la prétention habituelle des autorités, quant à ceux qui les combattent. J'ai de bonnes raisons de croire que la Patrie Française avait aussi quelques regards sur les cabinets dreyfusards.

Entre nous, depuis que j'ai mis le nez dans les dossiers politiques de la République, (les plus importants ont passé entre mes mains, de 1915 à 1919), je ne crois guère à la surveillance de la police sur les partis d'opposition. Il règne, dans la police républicaine, le même désordre, la même inertie, le même je m'en fichisme, que

dans les autres services du régime. Les rapports les plus consciencieux, les moins bâclés, sont ceux concernant les ministres en fonctions, que

les fonctionnaires, brimés par eux, ont plus d'intérêt immédiat à surveiller. J'ai pu constater que le « sommier » de mon vieux Léon Daudet, composé, à la date du 1 er janvier 1919, d'une demi-douzaine de pelures, était d'une rare insignifiance, alors que j'ai puisé dans celui de Malvy — chef suprême, pendant trois ans de guerre, de toutes les Sûretés en fonctions — les éléments des accusations capitales que j'ai portées contre lui. Quand Caillaux était président du Conseil, la moitié de ses subalternes était occupée à l'espionner; et lorsque cet homme, absurde et scélérat, voulut, en février 1914, connaître le dossier de son ennemi Gaston Calmette (qu'il devait, quelques semaines plus tard, faire assassiner par sa femme), il n'y découvrit que des pauvres niaiseries, laissés pour compte des couloirs du Figaro. La réputation de canaille de Fouché a été faite par ses employés. C'est un familier d'Hennion qui m'a raconté ses coliques et ses mesures abominables, au moment de la marche des Allemands sur Paris (fin août 1914). A, la Tour Pointue, comme rue des Saussaies, ces messieurs se mangent entre eux et il y aura fort à faire pour remettre de l'ordre là dedans, quand l'interrègne sera terminé, quand la France sera revenue à la raison politique, à son Roi.

Pour fonctionner efficacement, il faut à la police un sentiment commun très fort (l'intérêt national), une discipline et des gratifications. Alors, ces trois conditions étant réunies, on peut obtenir des merveilles de cette vieille institution,

appuyée sur la curiosité psychologique et l'émulation. Sinon, elle s'en va en charpie, au grand dam de la patrie et de la société.

Le préfet de police, selon le cœur de Waldeck et de Combes, fut Louis Lépine, homme chez qui la sottise n'avait d'égale que la fatuité. Il était petit, barbichu, maigre, quinteux, coléreux, courageux, vil, intrigant, bouché, cupide, grossier, snob, plat et ostentatoire. Il avait réussi à persuader les hommes politiques qu'il possédait, sur eux, des renseignements terrifiants, alors qu'il n'avait, sur leur compte, que les fiches les plus banales... ses chefs de cabinets et des divers services gardant, pour eux et leur avancement, le nanan, c'est-à-dire les histoires de vol, de compromission, de chantage et de mœurs. Ah! les pauvres homosexuels que je les plains! Quelles têtes de turc (si l'on peut dire), pour les mouches du préfet Lépine! En revanche, des agents boches, qui pullulaient sur le boulevard, de 1 897 à 1 906, aucun n'était signalé dans les pelures, sous prétexte que ce soin regardait exclusivement les autorités militaires! On n'a pas idée d'une pareille aberration.

J'ai vu fonctionner Louis Lépine de près, lors

des inventaires, en 1 907, sur le perron de l'église

du Gros-Caillou. Ce fut lui qui donna le signal de l'assaut à ses policiers; et il dirigea leur-assommades de jeunes gens, pendant une demis heure, C'est de ce jour que date le mépris fondamental que j'ai voué à ce fonctionnaire sans pudeur, laquais par tempérament, encensé par les conservateurs, et employé aux pires besognes par les républicains au pouvoir. Quand Hanotaux eut besoin d'un assommeur, pour l'infortunée et délicate jeune fille qui avait commis le crime de se laisser séduire par lui, c'est Lépine qu'il chargea de faire cogner sur M lle V... Le vaillant Louis s'acquitta de sa besogne en conscience, et ce ne fut pas de sa faute, si ses argousins ne laissèrent pas la frêle M lle V... sur le carreau. En 1911, lors des manifestations patriotiques de la Comédie française, que conduisirent les camelots du Roi, à l'occasion des représentations de la pièce Après moi, de Henri Bernstein, Lépine chargea quelques agents en bourgeois, ou mieux « hambourgeois », de m 'étrangler^ Ils ratèrent leur coup, mais Lépine eut de la veine de ne pas se trouver en face de moi, au sortir du poste de police de la rue Villedo, où s'accomplit cette petite cérémonie. Je lui aurais passé le goût de la brutalité et de la popularité de mauvais aloi.

Or, à la Patrie Française, on respectait et on ménageait systématiquement Louis Lépine.

Aussi celui-ci s'en donnait-il à cœur joie de taper sur les patriotes. A l'Action française nous chan-

geâmes tout cela et ce fut, pour nous, un jeu d'arracher à ce fantoche malfaisant son auréole de papier d'argent. Il apparaît aujourd'hui comme le grand désorganisateur de la police parisienne, qui, jusqu'à lui, s'était maintenue, en dépit du régime. Il fit, de la Préfecture, une sinistre boîte, où l'avancement, réglé à la faveur, laissait dans l'ombre les bons serviteurs et portait au pinacle les incapables et les fourbes. L'avilissement de ce rouage essentiel de l'Etat a contribué au pullulement des espions allemands à Paris, entre 1905 et 1914.

A la Patrie Française — qui eût dû être bien outillée de ce côté — la police était insuffisante. Lemaître et Syveton s'en plaignaient souvent, mais n'y remédiaient pas. On n'y eut jamais le moindre soupçon des manigances de Judet, par exemple, qui cependant crevaient les yeux; car j'estime que, dès 1901, et peut-être plus tôt, Judet était appointé par le gouvernement allemand. Le soir des élections de 1 902, qui furent un désastre pour les nationalistes et la Patrie Française (eu égard surtout aux espérances), nous dînions, Lemaître, M me de Loynes, Judet, sa femme et moi, au café de la Paix. De minute en minute, arrivaient les fâcheuses nouvelles : un tel, antidreyfusard, battu; un tel, du Bloc, élu. J'étais frappé du mauvais sourire de Judet,

que l'on mettait alors sur le compte de l'envie, à mesure qu'il apprenait les échecs des copains. En sortant de table, nous allâmes rue de Grammont, au siège de la Ligue, où tous les assistants avaient la tête longue d'une aune : « Flambée, n'sommes flambés » répétait Judet, en se frottant les mains. « N'vons plus qu'changer l'fusil d'paule ». Il me produisit une telle impression que je ne pus m'empêcher de m'en ouvrir à Lemaître, qui me reprocha, en riant, mon excès d'imagination.

Axiome I : en politique on n'a jamais trop d'imagination. Le plus grave défaut de la Patrie Française fut précisément de manquer de cette faculté. L'idée qu'eut l'antisémite Jules Guérin de se barricader dans le « fort » Chabrol, rue de Chabrol, pendant le procès de Rennes, pour échapper à l'arrestation, était falote et tourna en os de boudin. Néanmoins, elle échauffa Paris pendant plusieurs soirs. Il y avait beaucoup à faire, dans cet ordre de manifestations. Le jour des obsèques de Félix Faure, Paul Déroulède et Marcel Habert, timidement accompagnés de quelques conjurés, essayèrent, à la caserne de Reuilly, d'entraîner à l'Elysée le général Roget. La réussite d'un coup de force de ce genre suppose : 1° une ambiance; 2° Une préparation et de sérieuses complicités dans la place. L'ambiance y était bien. Les complicités étaient absentes, comme le prouva l'attitude du général, encore

plus étonné que mécontent. Déroulède et Marcel Habert furent arrêtés, mis en jugement, exilés. Leur affaire en somme n'était pas au point et le fait qu'ils voulaient remplacer le personnel, sans toucher aux institutions, leur enlevait toute chance de succès. Il est moins difficile de tenter un changement complet de régime qu'un changement d'orientation d'un régime. Déroulède n'a jamais compris ça. Fidèle à la République, il maudissait et combattait toutes les conséquences de la République et il avait l'air de croire que le remplacement de Pierre par Paul, ou de Louis par Joseph, provoquerait une allure différente de la politique. C'était enfantin. D'ailleurs il n'écoutait jamais une objection, ni un raisonnement, uniquement attentif au choix d'une formule, aussi peu pertinente que brillante, en guise de réponse. C'était un héros de Corneille égaré dans une pièce de son oncle Emile Augier, moitié Don Quichotte et moitié basochien. Il portait du feu dans un verre vide. L'assentiment d'autrui le grisait.

Quand il revint d'exil — je dînai avec lui le surlendemain, en petit comité, chez M me de Loynes — il fut tout ému et tout fier de l'immense foule qui l'acclama à sa descente du train, quai d'Orsay. Il y avait là, en effet, plus de cent mille patriotes au paroxysme de l'exaltation. Mais il croyait, le naïf garçon, que cet enthou-

siasme allait se maintenir à la même tempéra-

ture et qu'il le retrouverait six mois plus tard, « quand il aurait réfléchi ». Quinze jours après, sa silhouette bien connue passait presque inaperçue, le long des boulevards. La popularité est une boule en or, qui nous est prêtée pour quelques minutes. Inutilisée dans ce bref délai — ce qui n'est pas très commode — elle n'est plus négociable chez aucun changeur, ni mont-de-piété et devient, pour son possesseur, un encombrement. Puis, très vite, elle roule vers un autre. J'ai assisté souvent à ce spectacle, et toujours avec un vif intérêt.

Quand Marchand revint de Fachoda, j'ai dit quelle fut la taille de sa boule en or. Bien qu'il ne fût que capitaine, elle roulait toute seule jusqu'à l'Elysée. Le gouvernement s'en rendait tellement compte qu'il était fort inquiet et déléguait, au nouveau Scipion, politicien sur politicien, afin de lui donner de sages conseils. Je songeais : « Si j'étais à la place de Marchand, je commencerais par prendre le pouvoir et prier Loubet de ficher le camp. Ensuite on verrait ». Je le demande aux contemporains de ces événements : imagine-t-on une résistance quelconque des autorités officielles au prestige de Marchand, à cette époque? En admettant même que Wal-

deck ou Combes l'eussent fait emprisonner, le peuple parisien tout entier serait allé le délivrer, avec de folles acclamations, et l'eût remplacé dans sa geôle par Waldeck ou par Combes, par

Galliffet ou par André, au milieu de l'allégresse générale. Il y a une heure où de tels courants sont irrésistibles, emportant pêle-mêle les politiciens, les juristes, les financiers même, qui tenteraient de s'opposer à eux. C'est le grand instant, terriblement éphémère, de la boule en or. Encore dura-t-il, pour Marchand, plus longtemps qu'on ne l'eût imaginé. Cela se voyait à la pâleur des femmes, de tous métiers et de toutes conditions, quand, droit comme un I et bronzé comme un pèlerin, il leur adressait la parole. Elles pâlissaient, puis elles riaient, déjà conquises, prêtes à tout ce qu'il aurait voulu. Ainsi pour la nation, la vraie, celle qui circule à pied et en omnibus — les autobus n'existaient pas encore et une seule ligne n° 1 du métro, Champs-Elysées-Étoile, fonctionnait. Or Marchand, bien que philosophe et même métaphysicien (il y a en lui des parties de génie bien caractérisées, avec des coins d'une charmante gaieté), s'imaginait qu'il garderait la boule en or, jusqu'au jour où, après examen, il l'utiliserait. Crac, subitement elle sortit de ses mains et s'éloigna de lui avec une rapidité de conte de fées... Il ne fut pas question de la rattraper.

Lemaître a exercé une grande sympathie sur la moyenne bourgeoisie française. Il a été écouté, suivi, acclamé. Il n'a jamais eu, même en bref

dépôt, la boule en or. Drumont non plus. Le-]
maître était trop délié et griffu, Drumont trop personnel. Il s'en est fallu de fort peu qu'elle *

11

n'appartînt à François Coppée, en dépit de sa réputation de dévot. Barres, qui l'eût chérie, ne l'obtint pas. Il apparaît au vulgaire comme trop distant, ironique et fermé. Et puis, toutes les raisons qu'on peut aligner, quant à la possession et à la perte de ce bel objet inutilisable — sauf pour la prise brusque du pouvoir — ne valent rien. La boule va à certains types humains prédestinés, comme le désir fuyant de la femme. Un de mes amis leva un jour dans la rue, comme un perdreau, une fille ravissante d'une trentaine d'années — il en avait alors quarante — qui se donna à lui fougueusement et ne voulut ensuite accepter aucune rétribution. Interloqué, il demanda le motif de cette passade.

« Aucun motif... tu m'as plu tout à coup. Le plus fort c'est que je ne sais pas pourquoi. Mais ça m'attristerait, si tu me donnais maintenant de l'argent. Ça ôterait la poésie de la chose ».

Cette façon de rouler, « pour la poésie de la chose », rappelle assez la boule en or. Et la

femme qui se donne ainsi ne tient généralement pas à recommencer. Néanmoins — car tout arrive ici-bas — il peut se faire que la satanée boule roule deux fois vers le même monsieur. Ce fut, par exemple, le cas pour Georges Clemenceau, populaire, quand il précipita Ferry au barathre; impopulaire, avec Panama; repopulaire, dans le dernier tournant de la guerre de cinq ans.

La Patrie Française eut-elle tort, eut-elle raison de se cantonner immédiatement sur le terrain électoral? Il me semble qu'elle mangea ainsi, comme on dit, son blé en herbes. Le rassemblement de patriotes de toutes conditions, qu'elle avait formé, aurait dû d'abord, à mon avis, être lié par une grande manifestation — de style à déterminer — en commun, qui provoquât un tremblement de terre dans les milieux politiques, dans la magistrature et dans l'armée. Ainsi l'arme eût été solidement trempée, avant d'être utilisée. On courait le risque, en prenant la voie inverse, de « l'électoral d'abord », d'émietter et de morceler, au lieu de concentrer. Toutes les petitesses, inhérentes à la brigue des suffrages s'abattirent illico sur la ligue, telles les mouches sur un morceau de viande. La pensée non seulement de sièges à conquérir, mais de la réélection à assurer, en cas de réussite (ce qui est très parlementaire) hanta désormais les meilleurs militants.

Entre temps, la boule en or faillit se diriger

vers Paul Doumer, retour du gouvernement d'Indo-Chine, où il avait bien réussi. Quelques hommes politiques et quelques officiers de valeur dont Marchand, crurent discerner en lui l'homme de bronze à opposer aux menées antipatriotes et antimilitaristes. On prétendit qu'il avait des vues sur l'empire des mers, l'essor futur de nos colonies, la réconciliation du tiers et du qua-

trîème Etat, une entente bancaire et pacificatrice avec l'Allemagne, le sort de nos possessions d'Orient. Malheureusement pour sa gloire naissante, Doumer publia, sur ces entrefaites, un livre de conseils à ses fils, qui mit à nu une honnête nature, légèrement primaire, à mi-chemin entre Joseph Prudhomme et la Sagesse des Nations, et causa quelques désillusions chez ses plus chauds admirateurs. Nous eûmes là-dessus plus d'une discussion avec Marchand, obstiné à vanter son ami et qui avait réussi à convaincre des politiciens, des journalistes et même un académicien, Henri Lavedan. Mais déjà la boule en or était fort loin de Paul Doumer. Des années ont passé, la guerre est venue. Les fils de Doumer sont morts héroïquement pour la patrie, conformément aux préceptes puisés dans cet ouvrage de forme peu littéraire, mais qui ne me paraît plus aussi médiocre. Ainsi changent les points de vue avec les circonstances. Je pensais

à cela en déposant devant le Sénat réuni en Haute Cour, pour juger Malvy, et jetant les yeux sur Doumer, vêtu de noir, méditatif en son fauteuil. Mon père avait raison de dire qu'embarqués avec nos contemporains dans un même bateau, nous voyons se modifier, d'âge en âge, l'opinion que nous nous étions formée sur eux et où l'humeur tient trop de place. C'est qu'aussi les gens bougent, se transforment, s'améliorent ou empirent, et offrent à l'observateur une série

de métamorphoses parallèles, et synchroniques à celles de l'observateur lui-même.

J'ai dit que l'antisémitisme, courant national alors impétueux, était amplement représenté au sein de la Patrie Française. Cependant Drumont jugea nécessaire de fonder, à la Libre Parole, une sorte de bureau de la ligue antisémite, avec président, vice-président, secrétaire et comptes rendus. Nous avions, parmi nous, l'éloquent Firmin Faure, l'agile fantaisiste Charles Bernard, pharmacien à Clignancourt, et populaire sur toute la butte, qui tenait, à la Chambre, la spécialité d'embêter Combes; Lasies, avec ses moustaches aux pointes perpendiculaires, et son allure d'officier de cavalerie; le studieux et appliqué Congy. Sans compter Gaston Méry et le cher commandant Biot. Ces séances, il faut en convenir, dégageaient un ennui profond. Elles me contraignaient, une fois par semaine, à passer la journée calfeutré dans le cabinet de Drumont, boulevard Montmartre, au lieu d'une promenade

à pied à travers Paris, indispensable à ma santé. Souvent, le petit et pétulant Joseph Ménard, avocat disert, se joignait à nous et palabrait longuement sur le péril juif, dont nous ne voyions que trop les effets. Mais les difficultés commençaient quand on cherchait, de bonne foi, le remède à ce que l'on appelait l'emprise sémite. Drumont s'en rendait compte et quand on lui proposait (il était alors député d'Alger) de dépo-

ser, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi assimilant les juifs aux étrangers naturalisés, il haussait les épaules et maugréait : « Mais puisqu'ils ont la majorité, puisqu'ils disposent de la majorité, mon bon ami, à quoi voulez-vous que serve un tel projet? Le président de la Chambre le mettra au cabinet, et tout sera dit ». Drumont n'était pas éloquent. Il ne manquait pas d'une certaine timidité, due à sa myopie. Enfin il avait la nonchalance des violents concentrés et qui retombent sur eux-mêmes, quand leur effort n'aboutit pas tout de suite.

. La vie publique de Drumont, type fort représentatif de notre race, peut se décomposer ainsi.

De 1886, apparition de la France Juive, à 1892, fondation de la Libre Parole quotidienne, ascension étincelante et rapide.

De 1892 (Panama, affaire Burdeau, etc.), à 1 894 (arrestation de Dreyfus) période de succès, mais de succès stagnant. La Libre Parole se développe lentement.

De 1897 à 1904 (affaire Dreyfus et affaire Syveton) nouvelle ascension, légèrement entravée par Tentrée de Drumont à la Chambre. Point culminant : janvier 1905.

De 1904 à 1914, décadence du journal, dégringolade, puis oubli.

J'ai parlé, dans mes précédents Souvenirs, des deux premières périodes de la Libre Parole, vues du dehors. En 1900, j'ai donné mon pre-

mier article à ce journal indépendant et paternellement dirigé, et j'ai continué cette collaboration régulière jusqu'au 21 mars 1908, fondation de l'Action Française quotidienne. Pendant la même période, j'ai assuré la liaison intellectuelle et politique entre Lemaître et Drumont. Ce ne fut pas toujours commode. Lemaître considérait Drumont comme le premier historien français de notre époque, depuis Fustel (il est d'ailleurs tout à fait différent et même, sur certains points essentiels, à l'opposé de Fustel); mais Drumont l'agaçait parfois par son inaptitude à modifier ses points de vue. L'ironie de Lemaître était légère et diaprée comme un matin d'été sur la Loire. Celle de Drumont avait les couleurs sombrement mordorées d'un couchant sur la Marne, alors que la rame a l'air de remuer une pâte d'or bruni. Quand ils dînaient ensemble, Lemaître ne pouvait s'empêcher de piquer Drumont de petites fléchettes, qu'accompagnait un

rire bon enfant. Drumont, railleur derrière ses lunettes, allongeait alors la patte comme un ours. Ma femme et moi, au courant de ces oppositions de caractère, intervenions pour éviter que l'aimable joute ne s'envenimât. Car Drumont avait la colère soudaine, semblable à celle de l'éléphant qui déracine un arbre, tout à coup et pour commencer, s'il a cru saisir, derrière sa trompe, une offense.

Lemaître n'était pas superstitieux. Il était

de même peu religieux et, à certains moments, pas du tout. Drumont raillait tendrement les superstitions, dont il avait adopté quelques-unes, et sa foi, pendant sa belle période, fut ardente. Elle diminua, quand il connut la première pointe des infirmités qui lui faisaient soupirer : « Le Bon Dieu n'est pas bien pour moi, qui l'ai tant défendu dans ma vie. Non ce n'est pas bien de sa part de faire baisser ma vue, pour m'empêcher de lire. » Chose curieuse, à mesure qu'il avançait en âge, la philosophie pratique de l'existence, qui permet de supporter les embêtements et les maux, diminuait en lui. Il devenait bougon et morose. Il n'avait plus de ces bons accès de rire, qui mettaient en mouvement naguère sa barbe et ses cheveux rejoints, tandis qu'il se frottait les mains avec allégresse. Il y avait en lui comme la déception d'une grande

entreprise non menée à terme.

C'est Clemenceau, alors directeur de V Aurore, qui eut l'idée d'une protestation de prétendus « intellectuels » contre la prétendue illégalité du jugement condamnant Dreyfus. Politiquement et moralement, la tactique était habile, car elle consistait à décerner un brevet de haute culture au premier imbécile venu, qui voudrait insulter les chefs militaires. Les signataires ne manquèrent point. La Patrie Française fut précisément une réaction de la véritable intelligence française contre cette intrusion (au nom

des Droits de l'Homme) de l'incompétence dans la compétence. En effet, l'art militaire n'est pas un vain mot, et nous le savons bien depuis 1914 alors qu'en 1897 on le niait. La Défense Nationale, ses secrets, ses nécessités parfois dures, tout cela n'est pas chimérique, tout cela tient aux entrailles mêmes de la nation, et la destruction de tout cela met la nation en péril, aggrave, dans de terribles proportions, le risque des hécatombes guerrières. Des hommes, qui ont passé leur vie dans l'étude de ces questions compliquées, sont naturellement plus aptes à les trancher, à porter jugement sur elles, que des ignorants, des passants dans la rue, ou des étrangers. Telle était la position des adhérents de la Patrie Française vis-à-vis des « intellectuels » de Clemenceau. Des centaines d'articles furent écrits, de part et d'autre, sur ce thème, où le bon sens et la logique appartenaient évidemment

aux Lemaître, aux Drumont, aux Coppée, aux Rochefort. Clemenceau trouva un auxiliaire précieux dans Urbain Gohier, dont /e style était bref et plus profond que celui de Clemenceau, surchargé de génitifs en cascade. Je me suis demandé à quoi correspondait, chez Clemenceau, cet amour des génitifs abstraits, tels que « une vision de connaissance et de sagesse de conceptions » ou encore « une paix civique de douceur et de juste aperçu des circonstances », qui jette, sur ses écrits d'alors, une sorte de brume.

Les listes d'intellectuels que publiait l'Aurore, furent rapidement encombrées d'une multitude de juifs, — naturellement — de métèques, de Suisses, de Scandinaves absolument inconnus et qui faisaient irruption dans cette affaire, exclusivement française et nationale, avec une impudeur inouïe. C'est là qu'on s'aperçut, avec stupeur, du nombre des étrangers installés chez nous et postés, comme par hasard, dans des points que j'appellerai stratégiques, socialement, politiquement, financièrement. Il était à remarquer que n'importe quel thème, proféré par un dreyfusard obscur, mais agissant, était aussitôt repris, à grand orchestre, par tous les copains, alors que la même cohésion n'existait pas chez les nationalistes. Les partisans de Dreyfus étaient constitués en secte, d'une étroite

observance, obéissant à une discipline stricte. Les ligueurs de la Patrie Française avaient la supériorité numérique et disposaient, au début, de l'ambiance. Ils se reposèrent trop là-dessus. Ils n'accordèrent pas assez leurs instruments, je veux dire leurs journaux. Que de fois n'est-il pas arrivé, au cours de ces innombrables épisodes d'une lutte de neuf ans (1897-1906) que l'Echo de Paris, organe quasi officiel de la Patrie Française, par la collaboration de Lemaître, fut en contradiction, sur un point capital, avec 7 a Libre Parole de Drumont, le Gaulois de Meyer, le Soleil (aux multiples avatars), l'inexpugnable

Gazette de France, où s'exprimait Maurras, l'Intransigeant de Rochefort, la Patrie, etc.. D'un côté, — le mauvais, — cohésion et unité de plan, avec des chefs politiques rompus à la politique d'assemblée, un Clemenceau, un Waldeck, un Ranc. De l'autre, — le bon, — dispersion des efforts et magnifique mépris de la préparation, comme de l'exploitation du succès.

Exemple : Alphonse Bertillon, fondateur et directeur du service anthropométrique, homme de génie, s'il en fut, de conscience droite et de caractère inébranlable, avait conclu, des premiers, à la culpabilité de Dreyfus, par la comparaison de son écriture avec celle du fameux Bordereau, tombé aux mains de notre service de Renseignements. Il avait eu recours, pour ses recherches, à un procédé remarquablement ingénieux, tourné en dérision par les dreyfusards,

mais sur lequel aucune critique sérieuse ne parvint jamais à mordre, en dépit des ruses et de la mauvaise foi des magistrats associés aux politiciens. Deux officiers du plus rare mérite, que je connais bien, composèrent, à ce sujet, un rigoureux travail, dit « brochure verte », qui exposait la méthode de Bertillon, d'une façon claire et irréfutable. Il fut décidé — c'est des deux collaborateurs que je tiens ce récit — qu'ils feraient une petite conférence aux chefs de la Patrie Française, afin de les mettre à même de réfuter des mensonges trop flagrants, ou des

erreurs trop grossières. Cette conférence eut lieu chez Lemaître, rue d'Artois, en présence de Coppée, Rochefort, Drumont, quelques autres. Au bout de dix minutes, Drumont bâillait et s'étirait, se déclarant peu apte aux démonstrations mathématiques ou géométriques. Rochefort, détaché et blagueur, déclarait « oui, oui, c'est fort curieux, ce Dreyfus est une affreuse canaille » et se levait à chaque instant pour aller regarder les livres et les tableaux. Lemaître avait pris une mine, douloureuse et appliquée, d'écolier qui a mal aux dents. Coppée grommelait, en souriant : « Le public n'y entendra goutte. » Bref Dutrait-Crozon — car c'était lui en deux personnes — comprit qu'il n'y avait rien à faire et conclut rapidement à la vive satisfaction des

auditeurs. Lemaître me disait ensuite : « Nous lui avons sans doute paru bien légers. C'est que l'heure du dîner approchait, et, ma foi, j'avais des tiraillements d'estomac. » Dutrait-Crozon rirent d'ailleurs aux larmes, quand je leur rapportai ce propos.

Il y a, dans toute action politique concertée, trois terrains : celui de la presse, celui de l'opinion, et enfin le terrain électoral et parlementaire. Ces trois terrains, en dépit d'un préjugé courant, ne se confondent pas. Il est admis que la presse fait l'opinion. Entendons-nous : elle est capable à certaines conditions, de la faire. Mais, le plus souvent, c'est le contraire qui est exact et la

presse reflète l'opinion. Les conditions nécessaires et suffisantes, si l'on veut agir sur le gros public, consistent, pour un journal, à posséder une doctrine ferme et stable, une ligne de conduite solide, et à fournir des preuves de clairvoyance. A ce prix, au bout d'un certain temps, ses lecteurs ont confiance en lui, adoptent ses arguments et façons de voir, s'efforcent de les faire triompher dans leur entourage. C'est la puissance de la propagande. Drumont, dans la Libre Parole, avait une doctrine nationale et admirée, qu'il illustrait d'exemples quotidiens. Rochefort bataillait au jour le jour, au nom d'un bon sens joyeux, mais privé d'appuis rationnels. Lemaître, avec des hésitations cherchait sa voie dans la direction de la monarchie. Les feuilles à grand tirage, d'abord antidreyfusardes (tel le

Petit Journal), remarquèrent bien vite que cette participation aux querelles civiles leur nuisait et restreignait, au lieu de l'étendre, leur champ d'action. Elles tombèrent à une neutralité, qui tourna au dreyfusisme et à l'anticléricalisme, lorsque Waldeck, puis Combes furent au pouvoir. Tel fut, par exemple, le cas du Matin, habilement gouverné par M. Maurice Bunau-Varilla, mais, en général, dans un sens officieux, vu la nécessité d'avoir de première main, et avant tout le monde, les informations politiques. Bien plus que la subvention, directe ou indirecte, le fil spécial avec la présidence du Conseil attache au

pouvoir les organes très répandus. M. Bunau-Varilla n'a pas besoin d'argent; mais son influence a besoin, pour se maintenir, de l'appui des autorités.

L'opinion est changeante. Elle est comparable aux flots de la mer. On peut la capter. Il est difficile de la garder. La popularité, en France, naît et grandit vite et disparaît de même. C'est pourquoi l'article quotidien est indispensable à quiconque prétend agir sur l'opinion.

Le terrain électoral et parlemantaire est à part. Il a ses spécialistes, ses techniciens. L'élection ressemble au labour. Le parlement res-

semble au club. La Patrie Française ne sema pas assez profondément et prétendit récolter trop tôt. Autrement, ayant, comme au début, le vent dans ses voiles, elle eût soulevé le pays.

Le sacrifice de Coppée, considéré comme clérical et, par suite, compromettant, fut une lourde faute. Personnellement, j'en aurais pleuré. Coppée lui-même en fut plus affecté que je l'aurais cru. Il était tellement bon, noble, généreux qu'il prêtait aux autres sa bonté, sa noblesse, sa générosité. Il ne pouvait comprendre comment, acclamé dans toutes les réunions extraélectorales, il pouvait être un gêneur dans les réunions électorales, et un empêcheur de voter en rond. Il nous exprima maintes fois sa surprise là-dessus et son écœurement. Or cette opération si douloureuse si inconvenante, n'aurait eu comme

excuse — si elle en avait eu — que le succès des grands efforts du printemps de 1902. Cet effort avorta et les politiciens dreyfusards entrèrent en majorité à la Chambre. Je suis persuadé qu'en éliminant Coppée, on avait lâché la proie — — c'est-à-dire l'opinion — pour l'ombre, c'est-à-

dire pour quelques sièges... et encore! Rien ne prouve qu'aux branlantes urnes, le résultat n'eût pas été meilleur, si l'on n'avait écœuré l'extrême droite et les catholiques par l'abandon de l'auteur du Passant. Président d'honneur de la Patrie Française, Coppée n'avait pas d'emploi immédiat; mais il était un centre puissant d'attraction, de confiance et, pour les meilleurs, de fascination. Je demeure encore surpris que Syveton et Dausset, cependant perspicaces, ne s'en soient pas mieux rendu compte. L'ardeur d'une élite est indispensable à qui veut arracher le nombre à l'argent et à la corruption.

CHAPITRE VI

Deux héros : Le général Mercier et le commandant Cuignet. — un acte royal : le discours du duc d'orléans a San Remo, le 22 février 1899. — Comment et pourquoi les puissances d' argent finirent néanmoins par l'emporter sur le sentiment national. — une victoire a la Pyrrhus. — Une visite au souverain en exil en 1904. — La France, de 1899 a 1908. — Robert Vallier. — Le petit père Soury. — L'antimaçonnisme. — La bonne blouse. — la chambre waldeckienne et combiste

et le pays.

Deux figures de héros du patriotisme se détachent nettement sur le fond, sombrement grisâtre, de l'Affaire Dreyfus; celle du général Mercier, celle du commandant Cuignet. J'ai eu l'honneur d'approcher l'un et l'autre et je voudrais vous les montrer au naturel, qui est un des charmes de leur grandeur.

Le général Mercier est de haute taille et se tient droit, en dépit de l'âge. Son accueil est d'une exquise urbanité, sous laquelle un caractère exceptionnellement ferme et concentré apparaît. Ses officiers l'appelaient « le chef », sans plus. Le regard est direct, perspicace, bienveillant dans un visage inoubliable, où un nez fort et courbe

surmonte une moustache fournie, et un menton têtu. La forme de la tête est ronde, les os apparaissent aux pommettes. La voix, nette et pleine, a des inflexions appuyées, que séparent de petits silences, étuis, chacun, d'une réflexion. Le geste est sobre, mais ponctue les phrases dans la même cadence que cet accent, parfois parcheminé et comme enchifrené. Je n'ai pas connu d'esprit plus clair, meilleur diviseur de difficultés, aussi méthodiquement cartésien, et qui suive son chemin avec plus de certitude, sans se laisser distraire par aucun détail, ni aucune objection. Le général décrit, comme il expose, comme il discute, à la façon d'un grand dessinateur, qui ne

laisse dans l'ombre rien d'essentiel. Il écoute attentivement les objections, ou les remarques de son interlocuteur et y répond point par point, de sa manière unie et nuancée.

Le voici chez lui, rue de Cerisoles, recevant ses invités et ceux de l'accueillante et charmante M me Mercier, dont un beau portrait orne le salon. Pour chacun et chacune, il a un mot aimable, une petite attention, un sourire. Il remarque tout. A sa table il craint toujours que les verres ne soient pas remplis, qu'on ait oublié quelqu'un au second service, qu'un convive demeure à l'écart de la causerie. Il n'use que rarement d'un exceptionnel ton d'ironie, que manifeste le coin de sa bouche, affectueuse mais avertie, et marquée du pli de l'expérience. Il

rit de bon cœur, sans éclats, avec retour rapide au sérieux. Il n'est pas distrait ni distant. Cet homme tant haï, et pour de si bas motifs, attire naturellement l'affection.

— Mon général, vous avez connu cet original, puissant et singulier, que l'on appelait Jules Soury?

— Certainement. J'ai connu M. Soury. Il vint me faire l'honneur de sa visite, quelques jours après le procès de Rennes. Il était tard. La servante était sortie, j'allai moi-même ouvrir la porte. J'aperçus un petit homme glabre, qui tenait dans ses bras deux énormes volumes. C'étaient ses travaux sur le cerveau humain. Il me les remit avec un compliment bien tourné,

mais ne consentit pas à s'asseoir, et nous demeurâmes ainsi, debout dans l'antichambre, assez embarrassés l'un de l'autre, pendant un bon moment.

— Avez-vous lu ces gros livres, mon général?
, — J'y ai jeté les yeux, afin de remercier l'auteur. Le technicité m'en a, je l'avoue, un peu rebuté. Je suis reconnaissant à la mémoire de M. Soury de ce qu'il a bien voulu écrire de moi.

Pour quiconque a connu cette petite souris étonnante de Soury, mélange d'hérédismes, d'érudition et de génialité, un pareil portrait est délicieusement exact. Il n'est aucun de ceux qu'a approchés le général, au cours de ces dramatiques années de l'Affaire, où il tint le premier

rôle sans faiblir, qu'il n'ait scruté, pesé, observé et qu'il ne soit prêt à peindre méticuleusement. La vision précise du savant rejoint, en lui, celle de l'artiste. Il a l'attitude intellectuelle, modeste et déterminée, des grands consciencieux, subordonnés au devoir.

Quelques jours après la première bataille de la Marne — en octobre 1914 — ma femme et moi rencontrions le général Mercier dans la gare encombrée de Saint-Pierre-des-Corps. Il venait de Nantes et, pendant un arrêt du train, était allé chercher au buffet deux petits gâteaux pour M me Mercier. Il les tenait soigneusement d'une main, en nous expliquant l'importance et

l'étendue de ce grand événement militaire, avec ce souci de l'exactitude qui émerveilla, au procès de Rennes, tous les assistants. J'ai connu, dans ma jeunesse, un style analogue à celui du général Mercier : celui du professeur Potain. Quand l'un ou l'autre vous a expliqué, vous avait expliqué quelque chose, c'est inoubliable et définitif. Un raisonnement ami de la mémoire est un raisonnement bien fait.

Et quel observateur pénétrant!

Vers la fin d'avril 1918, dans un des plus mauvais moments de la guerre européenne, alors que le général allemand Ludendorff creusait, dans notre front, ses fameuses poches, alors que la grosse Bertha tonnait sur Paris et que pleuvaient les torpilles des gothas, je vis entrer, dans

mon cabinet de l'Action Française, notre grand ami le général Mercier, accompagné de son petit chien. C'est toujours pour moi une joie de voir et d'entendre cet homme admirable, auquel nous devons le canon de 75 et qui a ainsi contribué à sauver la patrie. Il était, à son ordinaire, impavide et calme devant cette nouvelle ruée ennemie. Il s'assit dans un fauteuil, cala, en le caressant, son petit chien et me dit : « Je pense que vous remarquez tous ici les fautes qu'est en train de commettre le commandement allemand.

— Mon général, nous ne sommes pas assez savants; mais je suis charmé de connaître votre

opinion sur l'offensive Ludendorff. Alors vous pensez qu'elle échouera?

— C'est certain. — Le général mit la main en avant, comme lorsqu'il pose un fait incontestable. — La façon dont s'arrête, au bout de quelques jours, l'attaque allemande, décèle un épuisement rapide. Ce n'est pas de l'élan vrai. C'est du désespoir. Qu'en pense le gouvernement?

— Mon général, il n'a pas l'air aussi rassuré que vous. On vient de me faire savoir discrètement que force sera peut-être aux journaux — si le bombardement ennemi augmente d'intensité — d'aller se faire imprimer en province. C'est mauvais signe. D'autre part, Clemenceau a déclaré l'autre jour à plusieurs députés, qui me l'ont répété : « Au besoin, nous les laisserons

détruire Paris. Il y a bien eu jadis un roi de Bourges. » Avouez que ce n'est pas, comme perspective, fort régalant.

Boum... Baoumm... Boum, rugit Bertha, à ce moment de notre conversation. Le petit chien se mit à japper.

— Il appartient à un chef de gouvernement de prévoir le pire, c'est plus prudent — continua le général en souriant, car la rancune n'habite point son âme. — Néanmoins, je ne partage pas ce sombre avis. On peut compter sur le géné-

ral Foch pour avoir fait le nécessaire et ne rien laisser au hasard.

— Quelle est selon vous, la nécessité v qui contraint l'ennemi à brusquer ainsi les choses, à sacrifier et user ses meilleurs effectifs?

— Une nécessité intérieure. Nous ne connaissons pas l'état réel de l'opinion allemande, derrière la façade des journaux et des déclarations officielles. L'effondrement de la Russie avait momentanément calmé les inquiétudes germaniques devant le cours de la guerre, si contraire à leurs espérances. La résistance récente à la ruée, dont le succès immédiat était escompté, a tout remis en cause. Croyez bien que les dirigeants allemands savent ce que représente l'entrée en ligne de l'Amérique. Or, la tentative forcenée de Ludendorff et de Hindenburg a obtenu ce résultat d'intensifier la coopération américaine, dans des proportions considé-

rables, en unifiant le commandement des Alliés...

Puis, après un silence : l'unification du commandement, tout est là. La non unification était notre seule infériorité. Maintenant, il n'y a aucune espèce de doute que nous remportions la victoire.

— Mon général, je vais faire l'avocat du diable. L'ennemi a le nombre et une puissante artillerie, dit-on.

— Nous avons le nombre. Nous l'aurons bientôt supérieur au sien. Notre artillerie est égale à la sienne, quant au matériel, et supérieure, quant aux artilleurs. Nous avons les premiers pointeurs qui soient.

— L'ennemi use de moyens nouveaux, lance-flammes, gaz asphyxiants, tanks, avec une prodigalité plus grande que la nôtre.

— Ces moyens, que nous employons aussi, peuvent produire, ici et là, un premier effet de surprise. Ils ne sauraient assurer le gain d'une bataille. Celui-ci dépend, en fin de compte, de la manœuvre. Il n'y a pas de grand manœuvrier allemand. La guerre l'aurait révélé. Les généraux allemands sont de savants calculateurs, des moteurs de masses, des rassemb leurs habiles; ils n'ont pas cette improvisation dans le combat, que possèdent chez nous un tel et un tel. Rappelez-vous la Marne, la course à la mer, l'Yser et Verdun, sans compter la défense de Nancy. J'ai une confiance absolue dans la supériorité

de la manœuvre française. C'est elle qui aura le dernier mot dans cette affaire.

— Alors, mon général, c'est l'optimisme?...

— Non pas. Le terme d'optimisme comporte une outrance, qui n'est nullement dans ma pensée. Dites plutôt la certitude. Nous l'emporte-

rons certainement.

A ce point de la conversation, fidèlement rapportée, mais sans l'accent persuasif qui lui donnait tant de fixité et de prix, je risquai la question bébête de la durée, qui sent son pékin d'une lieue. L'impatience est un vice civil et n'a rien de militaire. Mais je savais l'indulgence sereine de mon interlocuteur « Dans quel délai, mon général? »

Le grand chef réfléchit, avec un petit sourire. Il pesait les éléments du problème dont il n'ignorait aucune donnée, mais qui, comme toute chose humaine, oscillait entre des possibilités et des probabilités diverses. Finalement, il répondit avec tranquillité, comme s'il s'agissait de fixer un rendez-vous : « Comptez, à partir de maintenant, deux mois et demi à trois mois. Le vingt et un mars, la balance a fléchi légèrement de notre côté, comme répercussion militaire immédiate, et difficilement évitable, de la défection russe. Actuellement, l'équilibre est rétabli, grâce à l'unité de commandement. Celle-ci commence seulement à produire des résultats, qui seront au maximum dans... oui, c'est cela... dans deux mois et demi, trois mois je suppose. »

Cette conversation, que je recueillis, sitôt après le départ du général, fut publiée par moi — sans citer de nom — dans le numéro du lendemain de l Action française, 27 avril 1918. La collection du journal en fait foi. On sait que la victoire décisive commença deux mois et

demi après, le 17 juillet 1918. C'est un exemple remarquable — ce n'est pas le seul — de l'étonnante perspicacité du général Mercier.

Celle-ci est servie par une mémoire qui n'a jamais la plus petite lacune, ni la plus petite défaillance. Le Chef, à deux, trois, quatre ans de distance, vous rappelle un propos que vous avez tenu et vous cite la personne devant laquelle vous l'avez tenu. Sa déposition, au procès de Rennes, fut, à ce point de vue, mnémotechnique et de souveraine clarté, un inimitable modèle. En outre, et j'y insiste, cet homme scrupuleux ne se laisse jamais entraîner par une conviction fondée sur des probabilités. Il lui faut la certitude de fait. C'est ainsi que les hautes vertus morales marchent chez lui de pair avec l'intelligence. Dans quelque condition, dans quelque profession que la fortune l'eût placé, ce grand soldat eût brillé au premier rang et, par conséquent, ameuté contre lui les méchants, les envieux, les imbéciles, les hypocrites et les ennemis de son pays.

Rigide pour lui-même comme une barre d'acier, le général est indulgent pour autrui et

un bon sourire éclaire son mâle visage, quand on fait allusion devant lui à un lâcheur, à un renégat, à un mou, à une larve politique quelconque. L'absence d'ambition coïncide chez lui avec la pleine acceptation de toutes ses responsabilités. Sa nature est fière et droite, comme

il arrive chez les grands précoces, chez ceux qui ont eu, tout jeunes, un caractère mûri et développé et, par conséquent, du temps pour se replier sur eux-mêmes. M me Mercier a eu la bonté de me montrer, un jour, un portrait du général à l'âge de sept ans. C'était un enfant studieux et grave, dont le regard était le même que celui du vieillard de maintenant. Supposez d'autres circonstances politiques, un autre régime, Mercier ministre de la Guerre du Roi de France. Nous aurions eu là un nouveau Louvois, Travailleur formidable, le Chef, rue Saint-Dominique, arrivait le premier et partait le dernier, abordable, affable, mais ponctuel. Les criailleries des parlementaires ne l'ont jamais impressionné, encore qu'il manifeste rarement quelque mépris pour qui que ce soit. Je l'ai toujours entendu dire poliment, quand il parle de ces fantoches : « M. Reinach, M. Waldeck-Rousseau, M. Trarieux, M. Scheurer-Kestner. » Il ne fait jamais la première allusion au drame qui a traversé son existence. Il ne refuse jamais laTmoindre explication sur ce drame et il en parle en historien, avec un détachement complet.

Pour juger les hommes qui soulèvent contre eux d'ardentes passions politiques, il suffit souvent de prendre le contre-pied de leur légende défavorable, ou hostile. C'est ainsi qu'accusé de cruauté, d'implacabilité, d'aveuglement et de prévention systématique par les dreyfusards, le général Mercier est au contraire le plus lucide, le plus équitable et le plus humain

— dans le sens homo sum — des justiciers que j'ai rencontrés. J'appelle justicier celui qui, dans une circonstance donnée, en présence d'un crime visant le pays, fait taire en lui tout autre sentiment que celui du salut national. Au fond, cette histoire, qui a fait tant de bruit, est très simple. En arrivant au ministère de la Guerre (décembre 1893), le général fut mis au courant, par ce policier de génie qu'était le colonel Sandherr, du vaste système d'espionnage organisé déjà par les Allemands en France. Il comprit le danger et résolut d'y parer. Le système de surveillance qu'il organisa aboutit, en septembre 1914, à la saisie du Bordereau. Cette saisie ne fut donc pas un épisode accidentel. La deuxième phase de l'opération, c'est-à-dire la recherche du coupable, fut conduite elle-même avec des précautions infinies contre la possibilité d'une erreur de personne. Enfin, il est superflu d'ajouter que le général n'a jamais été jusqu'à l'Affaire, de près ni de loin, antisémite, ni préoccupé par le problème juif. Il appartenait à une génération

où ce problème n'était pas posé et je n'ai jamais entendu, dans sa bouche, un sarcasme, ni même une phrase désobligeante à l'égard du peuple dont chaque citoyen, depuis 1897, a cependant souhaité ouvertement, non seulement sa mort, mais son supplice. Doué moi-même d'une bonne dose d'impassibilité vis-à-vis des attaques et des menaces, j'ai cependant été médusé — ce terme n'est pas trop fort — par l'indifférence totale du « Chef », quant à la haine d'autrui.

Il l'a acceptée comme quelque chose de tout à fait normal et de naturel, et quand un jeune, journaliste, exalté et imbécile, au procès de Rennes, le traita d'assassin, il ne tourna même pas la tête. Il aura été « assassin », le cher général, en ce sens qu'il n'aura pas voulu permettre qu'on assassinât impunément sa patrie. C'est du point de vue d'août 1914 qu'il faut se placer pour mesurer la grandeur des services rendus par l'éditeur du canon de 75, — dont en outre la fusée est son œuvre, — en même temps justicier de l'affaire Dreyfus. Le promontoire, d'où l'on peut apprécier l'acte capital de cette existence, est situé dans le temps, vingt ans après cet acte, Mais qu'est-ce que vingt ans, aux yeux de l'Histoire?

L'Action française — et c'est son honneur — a toujours eu un véritable culte pour l'œuvre et la personne du général Mercier. Le 20 juin 1 907, à la salle Wagram, emplie à craquer d'une

foule immense et enthousiaste, Henri Vaugeois, notre si regretté président et fondateur, remit au général une médaille d'or, destinée à commémorer son héroïsme et sa clairvoyance. Malheureusement, nous n'étions pas les maîtres de rétablir à ce moment-là le deuxième bureau des Renseignements, sacrifié par Waldeck à la cause de Dreyfus et qui nous eût, sans doute, épargné la défaite initiale de Charleroi, les 23 et 24 août 1914. Les racines de la terrible guerre plongent ainsi dans l'insanité juridique, politique et

administrative qui, par le fait de la République, étouffa, chez nos gouvernants, le sens de l'intérêt national, de 1898 à 1911. Puisse, juste ciel, la sanglante leçon servir !

Elle le pourra, si le Roi revient. Sinon, elle sera perdue, comme les autres. Le suffrage universel est une poussière, où disparaissent vite la mémoire des morts et le sens des nécessités de salut public.

Le commandant Cuignet est de taille moyenne, avec une figure imberbe, creuse, expressive et tourmentée, une bouche forte et bonne, des yeux ardents, une voix fortement timbrée. Dialecticien et orateur de premier ordre, il suit sans dévier, devant les auditeurs frémissants, son raisonnement et son récit. Désespérant de le faire taire ou de réfuter ses arguments irrésistibles, appuyés sur des souvenirs personnels, le général-ministre André avait imaginé de le faire

passer pour fou et de le soumettre à un examen médical! Tentative à la fois scélérate et ridicule, qui échoua misérablement. Cuignet sut résister à la tentation de souffleter en public le hideux Tartufe, délégué par Waldeck et les loges à la Défense nationale. J'ai déjà dit que ce ministère marquait le point culminant de la honte et de

l'abaissement national. Mais il faudrait un volume pour énumérer les incroyables persécutions dont ce héros du devoir fut victime, de la part des politiciens dreyfusards, acharnés contre lui, comme contre le plus dangereux et le plus intraitable des témoins. Car c'est la caractéristique de ce héros : son obstination pour le vrai est imbrisable. Elle est de granit et aucun coup du sort, ni de l'adversaire, ne saurait en détacher une parcelle. Il faut lire ses Souvenirs de ï Affaire Dreyfus, notamment Le Dossier, Trarieux-Tornielli-Reinach, où se trouve l'étonnante visite au ministre Gallifïet, pendant le procès de Rennes, pour apprécier à sa valeur cette nature trempée dans la lutte, et dont l'arme foudroyante est une sincérité nue et rigide. Avec cela, dans le courant de l'existence, une gaieté d'enfant, un bon rire, une loyauté toujours en mouvement. En octobre 1908, nous allâmes, le capitaine Frédéric Delebecque, le commandant Cuignet et moi, donner une réunion à Nîmes, pour protester contre l'inauguration scandaleuse d'un monument à Bernard Lazare, destiné à déshonorer l'admirable

« Fontaine. » Afin de couper en deux le trajet d'Avignon à Nîmes, nous fîmes halte, pour déjeuner, au pont du Gard. Le commandant Cuignet, un saucisson à la main, nous chantait des airs militaires, que nous reprenions à la tierce, et que nous renvoyaient les arches dorées par le temps et par le soleil. Arrivés à Nîmes, à l'hôtel du Luxembourg, où nos chambres étaient retenues, le commandant s'aperçut

bientôt qu'Hennion, le fameux Hennion de la Sûreté générale, — qui plus tard, en août 1914, comme préfet de police, voulait livrer Paris aux Allemands et distribuait à ses agents des brassards aux couleurs de la Prusse ! — le surveillait d'une chambre voisine. Alors, Delebecque : « Laissez faire, mon commandant. Je me charge, moi, de surveiller Hennion. » La réunion, grâce à Cuignet, fut un triomphe, et le bon peuple royaliste du Languedoc — dont le sang coule dans mes veines — nous accompagna en foule à l'hôtel, par les rues gardées militairement. Je dus même prononcer un discours au balcon, qu'écoutèrent les policiers navrés, cependant que Célestin Hennion, fuyant son surveillant Delebecque, s'était réfugié dans les cabinets, qu'il détint ainsi pendant une bonne heure! Quelques semaines plus tard, une main inconnue, que guidait le sens patriotique, cassa à coups de marteau le nez de Bernard Lazare. Depuis lors, la statue impie et burlesque est

connue à Nîmes sous le nom du « desnaza ».

Donc, au cours de l'Affaire, le commandant

Cuignet, armé de sa seule et invincible droiture, déjoua les pièges les plus compliqués. Il dit tout ce qu'il voulut dire, mais il ne dit jamais un mot de ce qu'on aurait voulu lui faire dire. Il brava les arrêts de rigueur, les menaces, les morticoles, le général André, le peuple juif, la haute finance, le président Combes, la Cour de Cassation; et chacune des tentatives dirigées contre lui se retourna finalement en sa faveur. Quand la guerre éclata, cet officier hors ligne combattit comme un lion au premier rang, fut fait prisonnier et, à peine interné dans un camp boche, rendit la vie dure à ses geôliers, servit de trait d'union entre ses camarades de captivité, passa en conseil de guerre pour propagande de journaux et de livres français, fut condamné. Il faut l'entendre raconter comment l'officier allemand, qui lui notifiait ce jugement, lui demanda ensuite où il était né, afin de communiquer ledit arrêt au maire de sa commune. « Pourquoi cela? demanda Cuignet — Afin, mossié lé commandant, que votre contamnation téshonorante soit bortée zur fotre cazier chudiciaire. »

Le commandant n'en revenait pas : « Et vous vous imaginez que mes compatriotes français considéreront comme « téshonorant » le fait d'avoir fait ici, malgré vous, de la propagande pour le succès de nos armes!

— Parfeïtement, mossié, che me l'imachine.

— Eh bien vous avez une fameuse santé »,

conclut le brave des braves, en éclatant de rire.

Mais je ne puis rendre l'accent, le geste, le feu du regard. Narrateur de premier ordre, le commandant, avec le récit de ses persécutions pendant l'Affaire, a transporté, ravi, des auditoires de huit et dix mille Français. Il a le trait juste et railleur, qui va frapper la fibre populaire. La sympathie émanant de lui est irrésistible. Il est ainsi le répertoire vivant des tours de bâton accomplis par les gouvernements républicains, du procès de Rennes à la deuxième révision, pour blanchir, ou comme nous disons laver Dreyfus. Contrairement à ce que j'ai pu constater chez beaucoup de ses camarades, même éminents, les politiciens, ministres, députés ou sénateurs, ne l'impressionnent pas, mais là pas du tout, et il a trouvé pour eux le qualificatif qui convient : « Ce sont, déclare-t-il, des salopiots. » Le malheur est que le régime démocratique n'est, au moyen du suffrage universel, qu'une vaste machine à fabriquer des salopiots et que, ce salopiot à peine usé et démonétisé, un autre lui succède, qui fera demain, à peine dessalé, la même chose que lui.

Cependant, qu'en cette année qui devait être celle du procès de Rennes, l'unité morale de la France subissait un terrible assaut, une voix vibrante retentit soudain, avec une autorité sin-

gulière, indiquant, avec hardiesse et précision, les racines du mal. Cette voix venait de San

Remo (22 février 1899). Elle était celle du souverain en exil, de Mgr le duc d'Orléans. Je ne me suis rendu compte que beaucoup plus tard, une fois enrôlé dans l'Action Française, de l'immense retentissement qu'elle avait eu en moi, comme on retrouve au fond de sa mémoire les origines lointaines d'une forte émotion. En fait, c'est cette allocution qui m'a fait royaliste, ou plutôt qui a réveillé en moi la fibre royaliste, venue de mes ascendants méridionaux. C'est elle qui m'a permis de retrouver la vérité politique dans les conversations enflammées de Vaugeois, et dans les lumineux écrits de Maurras..., cette vérité politique noyée dans les insanités des rêveurs et utopistes démocrates et dans la salive des rhéteurs, cette vérité politique qui, si elle se fût imposée à la France en 1900, nous aurait épargné bien des hontes et des humiliations, et sans doute le carnage de 1914-1918. La première fois que j'ai eu l'honneur et la joie d'être présenté par Paul Bézine à Mgr le duc d'Orléans (à Londres, en novembre 1904) je fis allusion à cette révélation. Le Prince me dit en riant : « Ah! oui, San Remo. On me l'a assez reproché, ce discours. Au fond, je n'y avançais rien d'excessif, ni de subversif. »

Qu'on en juge. Afin d'apprécier l'acte du duc d'Orléans, il faut se représenter les mille obs-

tacles, que peut créer l'exil, à la vue claire d'une situation et à la volonté de la définir. Quant à moi, je ne connais rien de plus beau, ni de plus

chargé de promesses, que ces paroles historiques, dont eurent la primeur les représentants royalistes des Bouches-du-Rhône, du Rhône, du Gard, de Vaucluse, du Var et de l'Hérault :

Oui, il y a une question juive, il serait puéril de le nier. Si sa manifestation est récente, son origine est déjà ancienne. Les causes en remontent au jour où la fortune immobilière fut dépassée, dans des proportions fantastiques, par la fortune mobilière. Des gouvernements sans vigilance ne s'aperçurent pas que cette révolution économique, — dont tout le monde eût dû se réjouir, puisque l'accroissement de la fortune mobilière est sans limites, — leur créait l'obligation de défendre, par des lois appropriées aux circonstances et sans acception de race, celui qui, ayant la passion de son sol, incorpore en quelque sorte sa personnalité à la terre de la patrie, contre son écrasement par la fortune anonyme et vagabonde.

Qui donc devait profiter de cet état de choses, si ce n'est ceux qui, non seulement n'aiment pas la terre, mais sont réfractaires à ses attaches? Lorsqu'on s'aperçut du chemin parcouru, des banques se fondèrent pour résister à la puissance juive. Celle-ci se croyant invincible ne voulut pas le permettre. Ce fut son tort, aussi sa maladresse. Les causes de la question juive étaient donc anciennes. Son éclatement date du jour de l'égorgement de l'Union générale. Que fit le gouvernement? Il se fit complice. Ce jour-là, la guerre était déclarée.

Qu'on ne vienne pas me parler d'intolérance, et qu'on ne prétende pas ameuter le pays en lui faisant craindre le réveil

des luttes et des persécutions religieuses. Les persécutions» je les laisse au gouvernement qui m'aura précédé. Quant à moi, je ne chercherai que l'apaisement.

Ces paroles, au bout de vingt ans, n'ont rien perdu de leur actualité. Les juifs eux-mêmes ont reconnu qu'il y avait une question juive, puisque leurs sionistes se sont flattés de la résoudre, par la reconstitution territoriale d'une Judée. Nul homme sensé ne songe à persécuter Israël, après une guerre où ses fils ont mêlé leur sang à celui de nos enfants. Mais nul israélite sensé ne niera que « l'égorgement de l'Union Générale » fut une faute grave, comme fut une autre faute grave, la campagne anticléricale et antimilitariste de l'Affaire Dreyfus. Pour empêcher le retour de pareille faute , des précautions peuvent et doivent être prises, d'un commun accord, entre les représentants les plus qualifiés du peuple juif et les dirigeants de l'Etat français. La nationalisation de cet Etat français en assurant la sécurité extérieure, détruira ainsi les germes de haine qui nuisent à la paix intérieure. L'antisémitisme en France n'a jamais été que la résultante de crises de fanatisme juif, traduites, bien entendu, en langage de Bourse.

J'ai cité ces quelques lignes historiques, parce qu'elles donnent une juste idée de la pénétration d'esprit et de l'audace raisonnable du duc d'Orléans. Dans sa conversation courante, il remonte sans peine des effets aux causes, avec

l'agilité d'un grand politique. Il possède ce don inné : la lecture des faits et des hommes; et l'exposé d'un mal social suscite aussitôt chez lui le désir de trouver le remède, mais le remède vrai, et non pas seulement verbal. Car il y a le remède d'assemblée, le remède pour effets de tribune; et il y a les remèdes du Souverain et du conseil du Souverain, qui seuls ont chance de soulager.

Le dérèglement antinational des puissances d'argent est à l'origine de l'Affaire Dreyfus. Elles alimentèrent la presse, le Parlement et faussèrent l'opinion. Bien que signalées et dénoncées, elles l'emportèrent en fin de compte. Elles l'emportent encore au moment où j'écris. Cependant leur victoire, la guerre aidant, pourrait bien être une victoire à la Pyrrhus, dans une démocratie plus inquiète et minée encore qu'elle ne l'était avant les hécatombes. La Haute Banque devrait réfléchir à ses responsabilités. Si je faisais partie de cet illustre et trop puissant consortium, je réfléchirais et il m'apparaîtrait que les conseils venus de San Remo ne sont pas plus à dédaigner en 1920 qu'ils ne l'étaient en 1899, au contraire. On m'a rapporté cet échange de propos de deux députés, l'un radical-socialiste, l'autre socialiste unifié, au moment de la seconde marche des Allemands sur Paris, en mars 1918:

Le socialiste unifié : « Diable, en cas de grand

bombardement, nous ne pèserions pas lourds, nous parlementaires, même et surtout devant nos électeurs ».

Le radical-socialiste : « Le seul dérivatif à la colère nationaliste ce seraient, je pense, l'antisémitisme, les gens de Bourse. »

L'unifié : « Vous avez raison. »

En d'autres termes, il me semble que rien n'est plus instable, ni plus dangereux que l'alliance de l'internationale des pauvres et de l'internationale financière. Elle peut être dénoncée brutalement, d'une minute à l'autre, par ses exploiteurs politiciens. On voit les troubles qui en résulteraient et la menace suspendue sur la Haute Banque. En prononçant, il y a vingt et un ans, l'allocution de San Remo, le plus sage et le plus prévoyant des prétendants en a appelé du désordre — qui menace de tout engloutir — à l'ordre sauveur.

Je disais que c'est en 1904, que je fis la connaissance du Prince, à Londres, à l'hôtel Savoy. Je savais, par Vaugeois, Maurras et Montesquiou, en présence de qui j'allais me trouver. Cependant l'impression fut plus forte que la supposition. Le duc est grand et mince, d'une élégance unique, et il vous happe avec ses yeux bleus, où se mélangent le ciel et l'eau. D'un geste affectueux et vif, il vous prend le bras, quand il veut vous convaincre. Sa voix est chaude, directe, sans apprêt, en constant accord

avec son regard. On le sent tout de suite méfiant et bon, dédaigneux des balivernes, ami de l'essentiel, y courant, reliant les éléments épars d'une causerie, se formant un jugement — révisible — sur son interlocuteur, et d'une exquise sensibilité. C'est un fait qu'il inspire le dévouement et que sa seule approche vous récompense des efforts qu'on a pu faire pour sa cause, qui est celle du pays. Il apparaît baigné de mélancolie, privé d'un sol qu'il chérit par toutes ses fibres dont chaque grain — patrimoine idéal — lui est précieux. Au bout d'une heure d'entrevue, j étais conquis à jamais et les moindres détails du déjeuner qui suivit, et où le Prince montra les facettes brillantes de son esprit de primesaut, me sont demeurés chers comme de vieux amis. Il n'est, d'ailleurs, aucun de ceux qui ont approché ce vivant entre les vivants, qui n'ait conservé de Lui une impression analogue. Jules Lemaître rebelle comme pas un à l'étiquette des cours et à l'emballement, parlait avec ravissement de ses entretiens avec le duc d'Orléans et peignait, en termes fort justes « cette force de sympathie, cette aimantation du regard et de la voix ». Il concluait : « Comme il est gentil!... Quel accueil lui feraient les Parisiens, s'il descendait à cheval l'avenue des Champs-Elysées!... Mais c'est qu'il est naturellement populaire! » Cher Lemaître, il était tout content de sa conversion à la monarchie,f avouée, carrée, totale, définitive : « J'ai

ainsi doublé mon plaisir de fréquenter cet homme séduisant... C'est que le plaisir, Léon, ça compte aussi...

— Fichtre, parrain, je vous crois ! »

Lemaître était en effet le parrain de mon second fils, de mon petit Philippe — dont le nom est tout un programme — et que nous élevons, sa maman et moi — il faut l'avouer — dans des sentiments fort peu républicains.

Quand je me reporte, par l'esprit, à cette période de la vie française, qui va de 1899 à 1905, 6, 7 et 8, je vois un pays semblable à un terrain crevassé et lézardé par un tremblement de terre. De 1880 à 1897, la société parisienne, légère et vive, remise tant bien que mal de la terrible secousse de 1870-1871, indifférente à la politique, sinon aux scandales de la politique, s'était adonnée à la littérature, aux controverses artistiques, au théâtre. Elle avait applaudi les ouvrages de Taine, la France Juive de Drumont, ignoré Fustel de Coulanges et la Réforme Intellectuelle et Morale de Renan. Elle avait à peu près oublié l'Alsace-Lorraine, complètement oublié la question du Rhin, choyé puis abandonné Boulanger et maudit Panama et les panamistes. Puis, à partir de 1 897, elle s'était divisée sur une querelle d'origine juive — en deux clans d'inégale importance, mais dont le moins nombreux tenait l'Etat. A partir de là, quelle confusion, quelles discussions, quelle mêlée, et

combien il était fatal que l'ennemi héréditaire crût le moment venu, quelques années plus tard, de conquérir ce beau pays si mal gouverné et retourné contre lui-même ! On sait que Maurras a écrit un volume sur les années précédant la guerre, sous ce titre : Quand les Français ne s ai-maient pas... C'est-à-dire quand ils se déni-graient et se déchiraient de leurs propres mains. Aujourd'hui la suite des événements apparaît bien claire. Alors qu'à vivre au jour le jour parmi eux, on perdait le fil et la trame, l'Allemagne, par son agression préméditée, a accompli ce prodige de refaire chez nous l'union perdue.

J'ai connu, chez M me de Loynes, un garçon fort curieux, mort aujourd'hui, qui s'appelait Robert Vallier. Très intelligent, bon observa-teur, assez nonchalant sous les dehors d'un phy-sique robuste, aimant les femmes, le vin, la bonne chère, et lisant couramment les métaphy-siciens grecs — aussi couramment que le cher Brochard, auteur de ce chef-d'œuvre, les Scepti-ques grecs — Vallier avait accepté un emploi de lecteur chez les Calmann Lévy, à la Revue de Paris, panier à papiers que dirigea Ganderax et que dirige présentement Marcel Prévost. En dépit de l'Affaire et bien qu'antidreyfusard, il avait conservé toutes ses relations et je crois même qu'il notait, chaque jour, les épisodes de cette étrange bataille sèche, conduite par des politiciens falots, au-dessus de laquelle montait

le nuage de feu et de sang. J'ai conservé le souvenir distinct d'une sorte de prophétie, qu'il me fit un soir au billard, parce que je l'écoutais volontiers et lui accordais cette importance intellectuelle, que les autres lui mesuraient trop parcimonieusement à son gré : « Mon cher ami, ne nous y trompons pas, cette secousse sismique, qu'est l'Affaire Dreyfus, nous annonce toute une série de guerres et de convulsions politiques et sociales. C'est une partie d'un plan, c'est un prélude, c'est un lever de rideau. Ceux qui vivront assez vieux assisteront, non à une tragédie, mais, vous m'entendez bien, à une série de tragédies, se succédant selon un rythme pressé.

— Sur quel espace?

— Une cinquantaine d'années (Vallier disait cela en 1907, ce qui nous mènerait dans les environs de 1957, si le lecteur de la Revue de Paris y voyait clair), pendant lesquelles il n'y aura que de courts répits.

— Nous mourrons donc sans en voir la fin?

— Heureusement, car la fin ne sera sans doute pas fort aimable. Après une série de guerres épuisantes, j'imagine un enlisement dans une totale indifférence matérielle. Les meilleurs se

seront fait tuer, comme c'est la règle. Il restera de plats ambitieux et des incendiaires sournois.

— Si la République dure...

— Comptez-vous donc, vous aussi, sur un

chef militaire pour trancher le fil de la destinée? Détrompez-vous. Ce qui fait la force de la République, c'est cette succession d'équipes qui enterrent, à mesure, les responsabilités de leurs prédécesseurs; si bien qu'aucun ancien ministre, même concussionnaire ou traître, n'est jamais, chez nous, châtié ni complètement démonétisé. Il y a trente ans, car je fus un précoce, que j'observe les classes dites dirigeantes. Elles ne dirigent rien du tout, ni intellectuellement, ni moralement, ni économiquement, ni même financièrement, et Drumont fait trop d'honneur à ses barons juifs. Regardez les journaux conservateurs : ce Gaulois auquel préside Arthur Meyer un fantoche... ce Figaro, où Calmette, un gentil garçon, qui aime son pays, n'a aucune autorité morale... cet Echo de Paris, où Simond n'ose même pas prendre violemment la défense du malheureux Syveton... Regardez nos revues, ceux qui les conduisent, ceux qui les inspirent.

— Alors, la Révolution...

— Par définition même, la révolution n'est qu'un passage et je ne vois, chez nos chefs socialistes, personne de supérieur au plus plat des bourgeois. Ce Jaurès (dont notre ami Delafosse parle avec admiration et respect) c'est une outre vide, c'est un tamtam nègre, un grand homme pour fétichistes de l'Afrique centrale. Les transfuges aussi, Briand par exemple, sont écœurants et défibrés. La foule est stupide et sans courage...

Il y aura des révolutionnettes en France. Il n'y aura même pas une nouvelle révolution. La nation se découragera, s'en ira en morceaux, voilà tout.

— Pour un catholique pratiquant, mon cher Vallier, vous me paraissez bien fataliste. Que faites-vous de ces êtres providentiels, qui rebroussent le cours des événements et rétablissent les situations mal aventurées? Multa renascentur quœ jam cecidere. »

Mais le sombre Vallier secouait sa tête brune, ovale et solide, que prolongeait un haut et vaste front : « La Providence se lasse, à la longue. Elle se retire de ceux qui ne s'aident pas. Le nationalisme pouvait réagir. Les nationalistes se sont endormis du sommeil électoral et parlementaire. Les juifs ont cette supériorité sur nous autres, qu'ils demeurent toujours éveillés... et même vigilants. »

J'ai rapporté cette conversation pour montrer que, dès cette époque, pas mal de gens sentaient venir des événements redoutables. Selon leurs tempéraments et leurs formes d'esprit, ils pensaient qu'on pouvait, ou non, les conjurer. Personnellement, j'ai foi, une foi invincible, dans les destinées de mon pays et j'attends toujours, avec confiance, la solution heureuse. Comme dit le proverbe, on ne se refait pas. Cette perpétuelle espérance — et même certitude — soutient en moi l'homme d'action et empêche qu'il

ne soit embêté par le rêveur. Déformant prosaïquement le vers de Baudelaire, je dirais volontiers : « Je sortirai, quant à moi, sans plaisir d'un monde où l'action est parfois la sœur du rêve. » Du reste, ne dépend-il pas de nous, en grande partie, que cette fraternité du rêve et de l'action soit plus fréquente? Il faut agir selon son rêve, voilà tout.

Le petit père Soury, déjà nommé, meublé de toutes les connaissances possibles, clérical athée et détestant les concierges — ce qui est le grand signe de la misanthropie — était nationaliste, parce qu'il considérait cette chère cause comme désespérée. Il murmurait, en sifflant les ss..., des pronostics horribles, son chapeau haut de forme campé sur ses genoux, le torse

droit, les jambes pudiquement repliées sous la chaise, ou le fauteuil. Il appelait, à la rescousse de son raisonnement, tranchant et bleuâtre comme le couperet de la guillotine, toutes les annales des cités mortes : Babylone, Ninive, Athènes, Byzance, Carthage... Il y avait en lui du corbeau, tel que nous le peint Edgar Poë, dans sa fameuse pièce en « jamais plus »... « never more »... que le bon Blémont traduisait

| « hiver mort ». On sait que ce brave petit père Soury n'avait jamais approché la femme, considérée par lui comme un objet de damnation.

I Je pense que c'est cette virginité encombrante, anormale, qui le poussait ainsi au noir, et je me

suis toujours demandé si une petite piqueuse de bottines ou de chapeaux n'aurait pas modifié sa fatale vision. Cet Ezéchiel en redingote, ce Jérémie de la rue Cassette (il changeait sans cesse de logement à cause des concierges toujours maudits, toujours renaissants) m'a donné souvent de rudes courbatures, et je n'oublierai jamais les regards dont il foudroyait, en entrant chez nous

— nous étions jeunes mariés, ma femme et moi

— notre petite servante interloquée.

A côté de l'antisémitisme, l'antimaçonnisme accompagné d'une crainte panique des francs-maçons, a joué un rôle dans l'Affaire Dreyfus.

Sans entrer dans ces exagérations, j'admets fort bien que le cabinet Waldeck et le cabinet Combes aient été des combinaisons maçonniques, plus formées dans les loges (ces petits cénacles moisis et fanatiques), que dans les couloirs et commissions du Parlement. Autrement ils n'auraient pas pu tenir un mois contre le sentiment général du pays. La démocratie est un système éminemment favorable aux sociétés, plus ou moins secrètes, qui jouent le rôle de pilotis dans la vase instable des intérêts particuliers déchaînés, et empêchent ainsi les éboulements. Je vais plus loin et j'estime que les loges allemandes ont inspiré les loges françaises, pour le choix de Waldeck et de Combes. Les loges allemandes ont dû faire croire à leurs congénères de chez nous que c'était là le chemin de la paix univer-

selle et définitive entre les peuples. C'est un point de vue qui demanderait de longs développements et que je signale, en passant, aux historiens et chercheurs de l'avenir.

Mais de là à admettre que la franc-maçonnerie soit une puissance surnaturelle, contre laquelle, une fois déchaînée, il n'y ait plus rien à faire qu'à attendre en tremblant ses arrêts... je prétends qu'il existe une certaine marge. J'ai connu des antimaçons professionnels, aussi poussiéreux, dans leur genre, que ceux qu'ils prétendaient combattre. A un moment donné, il fut même question de fonder, par opposition au Grand- Orient, un Grand Occident de France

destiné à lutter contre le premier. Tactique enfantine et qui n'a jamais donné et ne pouvait donner aucun résultat. Ceux qui voient partout la main des francs- maçons ressemblent à ceux qui voient partout la main des jésuites. J'ai lu les nombreux et fort intéressants travaux consacrés à l'illuminisme et aux sectes en général. Ils ne m'ont pas convaincu de l'omnipotence, ni de Forigine satanique des frères triplement ponctués. Drumont acceptait l'intervention de la maçonnerie dans les affaires humaines, à condition qu'elle eût le numéro 2, après l'influence juive, laquelle, en effet, semble prédominante dans les coutumes et préoccupations des maçons. Ce qu'on peut dire, c'est que chaque fois qu'il se produit soudainement un événement

inattendu ou inexpliqué en politique démocratique, cet événement est issu d'une résolution des loges, qui savent imposer le silence à leurs adhérents. Je ne crois pas aux arrière-loges, c'est-à-dire à un pouvoir international mystérieux, qui commanderait lui-même aux loges. Si l'on admettait cette supposition, l'histoire entière ne serait plus qu'une série de luttes entre les

projets de la maçonnerie infernale et les volontés de la Providence... ce qui semblerait légèrement sommaire, comme explication générale de l'univers.

De même, il me paraît que c'est faire la part trop belle aux francs-maçons que de les supposer capables d'anéantir leurs ennemis. Il est bien vrai — comme nous le dirons tout à l'heure — que Syveton, ennemi de la maçonnerie et révélateur des fiches de délation, est mort mystérieusement; mais j'ai porté en pleine guerre, un coup plutôt dur à la politique des loges, en dénonçant la trahison de Caillaux et de Malvy, le premier, ancien président du Conseil, le second ministre de l'Intérieur, et je n'ai pas été zigouillé dans les trois mois qui ont suivi. Comme je ne puis croire que ce fut indifférence de la part de mes adversaires maçonniques, je suis bien forcé d'admettre que ce fut incapacité de me tuer.
Ma méfiance quant à la thèse omnimaçonnique s'en est accrue. La secte donne des mots d'ordre, souvent obéis. Elle est incapable de donner

« dronos », comme il est dit dans Rabelais. A moins — car il y a toujours des exceptions — que celui qui a rudement contrecarré les loges et leurs adeptes, ne commette une grave imprudence ou une folie.

Le plus simple, si Ton a peur des juifs, ou des francs-maçons, est de ne pas faire de politique et de planter ses choux. Mais le plus sage, si

l'on fait de la politique, est de n'avoir peur ni des juifs, ni des francs-maçons, ni de personne et d'aller tranquillement son chemin. De chemin, mon ami, fais ton petit bonhomme. La vraie cuirasse, c'est la bonne foi.

L'Affaire Dreyfus, avec ses complications successives, sortant, ainsi que des diables, de tant de boîtes échelonnées a rendu fols et hypocondriaques pas mal de gens. Chez les uns, ce maboulisme a pris la forme torpide et lente d'une neurasthénie mélancolique. On vit des hommes politiques, des écrivains, des savants, portant sur eux le Bordereau et des comparaisons d'écritures de Dreyfus et d'Esterhazy, qui abordaient les passants dans les rues, pour les convaincre. Chez d'autres, cette agitation cérébrale prit la forme maçonnique ou anti-maçonnique, soit qu'ils se fussent affiliés et fumassent la fameuse pipe de lycopode, ceints du tablier à bavette, soit qu'ils enregistrassent, dans des ouvrages compacts, les horribles projets de la maçonnerie universelle. Il y en eut qui abandon-

nèrent la maçonnerie, sous l'empire de la crainte et du dégoût, et devinrent aussi embêtants, par leur propagande antimaçonne, que les prêtres défroqués, qui débinent partout le clergé et le pape. Il y en eut qui revinrent aux loges, après un tour dans les sacristies, à l'imitation de feu Léo Taxil, jetant le désarroi dans les cœurs simples. Que de bonnes dames dupées, juste ciel! Que de vieux généraux fourrés dedans!

Quel saccage de candeurs! Je ris encore quelque-fois en y songeant.

C'est de l'Affaire que date aussi, sous sa forme contemporaine, le désir, éminemment bourgeois, « d'aller au peuple », de résoudre, à l'aide de telle ou telle formule empirique, la question sociale. C'est là un généreux sentiment, mais naïf, qui risque d'être exploité par des charlatans, ou tourné en marotte par des rêveurs. Il y eut donc, par le biais de la grande querelle touchant les juifs, une sorte de recommencement des mirages et des fantaisies économico-politiques de 1848, des tentatives de Fourier, de Considérant, de Cabet. Justice, Vérité, Lumière, ces mots, dépouillés de réel, dansaient à la cime des imaginations débiles ou malades et menaient tout droit à une recrudescence d'iniquités, de mensonges et de ténèbres. Car l'antiphrase préside aux efforts déréglés, qui n'ont point pour base le divin bon sens.

Un brave garçon, un parigot, le camarade X...

à la fois subtil et simpliste, avait imaginé — pour faire pièce au syndicalisme naissant — de fonder les Travailleurs Libres de... mettons de Bougival. Ce devait être, dans son esprit, une agglomération d'ouvriers « bien pensants », de ceux qui trouvent que le patron a raison et que le salaire est très suffisant, que les « rouspéteurs » sont des « feignants » et qu'on doit être toujours content de ce qu'on a. Appuyé sur l'obligeant

Devos, Drumont et la Libre Parole, cet homme du peuple, comme on n'en fait plus, groupa effectivement un certain nombre de purotins, qui assistaient religieusement aux réunions, où des personnes de la meilleure société venaient moraliser les masses, à l'aide de petites comédies de salon, de récitations de poèmes et de morceaux de musique. Mais je ne sais pas trop à quoi travaillaient, dans la journée, les Travailleurs Libres de Bougival. Je pris la parole à une de ces réunions, à la demande du président, et je n'oublierai jamais l'expression confite, et prête à applaudir n'importe quoi, de cette assistance introuvable. C'étaient, non des ouvriers mais des mendigots, qui auraient écouté patiemment une lecture en hébreu ou en turc, uniquement attentifs à la quête de la sortie, aux bottines et aux pantalons expédiés par ballots aux adhérents et auditeurs. « Oui, monsieur le comte... hélas non, madame la duchesse... oui, mon cher maître... » On n'entendait que cela,

accompagné de malédictions contre les mauvais esprits de la Bourse du Travail qui voulaient chambarder tout, « sans savoir quoi mettre à la place ». Une abonnée de la Libre Parole s'approcha de moi, toute joyeuse : « Monsieur, Monsieur Daudet, je viens de faire une conversion. Un anarchiste, un vrai, m'a promis, après avoir entendu Joseph Ménard, qu'il allait se faire baptiser. » Devant mon mouvement de surprise, la charmante femme ajouta : « Je m'occupe de lui depuis six mois, je réponds de sa sincérité.

Il avait résisté à tout, mais il n'a pas résisté à Joseph Ménard. » Or, j'avais dormi, je l'avoue, pendant la harangue trop bien balancée de Joseph Ménard, pavot sonore.

Drumont, en dépit de son ironie naturelle croyait dur comme fer aux Travailleurs Libres de Bougival, et, devant mon scepticisme quant au résultat : « Vous avez tort, mon bon Léon ces gens-là sont des simples, comme ils disent, et très dévoués à leurs bienfaiteurs.

— Mais, patron, s'ils étaient des simples, ils ne se qualifieraient pas eux-mêmes de simples. La bonne foi du camarade X... n'est pas en cause. C'est l'efficacité du remède antirévolutionnaire, qui me semble douteuse. »

J'ai vu s'intéresser successivement aux Travailleurs Libres de Bougival, des fils de banquiers, des polémistes célèbres, des hommes politiques, des princesses, des ecclésiastiques. A un moment,

cette institution, devenue florissante, sinon effective, avait le téléphone et tout ce qu'il faut pour écrire. Il ne lui manquait que des adhérents sérieux. Je proposai à Joseph Ménard et à Devos de nous habiller, respectivement, en charpentier, en électricien, en plombier, afin

de remplacer des travailleurs tellement libres qu'ils en étaient absents. Cette innocente blague parut de mauvais goût.

Autre invention destinée à sauver la société; les syndicats jaunes de Biétry. C'est à propos de l'élection de Biétry à Brest qu'Arthur ÎVÎeyer inventa « la bonne blouse » et divisa la société française, d'après la coiffure, en trois zones : le haut de forme, le melon, et la casquette. Il donnait mandat aux jaunes de réconcilier ces trois zones. Cette distinction, absurde et maladroite, provoquait, chez Lemaître, des grincements de dents : « Quel animal, ce youpin mondain!... (s'adressant à M me de Loynes). Il faudra planter un clou au plafond, madame, et l'y pendre par les pieds. » L'idée de Biétry était d'opposer les jaunes, c'est-à-dire les bons ouvriers, aux méchants, c'est-à-dire aux rouges. Maurras ayant déclaré qu'il ne consentirait jamais à installer la guerre civile entre ouvriers français de couleurs différentes, Biétry en conçut du mécontentement. Il avait fondé un journal, le Jaune, rédigé d'ailleurs de façon intéressante et où étaient hebdomadairement dénoncés les

méfaits des syndicats rouges. Mais cette entreprise n'eut pas beaucoup plus de succès que la Ligue antimaçonnique, ou que le Grand Occident de France, pour d'autres raisons. L'entrée à la Chambre de la « bonne blouse » ne produisit pas de résultat social appréciable.

Que le waldeckisme et le combisme — pères du cailîautisme — soient en grande partie responsables des malheurs de la France, voilà ce que personne ne conteste plus aujourd'hui.

CHAPITRE VII

l'affaire syveton

Le mot est de Millerand : jamais la France n'avait subi, au cours de son histoire, de régime plus « abject » que celui de Combes, d'André et de Pelletan. A quoi Combes répondit d'ailleurs, du tac au tac : « Il est réel que j'ai expulsé les congrégations; mais je ne me suis pas enrichi de leurs dépouilles. » Allusion empoisonnée aux fructueuses plaidoiries de maître Millerand, doublure du politicien Millerand.

J'assistais à la séance de la Chambre du 28 octobre 1904, où fut dévoilée à la tribune par Guyot de Villeneuve, grand, mince et pâle, l'abominable entreprise des fiches de délation. J'apercevais, de dos, le petit Combes, horrible produit de l'anticléricalisme de sous-préfecture et de la formation idéologique Kant-Rousseau, la redingote et le cou crasseux de Pelletan, la nuque de vautour pelé du général André. La lecture de ces tables de mouchardage provoquait une indignation mêlée de stupeur. Nos accusa-

tions, à nous autres nationalistes, étaient largement dépassées par la réalité des faits. Qu'eût-ce été, si l'on avait su que la délation était, en cette circonstance, la compagne de la trahison, et que le contenu des deux registres maudits de la rue Saint-Dominique, Corinthe et Carthage, était communiqué, par les voies les plus rapides, au cabinet de l'Empereur, à Berlin! Nous vivions bien réellement alors au temps de Judas.

Je n'ai jamais goûté l'éloquence abondante, facile et colorée de Jaurès. Elle était encore plus vide que celle de Gambetta, ce qui n'est pas peu dire, ponctuée d'un geste monotone de la main droite, coupant î'air de biais, et tremblotante au bout du bras étendu. Jaurès était un esprit faux, rempli de nuées, incapable d'amendement et de perfectionnement, qui se grisait de son propre vocable et fuyait le bon sens. Cette fois-là, dans la défense du système de mouchardage pratiqué par André, le tribun socialiste fut encore au-dessous de lui-même, et son effroyable topo — effroyable de sottise — tomba à plat. Syveton me raconta le lendemain que, sous le coup de l'indignation, il avait été sur le point de sauter au nez de Jaurès, au moment où celui-ci descendait de la tribune, mais qu'il s'était contenu, en songeant que le principal coupable n'était pas, après tout, ce retentissant cymbalum. Je retins le propos comme le signe d'une profonde irritation nerveuse, chez un

homme aussi contenu et concentré que mon ancien condisciple de Louis- le* Grand. Syveton s'était rendu compte que, sans un éclat, le pays accepterait cette nouvelle infamie et humiliation venant de la République, comme il avait accepté les autres. L'accoutumance au scandale fait partie de la solidité et des assises du régime démocratique. Stat in stupro.

Guyot de Villeneuve tenait ces fiches d'un certain Jean Bidegain, secrétaire d'un nommé Vadecard, lui-même secrétaire-général du Grand Orient. Ce brave garçon, dégoûté de la besogne immonde qu'on lui faisait accomplir, s'était décidé à manger le morceau et à documenter les nationalistes. Il rendit ainsi un service éminent à son pays et je lui en suis encore — après seize années écoulées — reconnaissant. Il lui fallait un véritable courage pour faire tranquillement ce qu'il a fait. Quelle leçon donnée aux trembleurs, qui n'osent s'attaquer à la maçonnerie, dans la crainte, éminemment « conservatrice », des représailles !

Je savais, depuis quelques jours, par des allusions échappées à Lemaître, qu'une arme terrible était entre nos mains et j'avais averti Drumont, en lui recommandant le silence. Ce qui était d'ailleurs superflu, vu la discrétion extraordinaire du directeur de la Libre Parole, Ce polémiste parisien, renseigné sur tout, laissait les gens lui confier des secrets qu'il connais-

sait de longue date, sans qu'un pli de sa figure, qu'un sourire, vînt montrer qu'il était au courant. Il disait de soi volontiers : « Je suis muet comme un confesseur. » Les combistes, si fiers de leur police, reçurent le paquet avec la mine des gens abasourdis; et Combes, se penchant vers André, semblait lui demander : « Qu'est-ce que cette tuile?... » André agitait ses pattes de faucheux dans un geste qui, vu d'en haut, signifiait : « Ça n'a rien d'étonnant, vous deviez bien vous en douter. » Il était aidé, dans sa besogne, par un certain capitaine Mollin, lequel, mécontent d'un article de moi concernant son affreux métier, m'adressa ses témoins. Mes témoins demandèrent la constitution d'un jury d'honneur, sur la question de savoir si l'on doit réparation à un mouchard. Sur quoi les témoins de Mollin se retirèrent et Mollin lui-même renonça à pousser les choses plus avant.

Le 4 novembre suivant, je me trouvais encore à la Chambre, dans la tribune des journalistes, guettant la chute du ministère. La séance se traînait en vains discours et, vers les cinq heures du soir, au moment où le plafond lumineux s'allumait, je désespérai d'un incident décisif, quittai le Palais-Bourbon et me rendis chez madame de Loynes, avenue des Champs-Elysées. Il y avait là mon oncle, Ernest Daudet, Paul Olagnier, l'avocat bien connu, fort intelligent, ardent et sympathique, Henry Houssaye, Vandal

et Ernest Judet. Je n étais pas assis depuis un quart d'heure, que la sonnerie du téléphone retentissait. Un ami avertissait Lemaître — non encore arrivé — que Syveton venait de gifler le général André, au milieu d'un formidable tumulte, et qu'il était consigné au petit local. Olagnier et moi déclarâmes aussitôt que c'était admirable, parfait, qu'il n'y avait qu'à tresser une couronne à Syveton, briseur d'un cabinet infâme et libérateur du pays. Mon oncle, Houssaye et Vandal, firent quelques réserves, tirées de l'âge du général André, considération, à mon avis, secondaire. Quant à Judet, il haussa ses vastes épaules, déclara que c'était « bsurde, bsurde, touskiadpluzimplitique » — tout ce qu'il y a de plus impolitique — et que la vie, dans ces conditions, devenait impossible. Madame de Loynes, amie des initiatives audacieuses, rayonnait. Il en fut de même de Lemaître, quand il fut mis, dès son entrée, au courant. Chaque nouvel arrivant, avant même de savoir, exprimait une opinion différente, selon son humeur Ou son caractère. Si bien que ma chère femme me prit à part et me dit : « Si tu ne fais pas le tour de la presse nationaliste, dès ce soir, je sens que Syveton va être lâché par la moitié de nos amis. Ce serait un vrai malheur. »

Je répliquai : « Marthe, tu as raison, comme toujours. Attends-moi, ou plutôt dînez sans moi. Allez au théâtre sans moi. » On jouait ce soir- là

une pièce, ou une reprise, de mon cousin Maurice Donnay. Je pris un fiacre rapide — les taxis ne foisonnaient pas encore — et en route pour le Gaulois, la Libre Parole et le Soleil!

Au Gaulois, Arthur Meyer avait l'air fâché d'un vieil israélite, pour qui toute gifle, donnée ou reçue, équivaut à une menace personnelle. Teste, son tromblon hérissé à côté de lui, désapprouvait hautement un acte indigne de la majesté parlementaire et qui, selon lui, allait déchaîner de nouvelles persécutions. Mitchell riait sans se prononcer et citait des cas analogues, sous la présidence de Dupin. Mes cris d'allégresse et d'enthousiasme, mes raisons ne trouvèrent aucun écho. A la Libre Parole, Drumont, à mon grand étonnement, trouvait que Syveton était allé trop loin : « Mon bon ami, cette claque, appliquée à un veillard, n'a, après tout, rien de reluisant. Un bon argument eût mieux valu. »

— Mais patron, quel argument serait plus fort que la publication des fiches?

— A ce sujet, je vous serais obligé de faire savoir à Lemaître que la Libre Parole entend n'être pas traitée moins bien que l Echo de Paris, quant à la publication de ces fiches de délation. Le secrétaire de Simond a déjà fait des difficultés pour nous les communiquer; c'est intolérable.

Drumont était aisément soupçonneux et enclin à croire qu'on ne lui accordait pas son dû. Je

le rassurai de mon mieux, maïs ne pus obtenir de lui qu'il approuvât publiquement Syveton le lendemain matin. Néanmoins il m'autorisa à dire toute ma pensée, dans son journal, le surlendemain matin, qui était un dimandhe, jour de mon article hebdomadaire. Je me rendis compte qu'il était déjà influencé par Méry, jaloux de Syveton et tout-puissant sur l'esprit de notre commun patron. Au Soleil, on me déclara qu'on se réservait, afin d'agir de façon ou d'autre, selon que tourneraient les événements. En fin de compte, deux journalistes seulement, Maurras et celui qui écrit ceci, félicitèrent carrément ce pauvre Syveton, pour son acte héroïque. Le mot n'est pas trop fort. Quiconque connaît la Chambre, son atmosphère déprimante et avachissante, ses compromis et ses barrières morales, me comprendra.

Je revins avenue des Champs-Elysées consterné : « Ça va mal. Ils ne marcheront pas. C'est juste si Drumont n'est pas fâché... Reste Rochefort.

— Il aime bien Syveton — déclara Lemaître.
— Il fera un article convenable. » Je ne me rappelle plus d'ailleurs ce que fut cet article du vieux Sagittaire, mais il ne m'a pas laissé le souvenir d'un éloge très chaud. Les gens âgés réprouvent, en général, la violence, même justifiée, même heureuse. Rochefort ne faisait point exception à la règle. Par bonheur, il avait auprès

de lui la charmante madame Henri Rochefort, la bravoure et la générosité mêmes. Je me suis aperçu en cette circonstance, comme en bien d'autres, que les femmes mêlées à la politique, ont souvent plus de courage politique que les hommes. Elles surmontent plus aisément cette inhibition devant l'audace, que Ton appelle le respect humain.

Le surlendemain, ou, comme eût écrit Faguet, « le sur l endemain », nous rencontrions, dans la soirée, et dans la plus stricte intimité, le ménage Syveton, avenue des Champs-Elysées. Il y avait là madame de Loynes, la fidèle et diligente Pauline B... qui administrait la maison avec un tact exquis, et pour laquelle il n'était point de secret, Lemaître, Gabriel Syveton, sa femme, ma femme et moi. Madame Syveton, dont il fut tant parlé à l'époque, était une belle et plantureuse belge, un « Rubens », comme l'on dit, avec des dents magnifiques, un fort accent et peu d'usages. Elle disait « fouir » pour fuir, « profiteije avec », « savez- vous, mais »; on ne remarquait en elle aucune trace de méchanceté, ni de ce que nous appelons, entre Français, de bonnes manières. Elle était là, dans le compotier mondain, pareille à un fruit mûr et magnifique, sans ver apparent. Quelque temps auparavant, avait eu lieu, toujours chez madame de Loynes, le dîner de fiançailles de mademoiselle Marguerite de Bruyn, que madame Syveton avait eue

d'un premier mariage, et qui était la plus jolie, la plus vaporeuse et délicate jeune fille qu'il soit possible d'imaginer : un lis flexible, pur et long, trempé dans l'eau d'un regard bleu, d'une indéfinissable douceur. Le fiancé, du nom de Ménard, était quelconque, absolument quelconque, un passant inoffensif, inodore et sans goût. Ce repas avait été mélancolique, comme s'il eût plané au-dessus de lui une mystérieuse menace. Nous remarquâmes le vaste blanc, l'étendue neigeuse qui paraissait séparer Sy veton de sa belle-fille. Il ne lui adressait point la parole. Il évitait même de la regarder.

Ce soir d'après gifle fut, pour le psycholoque, du plus haut intérêt. Syveton avait compris que la plupart de ses amis, et des journaux sur lesquels il croyait pouvoir compter, le lâchaient. Il en avait conçu de l'amertume, en même temps que la résolution de fonder un journal à lui, qu'il dirigerait dictatorialement. M me Lebaudy faisait une première mise de fonds de cinq cent mille francs, renouvelable quelques mois après le départ. Ce journal serait de tendances nettement royalistes. Syveton comptait faire appel au concours de Lemaître, bien entendu, de Maurras et de moi. Le fameux procès dit « des quatre officiers », François, Maréchal, Rollin, Dautriche, venait de s'achever par un abandon triomphal — quant au nationalisme — de l'accusation; l'affaire Cuignet, l'affaire des fiches avaient

secoué violemment l'opinion; l'antidreyfusisme reprenait allure; le patriotisme relevait la tête; les catholiques, soutenus par Pie X, le plus grand pape des temps modernes, retrouvaient une ardeur qu'on avait crue perdue; bref les signes, dans le ciel et sur la terre, étaient bons. Enfin, quelles que fussent les manigances du garde des Sceaux d'alors, un certain Vallée, et de son successeur, si le cabinet tombait, un grand procès en Cour d'assises semblait inévitable, procès de régime, procès décisif, où de nombreux témoins militaires viendraient attester l'effroyable travail de décomposition, accompli dans l'armée nationale par Galliffet d'abord, simple valet de Waldeck, puis par André, agent des loges et, à travers les loges, de l'influence allemande.

Lemaître leva la main, et de sa voix d'or : « Soyez fier de lui, madame — il s'adressait à M me Syveton — la gifle qu'il a flanquée au misérable André épargnera peut-être des flots de sang.

— Mais fui, mais fui », répondit la belle personne, rassurée par notre opinion. Car il n'avait pas manqué de gens, depuis deux jours, pour lui répéter que son mari avait commis une folie et que sa carrière politique était fichue,

bien mieux, qu'il passerait en Haute-Cour.

M me de Loynes mit, sur l'épaule du héros, ses doigts longs et délicats : « Ami Syveton, vous avez la France avec vous. Ce journal vous est

indispensable. Je joindrai mes efforts à ceux de M me Lebaudy. » Je portai la santé de mon ancien condisciple, devenu mon compagnon d'armes, et j'aperçus, derrière son col raide — sur lequel se pliait sa barbe élégamment taillée — et son monocle, une émotion mal contenue. Visiblement il adorait sa femme, il l'admirait et il était surtout heureux d'être compris et loué devant elle. On parla de M me Henri Rochefort, qui était accourue le féliciter dès la première minute, des télégrammes reçus de tous les coins de France, de l'attitude réservée de Drumont, — que je défendis de mon mieux, — de l'enthousiasme de Coppée.

— Je l'avais invité — dit M me de Loynes — mais il a pris froid et garde la chambre. Vous irez le voir demain matin, monsieur Lemaître, et vous aussi, Marthe et Léon. Il est sensible aux petites attentions.

Je racontai ma visite au Gaulois et la désapprobation de Meyer : « Homme dangereux », grommela Syveton.

— Dangereux, mais ridicule, ajouta Lemaître.

— Allons, conclut M me de Loynes, il faut utiliser ce que nous avons. Je laverai la tête de Meyer.

— Madame, je ne retiens pas de son eau, après cette opération.

On rit. La belle madame Syveton plus fort que nous tous. Syveton nous raconta qu'au

Figaro — demeuré dreyfusard, bien qu'antifichard, ce qui était contradictoire — Calmette désapprouvait la gifle, mais l'excusait par l'infamie manifeste d'André et de ses collaborateurs.

— Ça c'est l'écho du salon Waldeck. Calmette ne jure que par Waldeck... absolument, mon cher ami, absolument.

Je raillais ainsi l'innocente habitude qu'avait l'aimable, le bienveillant Calmette, de ponctuer ses phrases de l'adverbe le plus intransigeant de notre langue. Cet arrangeur de difficultés, ce maître du relatif, ne cessait de répéter « absolument ».

Après le dîner, Syveton m'emmena dans la salle de billard, où il y avait un assez mauvais tableau, représentant, dans un désert rouge, un sphinx verdâtre et la patte en avant. Les yeux du véritable chef de la Patrie Française étincelaient : « Je crois, dit-il, que cette affaire, en se développant, peut amener la chute de la Répu-

plique. C'est le seul moyen d'éviter l'invasion allemande, en la gagnant de vitesse par la reconstitution de notre armée. Beaucoup, dans les milieux militaires, le comprennent. Vous approchez Drumont. Marcherait-il, le cas échéant, avec nous?

— Drumont est un homme de génie, un grand visionnaire. Il a aimé l'action, il ne l'aime plus. Ne comptez donc pas du tout sur lui.

— Et Marchand?

— Marchand est républicain. Un jour où nous agitions la question du régime, il m'a déclaré, en propres termes, que, si je tentais jamais quelque chose contre la République, il m'arrêterait et me coffrerait de ses propres mains.

Cette idée parut amuser Syveton. Il murmura entre ses dents : « Heureusement que tous ne pensent pas comme lui. » Puis, avec une certaine solennité, et d'un ton grave qui constrastait avec l'enjouement des phrases précédentes : « Il est difficile de parler à fond ici. Les domestiques vont et viennent. C'est la même chose chez vous et chez moi. J'ai cependant besoin d'avoir une conversation très sérieuse avec vous. Convenons d'un rendez-vous, dans Paris.

— Parfait, où cela?

— 1 Chez un médecin, un ami sûr, Duchas-

telet par exemple. Nous irons chacun de notre côté, à son jour de consultation, après l'avoir prévenu de notre visite. Il nous cédera son cabinet et ira faire un tour. C'est un très bon truc. Nous sommes dimanche; voulez- vousf de lundi en huit?

— Entendu.

J'étais intrigué et alléché. Je devinais que Syveton préparait quelque chose d'important, en dehors de Lemaître et Coppée, et même de Dausset, que la gifle à André était un prélude, et qu'il désirait m'associer à ce quelque chose. J'avais confiance en son jugement et je me

réservais, le cas échéant, d'aller consulter Maurras, que je considérais, dès cette époque, comme le guide majeur de notre génération, aussi intrépide et hardi, que prévoyant et sage. Car il ne fallait pas jouer la chance du salut du pays sur un coup de dé.

Une quinzaine passa. Un beau matin — j'habitais alors rue Saint-Simon — je vis arriver Syveton, l'air sombre; il s'assit en face de moi, derrière ma table de travail, dans un grand fa~ teuil d'osier, où j'avais l'habitude de faire une sieste. Je lui demandai : « Et ce procès? »

— Ça marche. Il y a eu du tirage, car le gouvernement espérait, bien entendu, correctionnaliser l'affaire. Mais j'ai eu raison du juge

d'instruction. Quant à André, il a été, comme vous pensez, au-dessous de tout. Vous avez vu que ma paire de claques lui avait fait l'effet d'une double détonation et qu'il avait songé : « On nous canarde de la tribune des journalistes... » Pour un ministre de la Guerre, c'est roide.

Il rit de son gros rire et reprit : « Vous devez vous demander ce que devient notre affaire et le rendez-vous chez Duchastelet. Eh bien voilà : sans attacher aux menaces et avertissements anonymes plus d'importance qu'il ne convient, je dois vous avouer que la précision des renseignements qui me parviennent, de tous côtés, me laisse rêveur...

— Un attentat?... Contre vous?...

— Contre moi ou contre les miens. Je ne sais. La Patrie Française, comme toute ligue d'opposition qui se respecte, entretient une demi-douzaine de policiers. Ils m'assurent qu'il se trame quelque chose, en ce moment, à l'Intérieur. Bref, remettons encore notre rencontre voulez-vous?

Pendant qu'il me tenait ce langage, je lui trouvais la ligure altérée et je me demandais s'il ne fabriquait pas, à la suite de tant d'émotions, un peu de neurasthénie. Je me permis de lui conseiller, comme remède aux menaces et avertissements, l'offensive, la divine offen-

sive, qui libère l'esprit de ses tourments et dissocie l'adversaire ou l'ennemi, au centre de sa préparation hostile, ou de sa conjuration. Mon proverbe favori est : « Celui-là t'en veut : saute dessus. »

A ma grande surprise, cet homme orgueilleux, qui me considérait comme une mazette en politique, bien intentionnée certes, mais de second plan, m 'écouta avec beaucoup d'attention et aussi d'affection. Il ne s'étendit pas davantage sur les périls entrevus par lui. Il convint que je n'avais pas tort et que la contre-attaque était la véritable formule du succès sur tous les terrains. Il me parla comme un vieil ami, avec une entière liberté. Il me confia . que la maman Lebaudy lui avait remis, l'avant-

veille, sur le quai de Passy, dans la nuit noire, cinq cent mille francs en billets de banque, destinés à la fondation du fameux journal, que M me de Loynes lui en promettait cent mille autres. Depuis la gifle à André, la popularité montait vers lui « comme un vent propice vous pousse à bicyclette, pendant la grimpée d'une côte rude ». Bref, après une demi-heure de causerie, il revint sur sa décision première et nous prîmes rendez-vous pour le surlendemain.

Mais, le lendemain, je reçus un petit bleu conçu à peu près ainsi : « Inutile de vous déranger, mon cher ami. Je crois devoir remettre, dans notre intérêt à tous deux, une fois de plus,

notre rendez- vous. Excusez-moi, etc.. » Sans doute, ses craintes l'avaient-elles repris. Je montrai le billet à ma femme et lui dis : « Un de plus qui prend la maçonnerie au tragique! Il y a un mois, notre ami un tel venait nous réveiller, à une heure du matin, pour nous avertir que les loges se préparaient à lui faire un mauvais parti. Ce brave Syveton déménagerait-il? Ce serait dommage. » Ma femme me fit remarquer une légère altération de l'écriture, normalement droite et ferme, de Syveton, et nous nous demandâmes s'il avait, dans sa compagne, un soutien aux heures graves, une critique lourde, ou un simple poids mort. J'opinai pour la troisième hypothèse : « Elle me fait toujours l'effet d'un Rubens, mais au milieu d'un déménagement... »

— puis, après quelque réflexion : « D'une copie de Rubens, plus exactement. »

La perspective du procès monstre, qui allait mettre en présence le gifleur et le giflé, — démissionnaire d'ailleurs, — faisait bruire comme forêt sous l'orage, toute les conservations parisiennes. Le commandant Cuignet était cité par la défense, bien entendu. Les audiences seraient formidables. On allait voir le troupeau des fichards, en face de la véritable armée. Syveton, accaparé par la préparation de son affaire, ne venait pas avenue des Champs-Elysées, et Lemaître lui-même n'avait de ses nouvelles qu'indirectement. Entre temps, André avait dû démissionner, comme il était facile de le prévoir,

sous le ridicule et la honte, et les crachats de tout un peuple. Le cabinet Combes se cramponnant, le ministre des fiches, de délation et de trahison fut remplacé par un agent de change, sans goût ni sauce, du nom de Berteaux, qui devait mourir accidentellement, quelques années plus tard, décapité par un aéroplane. On vendait, dans les rues, des jouets de carton, représentant une casserole d'où sortait, hydre monstrueuse, la triple tête de Combes, d'André et de Pelletan, représentant André sous ses gifles, représentant Syveton en paladin, terrassant le drapeau du mouchardage. Les passants faisaient du chahut devant le Grand Orient, rue Cadet. C'étaient, comme disent les frères trois points, la pluie

et même l'orage sur le Temple. On allait rechercher, chez les libraires de vieux exemplaires du grand et classique ouvrage : Les Sociétés secrètes et la Société, de Deschamps et Claudio Jannet, ainsi que le chef-d'œuvre de l'abbé Barruel : Mémoires pour servir à V histoire du Jacobinisme. Drumont, grand clerc en la matière, utilisait ses fonds de tiroir concernant l'alliance judéo-maçonnique. Les vieilles dames, dévotes et prudentes, se barricadaient le soir dans leur appartement et croyaient distinguer, derrière leur armoire à glace, l'ombre de Vadecard, un carnet de notes à la main.

On racontait qu'auprès d'André se trouvait un mystérieux capitaine Humbert. Charles Humbert, intrigant et tonitruant, dont les uns pré-

tendaient qu'il était favorable aux fiches, les autres qu'il leur était hostile. C'est ce même Charles Humbert qui, pendant la grande guerre, douze ans plus tard, étant sénateur de Verdun et vice-président de la commission de l'armée, devint directeur du Journal, fut compromis et inculpé dans l'affaire Lenoir-Desouches, passa devant le conseil de guerre et fut acquitté à la minorité de faveur.

Marchand, comme tous les officiers de valeur, avait été littéralement persécuté par André, qui ne lui pardonnait pas sa gloire méritée. Je le voyais souvent à l'époque; il était indigné, comme bien Ton pense, contre les mouchards, mais

frappé comme moi des faibles sanctions que l'on prenait contre eux. Certains de ces saligauds, les plus notoires, avaient des grades importants dans la Légion d'honneur; si bien que d'autres égionnaires, académiciens pour la plupart, imaginèrent d'adresser une sorte de supplique, ou de remontrance, au grand chancelier, en lui représentant combien une pareille promiscuité leur était désagréable. Manifestation toute platonique et dont l'irréalisme enchantait Marchand. Une discussion épique s'engagea, à ce sujet, chez ma mère, après dîner, entre mon cher oncle Ernest Daudet, légionnaire et signataire de la pétition, et le héros de Fachoda. Ce dernier conclut par ces mots : « Croyez-moi, le grand chancelier mettra votre supplique-remontrance au panier, voilà tout. Une seule mesure

serait efficace : le renvoi des décorations, la démission des légionnaires en masse. » L'événement donna raison à Marchand. Cette protestation fut inefficace et tomba à l'eau.

Les « fichards » recevaient bien, de ci de là, quelques gifles, renouvelées de celles administrées par Syveton à André, mais moins qu'on n'aurait pu le penser. L'affaire Dreyfus, en somme, avait considérablement affaibli l'esprit militaire en France, surtout dans les hauts grades, et il ne fallut rien de moins que le terrible coup de tonnerre du 3 août 1914, pour le réveiller d'un seul coup. De 1900 à 1914, aucun

général patriote, quelles que fussent, devant ce qui se passait, son humiliation et sa colère, n'eut la tentation de faire un coup d'Etat. Il aurait même, à certaines heures, j'en suis persuadé, suffi d'un colonel, aimé de son régiment, pour mettre le régime dans sa poche et sans doute épargner ainsi à son pays les hécatombes, les torrents de sang dus à notre impréparation bien républicaine et au gouvernement antimilitariste et antipatriote des dreyfusiens. Ce colonel ne se trouva pas. Marchand, revenant de Fachoda, pouvait s'installer à l'Elysée au milieu de l'acclamation générale..., mais Marchand était républicain et, avec toute sa géniale imagination, dénué d'une vision politique nette. Je me suis toujours rappelé le mot de Brachet : « Ce qui fait la grandeur singulière de Bonaparte, ce n'est pas Austerlitz, c'est Brumaire.

Il faut, à un général, un courage surhumain pour braver le pouvoir civil. » Que cela est étrange !

Cependant, le procès de Syveton approchait. Il était fixé — retenez cette date — au vendredi 9 décembre 1904. Une seule audience avait été prévue pour les débats devant le jury et les plaidoiries, bien que quarante-trois témoins eussent été cités, dont trente-deux par la défense. Celle-ci était assurée par M e Henri Robert, avocat d'un magnifique talent, connu par son éloquence, son indépendance et son courage. Le

ministère public devait être occupé par le procureur Bulot, magistrat assez ténébreux, à en croire quelques-uns, en tout cas fanatiquement gouvernemental, et qui détestait les nationalistes. Car la République, qui corrompt tout, a naturellement corrompu pas mal de hauts chats-fourrés. Sous ce régime empoisonneur, les juges des juges sont plus à redouter que les simples juges de première instance ou d'appel. Je ne fais point ici de polémique. Je constate simplement un fait, sur lequel les deux cas tragiques du président Albanel au procès de M me Caillaux, en juillet 1914, et du premier président Ferdinand Monier, au cours de la guerre, projettent, après la violation constatée de l'article 445 en 1906, une éclatante lumière, une éblouissante clarté, un jet de phare à dix mille bougies. Les journaux patriotes se demandaient par quelle inconcevable sottise le procureur Bulot s'imaginait boucler une affaire de cette importance en une journée. On n'y comprenait rien.

Le mercredi 7 décembre, nous allâmes, ma femme et moi, passer la soirée avenue des Champs-Elysées. Lemaître avait vu Syveton chez lui, une minute, dans l'après-midi et l'avait trouvé en très bonne forme, tout à fait confiant dans l'issue de son procès. Il répétait en se frottant les mains : « Ça va être un fameux déballage! » J'avais sollicité et obtenu une place, M me de Loynes en avait une aussi, et nous nous

demandions comment faire entrer ma femme, qui avait grande envie d'assister aux débats. On escomptait une déposition écrasante du commandant Cuignet, qui n'a pas l'habitude de dissimuler sa pensée, et qui tenait son André, de haut en bas, par les oreilles, le col, les genoux et les pieds, comme s'il eût eu quatre paires de bras. Syveton avait fait taper à la machine sa déclaration aux jurés, dont Lemaître nous donna lecture. C'était un beau morceau, saisissant et sobre, une de ces bombes qui peuvent, si elles éclatent bien, faire sauter un régime. Nous étions frémissants, nous rendant parfaitement compte que la République avait, cette fois, devant elle, un adversaire pour de bon. Sans doute allait-il lui demeurer cette suprême ressource, la Haute Cour; mais dans quelles conditions d'indignation publique!

Le jeudi 8 novembre, veille du procès, il faisait un temps grisâtre et froid, le temps du Corbeau d'Edgar Poe : « Ah ! distinctement

je m'en souviens... C'était dans le noir décembre.» J'avais travaillé toute la matinée à mon roman de cette année-là, Le Partage de l Enfant, arraché à la réalité par cet état second de l'esprit, que les imaginatifs connaissent bien, et qui fait la joie du labeur intellectuel. Pendant le déjeuner, nous parlâmes, ma femme et moi, du procès du lendemain et de nos espérances, quant au pays. Nous voyions déjà le régime par terre et le duc d'Or-

léans descendant à cheval l'avenue des Champs-Elysées, avec cette mine royale qui est la sienne, au milieu des acclamations. Après le repas, je me remis à la besogne, puis, vers quatre heures après midi, je pliai bagage et je sortis. Tout m'est resté présent, de cette fatale journée, le goût de l'air, la brume, la terrasse des Tuileries. En arrivant au boulevard — je me rendais au Gaulois, situé 2, rue Drouot — j'aperçus Gaston Jollivet, ce confrère charmant, loyal et brave qu'est Gaston Jollivet et, de loin, sa mine contractée me frappa. Il me saisit la main : « Vous savez la nouvelle?

— Quelle nouvelle?

— Syveton est mort. On dit qu'il a été assasiné. »

Je vis tourner, comme dans un cirque, les matons de la rue Drouot. Je fis signe à une voiture, sautai dedans et me fis conduire avenue de Neuilly où habitait, près de la barrière, Syveton. En route, songeant à tout ce qui disparaissait avec ce héros civil — l'espèce la plus rare —

je pleurai, je pleurai, je pleurai et cela me soulagea. J'avais repris mon assurance, en arrivant à la maison diabolique et banale, domicile de notre malheureux ami. Il habitait, au premier étage, un appartement dont je ne remarquai rien, à cause des personnes, absurdes et tragiques qui s'y pressaient en désordre. Je dis absurdes, vu leur désarroi et leur allure de fantômes ha-

gards. Il y avait là un pauvre gars, maigre, grisonnant, marqué de petite vérole, comme épouvanté, qui était Noilhan, le secrétaire de Syveton, avocat de son métier; Charles Daniélou; un conseiller municipal, très bon type, lui aussi, du nom de Bertrou, et des figures de rébus, de charades, inconnues de moi, fort ahuries. Une sorte de déménageur débile prenait et déplaçait des objets dans le salon; c'était le commissaire de police. Comme je m'écriais : « Mais où est le corps? » il me répéta plusieurs fois : « Du calme je vous en prie, monsieur, du calme », et continua à soupeser les flambeaux et les chaises. A ce moment, parut Ménard, gendre de Syveton, décomposé, blanc comme un drap mortuaire, qui me glissa dans l'oreille : « Je vous en prie, monsieur Daudet, pas de scandale! Ce serait affreux, un scandale! » Comme il m'embêtait, avec son haleine chaude et ses mains moites, je répétai plus haut : « Où est le cadavre de la victime? » Alors un inconnu, me prenant par le bras, ainsi que dans un cauchemar — tout cela ressemblait à un rêve étrange — me conduisit dans un bureau, où le corps de Syveton

était encore étendu, ployé en deux, auprès d'un journal. Je remarquai une écorchure au front et l'expression farouche, horrifique du visage, auquel on avait omis de fermer les yeux. Je repris à haute voix: « Nous te vengerons, Syveton! » Hélas! promesse vaine, nous ne l'avons

nullement vengé et il n'est pas encore vengé au moment où j'écris, du moins sous la forme que j'imaginais alors. Ménard, de nouveau, intervint : « Oh ! pas de scandale, monsieur Daudet î » Le commissaire, ayant lâché ses flambeaux pour m'admonester, lui aussi, je lui répliquai : « Vous, foutez-moi la paix! » On n'insista pas; Bertrou fit observer qu'il fallait coucher le cadavre, maintenant que la constatation était faite. Alors une bonne de M me Syveton intervint et déclara, avec un accent belge inénarrable, qu' « il fallait mié attendré lé chuge. » Quel juge? On ne tint aucun compte de cette remarque et quelques amis présents soulevèrent la marionnette effrayante, dont les regards accusateurs demeuraient toujours comme vivants. On aurait dit qu'il allait parler. Le transfert se fit sans encombre. Dans la chambre, où l'on portait le malheureux, se trouvait assise, tout de noir vêtue, M me Syveton. Je n'avais certes contre elle aucune prévention, à ce moment- là; mais je fus frappé de ce fait qu'elle ne paraissait pas émue et que, malgré ses louables efforts pour pleurer, aucune larme ne montait à ses paupières arquées :« Quel malheur! — répétait-elle — quel malheur! » comme elle aurait dit :

« Je voudrais une tasse de thé. » Debout derrière elle, Noilhan, répétait : « Quel malheur, quel affreux malheur! » cependant que me parvenait encore le chuchotement apeuré de Mé-

nard : « Pas de scandale, oh, monsieur Daudet, pas de scandale! »

Barrés entra, avec sa mine sérieuse, méfiante et tendue, sous sa mèche noire. Nous nous serrâmes silencieusement la main. Il fit le tour de l'appartement, alla saluer l'étrange madame Syveton, puis, au moment de sortir, me dit à voix basse : « Pas de doute, n'est-ce pas? » Je m'imaginai, à son accent, que l'hypothèse du suicide lui semblait plus vraisemblable que celle du crime. Car le plus bizarre est que personne n'envisageait l'hypothèse de l'accident, tant le dispositif le rendait invraisemblable. Malgré la. remarquable perspicacité de Barrés, je continuais à croire davantage au crime, et ce qui se passa ensuite ne fit que renforcer ma conviction. C'est une impression très pénible que d'avoir devant soi tous les éléments, encore chauds et frémissants, d'un pareil drame et de

ne pouvoir en percer le mystère. Nous savions seulement que Syveton était mort entre midi et trois heures, moment plus favorable à un suicide qu'à un crime. Mais comment admettre qu'un pareil lutteur se fût tué, à la veille d'un procès qui devait le mener au Capitole! Je m'informai, auprès des personnes présentes, de l'heure et de l'endroit de l'autopsie, dont on parlait dans tous les coins. On me répondit : « Demain soir, dix heures, à la Morgue. » Les visiteurs, curieux, journalistes, commençaient

à affluer. Je me retirai et dis à mes confrères de la presse, qui m'interrogeaient : « C'est un assassinat, vraisemblablement maçonnique. Le Grand Orient s'est vengé du révélateur des fiches. » J'ai renoncé, depuis plusieurs années, et pour cause, à cette explication, mais (je raconte les choses comme elles sont) elle me paraissait, à l'époque, satisfaisante.

J'ai su, par la suite, que Vaugeois, notre cher et génial « frère loup » de 1 Action française, à la perspicacité balzacienne, et Lucien Moreau, la meilleure tête de sa génération, prince de l'esprit pondéré et de la vision suraiguë, avaient été également abasourdis de l'insensibilité de M me Syveton. Nous nous imaginions tous qu'elle adorait Syveton, comme Syveton semblait l'adorer, et que ce ménage disparate était un excellent ménage. D'où notre stupeur. Maintenant, chacun sait qu'il existe des êtres très en dedans, qui ont une extrême pudeur de leur émotion et qui

la cachent d'autant plus jalousemen tqu'elle est plus intense. Il faut avouer que M me Syveton cachait bien la sienne. Quant à l'absence de M me Ménard, belle-fille de Syveton, en cette minute terrible, chacun l'attribuait à la fragilité de ses nerfs, et nul ne s'en étonnait. Je note cela, parce qu'après coup il est facile d'inventer bien des détails atroces ou noircissants.

Parcouru d'une multitude de pensées âpres, j'allai à pied de l'avenue de Neuilly (porte Mail-

lot) à l'avenue des Champs-Elysées. M me de Loynes était absente, ainsi que Lemaître — ils étaient allés chez Syveton, — mais ma femme était venue aux nouvelles et m'attendait, dans l'état d'angoisse que l'on devine, Je lui fis part de mon étonnement quant à M me Syveton, à laquelle nous n'aurions pas supposé si peu de réaction, en face de la mort de son mari. Je lui répétai le mot de Barrés et nous entrâmes dans le labyrinthe des conjectures. Qui dit suicide dit drame familial. A cet instant, M me de Loynes survint, suivie de Lemaître, toute pâle, et son premier mot fut : « Quelle horreur, mes pauvres enfants, quelle horreur! » Elle jeta sa fourrure sur une chaise et défit son chapeau, avec ce naturel, cette grâce, cette décision, qu'elle met-tait en tout. Comme nous, elle admirait Syveton. Elle mettait son espoir en lui, pour une grande réussite patriotique. Tout cela était fauché d'un seul coup.

— C'est un crime, n'est-ce pas?... dis-je à Lemaître.

— Mais certainement, Léon. Comment, à la veille de son procès, Gabriel Syveton se serait-il suicidé, et pourquoi, pourquoi?

— Vous ne lui connaissiez pas de vice?

— Aucun. 11 aimait les femmes... comme nous tous. Il était ambitieux, ce qui est une garantie, laborieux, ce qui en est une autre. S'il avait eu quelque secret redoutable dans sa vie, il n'au-

rait pas giflé André. Il pensait bien que...

Un geste acheva la pensée. Lemaître reprit : «... et à la veille de son procès!... Non, il a été tué... Nous saurons qui l'a tué... »

Le vieux Jacques annonça : « M. Henry Houssaye, M. Arthur Meyer. » Houssaye venait d'apprendre la nouvelle. Il faisait « ah! ah! ah! » en secouant sa barbe, car il aimait beaucoup M me de Loynes et redoutait pour elle les émotions. Pour le reste, il se fichait de Syveton et de la Patrie française et ne s'intéressait qu'aux batailles de Napoléon I er . Meyer avait sa mine de circonstance, avec quelque chose de sournoisement onctueux en plus, une lettre de faire part, tachée de sirop. Il dirigeait sur Lemaître, M me .de Loynes et moi, ses yeux blancs, bordés d'un jambon triste et son air signifiait : « La Patrie

Française est fichue ». Mais la maîtresse de maison déclara, après nous avoir fait, à ma femme et à moi, un petit signe, qu'elle était lasse et se retirait dans ses appartements. Nous simulâmes un départ en commun, et revînmes quelques minutes après. Les coups de sonnette se succédaient; l'ordre était donné de répondre que « madame était trop fatiguée et ne pouvait recevoir personne. » Nous demeurions là, atterrés, envisageant toutes les hypothèses, rassemblant nos remarques, mais en revenant toujours à cette coïncidence accusatrice du procès imminent et de la mort.

Quand un homme de l'importance de Syveton comparaît devant le jury, pour avoir souffleté un ministre, aucune diversion hostile ni agressive n'est possible, de la part de l'avocat général, ni d'aucun témoin à charge, ni de quiconque. Cet homme eût-il violé et coupé en morceaux une petite fille, que ce forfait, évoqué par X ou Y, serait immédiatement écarté des débats par le résident, ou l'avocat général lui-même, comme étranger à la cause. L'hypothèse du suicide de Syveton, envisagé par lui comme la seule échappatoire possible à un scandale d'audience, se trouvait ainsi immédiatement exclue. Lemaître répéta que le malheureux garçon attendait impatiemment ce grand jour, qui devait le mettre au pinacle, car l'acquittement, vu l'état des esprits, était certain. Il allait cueillir enfin cette popularité, objet de son ambition, sur laquelle, il voulait s'appuyer, pour monter plus haut.

M me de Loynes rappela certaines plaintes proférées par lui dans les derniers temps, plaintes que Pauline B... se rappelait aussi, au sujet des somnolences qui l'envahissaient malgré lui : « Lui aurait-on versé un narcotique? Mais qui, on? M me Syveton ne le quittait pas,depuis cinq jours. Elle surveillait même sa nourriture et son sommeil.

— On a trouvé sa pipe toute bourrée près de lui, dit Lemaître; et un journal, un numéro de l'Intransigeant lui coiffait la tête. Il y avait peut-être un poison dans la pipe.

— Maïs qui aurait placé ce journal? »

Je demandai, par acquit de conscience : « N'avait-il pas d'ennuis d'argent, de ces dettes criardes, dont le paiement, exigé tout à coup, fait entrevoir, à un grand nerveux, ou à un déprimé, l'abîme de ron honneur et de sa réputation? »

M me de Loynes sourit douloureusement : « Il savait bien, le pauvre ami, que j'aurais mis à sa disposition cent, deux cent mille francs tout de suite, s'il en avait eu besoin, pour n'importe quoi. M me Lebaudy, pour le tirer d'affaire, lui aurait offert, dans le même cas, de la main à la main, sans reçu et sans gage, un million. Nous l'avons toujours connu, en matière d'argent, la délicatesse même. N'est-ce pas Monsieur Lemaître? »

Le président de la Patrie française leva les bras au ciel et les laissa retomber, avec navre-

ment. Cet esprit si délié, le premier critique de notre temps, savait le prix des hommes, et que la perte de celui-là, en pleine jeunesse, en pleine énergie, était irréparable.

— Ceci me fait penser, ajouta M me de Loynes, que la malheureuse M me Syveton va être gênée. Ils n'ont pas de fortune. Il serait bon de lui venir en aide tout de suite. Je vais m'en occuper avec petit Michel.

« Petit Michel » n'était autre que l'avocat Michel Pelletier, familier de la maison, appelé

ainsi par antiphrase, car il était grand, robuste et rieur, avec une forte voix et une admirable dentition.

Le lendemain du drame, qui était un vendredi, je reçus la visite de Paul Bourget, atterré, mais curieux des moindres détails de cette triste aventure. Ce moraliste d'envergure est, à mon avis, le premier observateur de notre temps et sa perspicacité, dont il a donné tant de preuves, rejoint des détails, en apparence insignifiants ou secondaires, donne corps aux probabilités. Il induit en même temps qu'il déduit, ce qui fait de lui en science médicale ou policière, un diagnostiqueur de premier plan. Il aime à élucider les problèmes complexes et les situations mal définies. Il connaît l'homme mieux encore que la femme, dont les soubresauts le déconcertent. Il sait comment se forme et se développe le vice,

comment il peut être repris et combattu par la vertu, ou inversement. Il a étudié les plis et replis des caractères, dans lesquels sont les sautes d'humeur et le secret des évolutions lentes. Un maître, je vous le dis, un grand maître et de la plus délicate bonté, comme ceux, fort rares, qui, comprenant presque tout, excusent presque tout... sauf la perversité féroce, ou la trahison.

— 1 Crime maçonnique, dis-je à Bourget.
— Ne disons pas « la maçonnerie », reprit-il, c'est bien lointain. Disons plutôt « la police ».

Pauvre cher Syveton! Savez-vous que j'assistais à la séance où il gifla André?

— J'y assistais aussi, mais j'étais parti avant la gifle. Quelle impression avez-vous eue d'André?

— Une bête immonde (Bourget appuya sur le mot avec force), un animal lâche et féroce. Cette double claque a fait un bruit du diable, comme un double coup de battoir de blanchisseuse, répercuté par l'eau. Ce fut une forte, belle et utile chose, dont on n'a pas semblé comprendre l'importance dans la presse nationaliste.

— Ne m'en parlez pas. J'en ai été malade, Gaulois, Libre Parole, Echo de Paris, tous nos journaux ont été écœurants.

Bourget ajusta ce monocle, qui a reçu plus

d'impressions cérébralesqu'il n'a transmis de sensations oculaires, ce monocle célèbre de l'intuition méditative : « L'acte violent surprend toujours et est presque toujours désapprouvé; que ce soit une bombe, une gifle, un coup de feu, une détermination quelconque, la hardiesse, en déplaçant quelque chose d'établi, irrite et rebute. » Nous réfléchîmes un moment en silence et il ajouta : « Si c'est, comme je le pense, la police internationale ou française — car il y a chez nous plusieurs polices rivales, vous ne l'ignorez pas — qui a fait le coup, on ne saura rien, vous m'entendez* mon cher Léon, absolument rien ».

Ce même jour, qui était un vendredi, j'arrivai à la Morgue à neuf heures du soir. Il y avait là : Louis Dausset, pour la Patrie française; le D r Socquet, médecin légiste, gros bonhomme feutré, assez quelconque; le D r Tolmer, médecin de la famille Syveton, énigmatique et accablé; le juge Bouvard, ami d'enfance de mon cher cousin Georges Daudet et qui était venu danser à la maison, du vivant de mon père. C'est un petit homme de mouvements vifs, aux yeux aigus, inoffensivement armé d'une paire de favoris, fort honnête et loyal dans le privé, certes, mais aveuglément soumis aux ordres du pouvoir établi, quel que soit d'ailleurs ce pouvoir. La macabre opération commença. Le D r Socquet plongea le couteau dans ce corps nu de Syveton, que j'avais vu plein de vie quelques heures auparavant, et qui gisait là, perdu, abandonné, comme un cheval crevé au coin d'une borne. Cela parce

qu'il avait voulu sauver son pays, parce qu'il avait agi, seul, contre un faisceau de forces adverses !

Je retenais mes larmes, à l'aide de ma rage. Dausset s'approcha de moi et me prit la main, connaissant ma confiance en son jugement :
« Du courage, mon cher ami ! De quelques mots que vient de me dire le D r Tolmer, je conjecture que nous ne savons pas tout. »

Y avait-il donc un ou plusieurs drames derrière ce drame?... Après qu'on eût prélevé les

viscères et procédé à certaines analyses immédiates du sang, le D r Socquet dit au juge Boucard qu'il y avait forte présomption d'empoisonnement par l'oxyde de carbone. C'était le permis d'inhumer. Je compris que tout le monde officiel avait grand hâte que ce corps et ce secret fussent en terre, enfouis et oubliés à jamais.

...Qu'en un profond oubli,
Cet horrible secret demeure enseveli.

CHAPITRE VIII

l'affaire syveton

(Suite et fin).

Le service mortuaire de Syveton fut célébré à l'église Saint-Pierre de Neuilly, au milieu d'une assistance considérable. Le bruit d'une tragédie possible, due à certaines circonstances scandaleuses avait commencé à se répandre dans le public, notamment dans le monde de la presse, et je voyais, pendant les chants funèbres, à l'abri du Dies irœ, les gens se rejoindre et chuchoter avec des yeux ronds. A la sortie, Coppée me prit le bras, et me demanda ce qu'il y avait de vrai dans ces rumeurs et si Lemaître était informé. Je lui répondis, quant au second point, que Lemaître avait l'air plus abattu que l'avant-veille et que, certainement, il avait appris quelque chose de nouveau. Je lui racontai les quelques mots de Dausset à l'autopsie et l'attitude gênée du D r Tolmer, qui m'avait fait l'effet d'un brave homme. Il me conseilla de pousser les

choses plus avant de ce côté-là et de chercher à obtenir des précisions. Je lui répondis que ce n'était pas chose aisée et que ce médecin, en admettant qu'il eût des lueurs ou des lumières sur le drame de l'avenue de Neuilly, était lié par le secret professionnel.

La cérémonie étant terminée, nous sortions de l'église par un temps sec. Le caveau de famille se trouvait au cimetière Montparnasse; le cortège devait traverser une grande partie de Paris, de Neuilly à l'Etoile, de l'Étoile aux quais et des quais aux Invalides, puis à la gare Montparnasse. J'ai vu jusqu'à présent trois enterrements accompagnés par une foule immense : celui d'Hugo, celui d'Alphonse Daudet, celui de Syveton. Le premier avait un caractère d'apothéose; le second de recueillement ému (à cause de la réputation d'immense charité et de bienveillance pour les petits, qui accompagnait justement mon pauvre père). Le troisième se déroula, à travers la grande ville, dans une atmosphère de douloureuse horreur. La masse avait percé le mystère. Elle était convaincue de l'assassinat. Mais, dans cet océan de corps et de visages, il y avait des îlots, se croyant déjà renseignés, et qui penchaient vers l'explication par le suicide et par la honte. Sans ces îlots, la circonstance eût été favorable à une émeute de caractère politique, vu l'agitation créée par l'affaire des fiches et la colère de tous les patriotes... je ne parle pas seulement ici des

*

nationalistes. Toutefois le chef manquait et le seul homme de la Patrie Française, qui eût pu et su tirer parti de cette effroyable aventure pour délivrer le pays du joug maçonnique et juif, du joug républicain, était précisément celui couché dans le cercueil.

A un moment donné, je me trouvais au milieu du petit groupe de 1 Action Française, vers lequel je me sentais invinciblement attiré, et qui comprenait Maurras, Vaugeois, Léon de Montesquiou et Lucien Moreau. Nous échangeâmes nos réflexions, qui n'étaient pas couleur de rose, et qui coïncidaient. Vaugeois et Moreau étaient allés présenter leurs condoléances à M me Syveton et avaient été stupéfaits, comme moi, de son apparente insensibilité. Ils n'en revenaient pas. Nous remarquions, sur tout le parcours, les mines tendues, irritées, de ce peuple laborieux et confiant, mobile et méfiant, soudain et même subit qu'est le peuple, unique en son genre, de Pantruche, ou, comme l'on dit depuis la guerre, de Paname. Il eût suffit d'une étincelle pour faire déflagrer toutes les indignations, accumulées depuis sept ans. De temps en temps des : « Vive Lemaître! Vive Coppée! Vive Rochefort! Vive Drumont ! » traversaient l'air vif et froid, comme des flèches envoyées vers le disque de l'espérance. D'autres voix, plus prudentes, reprenaient : « Chut, chut, silence », couvrant du respect dû à la mort leur crainte d'une échauffourée. Jamais

je n'ai vu tant de gardiens de la paix. Il en sortait d'entre les pavés. Il en suintait des murailles. Leur nombre augmentait à chaque coin de rue. Devant la gare Montparnasse, il y eut des « Vive Syveton! » retentissants, hélas, et une légère bousculade s'ensuivit.

Auparavant, j'avais rejoint la voiture de Drumont, vrai coupé d evêque, antique et solennel, que conduisait le fidèle Jean et j'étais monté à côté du grand polémiste, bougon, plongé dans ses réflexions moroses et solitaires. Il me demanda, d'un air inquiet, « Où est Méry? » car il craignait toujours une scène de jalousie de ce brave Gaston Méry, que ma présence, auprès de notre commun patron, horripilait. Je mis Drumont au courant de la nouvelle version qui circulait. Cela excita sa verve sombre, comme lorsqu'il touchait le fond de l'ignominie humaine; car sa réaction la plus vive était l'ironique: «Ah! mon bon Léon, nous y voilà, nous y sommes en plein ! C'est le truc maçonnique classique, la pelletée de boue sur la mare de sang. Les crapules, les sales crapules! Il ne leur suffit pas de tuer. Il faut encore qu'ils déshonorent! » Je fus enchanté de le voir dans cette disposition d'esprit, bien convaincu qu'il s'y tiendrait et qu'il entraînerait, ou au moins maintiendrait ses lecteurs. Ce fut en effet ce qui arriva. Il avait flanché pour la gifle à André. Il ne flancha pas pour la cause du mort, et la Libre Parole défendit

vaillamment la mémoire de l'infortuné Gabriel Syveton.

Au cimetière Montparnasse — le plus lugubre, sans contredit, de ses congénères — la Sûreté avait mobilisé tous ses agents en bourgeois, pantalonnés de noir comme des ramoneurs, mais reconnaissables à leurs étonnants

croquenots, qui leur faisaient des pieds longs d'un mètre. Un vent glacial soufflait, annonciateur de pneumonies. Je m'arrêtai derrière un marbre quelconque et écoutai de là le discours, ému mais assez timide, de Lemaître, qui n'était pas l'homme des circonstances violentes, ni des appels à la vengeance et à la rébellion. Comme nous sortions de la nécropole, désemparés et navrés, Léon de Montesquiou, de sa forte voix, cria : « A bas les assassins ! » Une centaine de personnes, des étudiants pour la plupart, répétèrent ce cri, et l'on put croire, l'espace d'une seconde, que le mouvement espéré allait se déclencher. Une dizaine d'agents se jetèrent sur Montesquiou et l'entraînèrent au poste. A défaut des assassins de Syveton, et des ministres infâmes comme André et Combes, c'était un héros qu'ils coffraient, un héros qui devait tomber onze ans plus tard (attaque de Champagne, 25 septembre 1915) pour la défense de la Patrie menacée. Homme d'Etat dans toute l'acception du mot, auteur de ce livre prophétique, 1870, les Causes politiques du Désastre, et d'ouvrages

incompables sur Auguste Comte et Le Play, clairvoyant et généreux, ramenant tout à l'essentiel et au direct. Léon de Montesquiou ne séparait point la pensée de l'action et payait toujours de sa personne. Il a payé jusqu'à la mort, et la France a dette envers sa haute mémoire.

Or, trois jours après l'enterrement de Syveton, le mardi 13 décembre 1904 (voir la collection du journal à la Bibliothèque Nationale) paraissait,

en tête des échos du Gaulois d'Arthur Meyer, sous ce titre Echos de Partout, et avec ce sous-titre, Les trois dernières journées de M. Syveton la note scélérate que voici :

On continue à beaucoup parler de la mort mystérieuse de M. Syveton, ou plutôt on ne parle pas d'autre chose.

Il nous a été communiqué les renseignements les plus circonstanciés sur les dernières journées du malheureux député de Paris.

Nous ne pouvons pas les publier, par égard pour les siens comme par égard pour nos lecteurs, et nous espérons qu'ils ne le seront jamais.

Si l'on s'en tient aux définitions du Dictionnaire, ce ne serait ni un accident, ni un suicide, ni un assassinat et pourtant!...

En tout cas, pour retrouver quelque chose d'analogue à ce drame poignant il faudrait se rappeler certains épisodes et certaines manœuvres qui ont précédé le départ du général Boulanger.

Et dans le numéro en date du 15 décembre de la Nouvelle presse libre de Vienne (correspon-

dant, pour Paris, le juif Berthold Frischauer, membre du comité d'honneur du monument Zola) paraissait le filet suivant, traduit de l'alle-

mand et dénoncé par la Libre Parole :

Paris, 1 2 décembre.

Les journaux nationalistes se taisent sur les motifs de la mort de Syveton. Ils ne parlent plus d'assassinat. Us savent maintenant que Syveton s'est jugé lui-même pour expier un abominable crime qu'il a commis dans sa propre famille. Sa victime était... Syveton a commis contre cette jeune personne un abominable attentat et pour cacher les suites de son crime, il en a commis un deuxième, par lequel la vie de sa victime a été mise en danger... Après les indications données par les journaux républicains, Syveton avait tous les motifs de craindre que, pendant son procès devant les assises, tous ces agissements seraient dévoilés.

Le procès politique, une fois terminé, aurait été suivi d'un autre procès sans gloire politique.

D'après une nouvelle du Matin, le juge d'instruction Boucard avait déjà connaissance de cette affaire. Le jour même de la mort, M. Boucard reçut une dépêche disant : « Ne parlez pas, laissez dormir en paix le mort. »

Mais le juge, dans l'intérêt de la morale publique, sera forcé de parler tout de même, pour dresser du héros national clérical un tableau qui atteindra tout le nationalisme. On saura alors pourquoi les journaux de Rochefort, Drumont, Lemaître, Coppée, Daudet et Arthur Meyer n'ont pas cessé de crier : « A l'assassinat! »

Le rapprochement de ces deux filets, donne, à mon avis, la clé de l'affaire Syveton, de l'assassinat de Syveton, combinaison ou, plus exacte-

ment, concert de police internationale, allemande et française. Dans un sentiment que l'on comprendra, j'ai supprimé, de l'abominable texte austro-boche, des noms aujourd'hui sans intérêt.

Qui avait porté au Gaulois cette note perfide? Comment Meyer, si habile journaliste, et qui les connaît toutes, l'avait-il laissée passer? C'est ce que nous nous demandions, les uns et les autres, avenue des Champs-Elysées, dans cette fin de journée, plus pathétique encore que les précédentes, où nous voyions, lancée par un journal nationaliste, par le Gaulois de Meyer, l'infâme insinuation dont retentirait, le lendemain, toute la presse antifrançaise, gouvernementale et maçonnique. Nos amis, scandalisés, étaient accourus.

— C'est infâme, répétait l'honnête Delafosse, collaborateur, comme moi, du Gaulois.

— Une trahison, ajoutait Houssaye.

— Ce Meyer est un crétin ou un misérable!

— Sans doute ne l'a-t-il pas fait exprès.

— • Allons donc ! Vous ne l'avez pas entendu avant-hier, ici même, déclarer qu'il se chargeait avec quatre-vingt mille francs, d'obtenir le silence de la presse gouvernementale.

— ■ Comment, il a dit cela?...

— Devant vous.

— ■ Il faut le faire venir et l'exécuter, ou qu'il s'explique.

— On n'exécute pas une boulette de papier

mâché.

— En attendant, le mal est fait. Comment le

réparer?

Je proposai de courir au Gaulois, de laver la tête à Meyer et d'obtenir de lui l'insertion d'une note rectificative. Lemaître fut d'avis que c'était le parti le plus sage. M me de Loynes aussi. Une voix déclara : « Il faut battre ce juif pendant qu'il est chaud. » J'étais curieux d'entendre les explications de ce brave Arthur et surtout de connaître le nom du personnage qui avait apporté la note.

Je trouvai le directeur du Gaulois, notre « cher directeur », assis dans son cabinet entre Mazereau, Mitchell et Teste, qui lui faisaient part évidemment du sinistre effet produit; car il était pâle, d'une pâleur d'ivoire japonais, la bouche ouverte en 0, entre les favoris tremblants. Son aspect était minable et faisait peine. Comprenant que je venais de l'avenue des

Champs-Elysées, il pria Mitchell et Teste de sortir et, quand nous fûmes seuls : « Je devine la raison de votre visite. Il s'agit d'une déplorable erreur de rédaction, sur laquelle vos amis et vous êtes en train de greffer une déplorable erreur d'interprétation. » Car il possède l'art des formules et un certain laconisme oratoire, tel qu'un Tacite du ghetto : imperatoria brevitas.

Je répliquai : « Je vous assure que vous ne

vous rendez pas compte de l'irritation légitime de tous les amis de Syveton, devant une pareille traîtrise. »

Il eut un haut-le-corps : « Le mot est faible, croyez-le. Comment, la maçonnerie assassine ou fait assassiner le dénonciateur des fiches, le justicier d'André, et c'est le Gaulois qui se fait l'éditeur et l'interprète des infamies destinées à pallier et à recouvrir ce crime, en sauvant les criminels! Car c'est indubitablement un crime.

— La note ne dit pas le contraire, affirma Meyer,v de plus en plus blême. Elle prévoit même le cas...

Je coupai court : « Relisons-la ensemble, voulez-vous. »

Je la relus, en appuyant sur les pires passages. Le juif était devenu de bois, appuyé de la main à sa table, avec une expression indéfinissable de terreur sournoise. Il convint que le procédé n'était pas reluisant, mais refusa de dire qui

avait apporté ce papier de police, auquel il n'avait — prétendait-il — 1 attaché qu'une importance médiocre. Il me proposa : primo, de publier sous ma signature, un démenti, cela dès le soir même; secondo, d'insérer un contre-écho rectificateur.

Je rédigeai séance tenante le démenti, avec toute la crudité désirable, et telle qu'on pouvait y lire, entre les lignes, l'horreur que nous avait causée la perfidie judaïque. Voici le texte du

contre-écho paru dans le numéro du Gaulois du mercredi 14 décembre 1904, et signé A. M. (Arthur Meyer). Il ne respire pas précisément la bonne conscience :

Un entrefilet qui nous a été apporté hier, à la dernière heure a causé, paraît-il, quelque émotion parmi nos amis par son ambiguïté.

Nous avons prié l'auteur de la note (qui cela? On ne Va jamais vu ni connu) de s'en expliquer, il l'a fait avec la plus grande netteté.

L'auteur de l'entrefilet entendait faire allusion, sans les adopter, aux bruits que les ennemis de M. Syveton font courir sur les dernières journées du député de Paris et il ajoutait que, même en accordant quelque créance à ces insinuations invraisemblables, l'hypothèse d'un crime maçonnique ne disparaissait pas, bien au contraire.

Il est, en effet, plusieurs façons de se défaire d'un ennemi;

directement, en l'assassinant, indirectement en le poussant à des résolutions désespérées, et c'est à ce propos que nous invoquions le souvenir du général Boulanger.

Cette déclaration spontanée de notre collaborateur rassurera, nous l'espérons, les nombreux amis du Gaulois s'il en est qui se sont émus parmi les défenseurs de l'idée française.

Cependant le filet empoisonné faisait son chemin et un flot d'histoires ordurières, issu concuremment de la presse autrichienne et allemande et des loges, commençait à rouler sur la mémoire de l'infortuné Syveton. En pareil cas, les imbéciles viennent en aide aux calomniateurs posthumes, inventant, de toutes pièces, des détails effroyables, ou amplifiant et

déformant des racontars malintentionnés. Il ne m'appartient pas de rechercher ici ce qu'il pouvait y avoir de fondé dans les amours de Syveton et d'une personne de son entourage immédiat, que tout lui commandait de respecter; ni dans quelle mesure cet homme jeune, ardent et concentré, avait enfreint le commandement le plus impérieux, qui règle notre existence morale.
S'il y eut faute de sa part, on peut dire que cette faute fut exploitée par les personnes les plus inattendues, au premier rang desquelles madame Syveton.

En effet, nous apprîmes tout à coup que cette étrange épouse s'apprêtait à nous convoquer chez elle, membres de la Patrie Française

ou journalistes, afin de nous donner lecture d'une sorte d'exposé, accablant pour la mémoire de son mari, et établissant la nécessité, où il se serait trouvé, de choisir entre le suicide ou la fuite. Je reçus en effet cette invitation à laquelle je ne me rendis pas, mais qui eut lieu et aggrava considérablement le scandale. Vers le même temps, madame Syveton vint trouver Lemaître et madame de Loynes, et leur restitua une somme de quatre- vingt et quelques mille francs que son mari aurait, d'après elle, soustraite aux comptes de la Patrie Française. J'avoue que cette démarche, plus que stupéfiante, nous donna beaucoup à réfléchir. En dépit de mes supplications — car le piège me paraissait flagrant —

Lemaître crut devoir accepter cet incroyable remboursement. Son trop bon cœur n'a jamais voulu admettre certaines noirceurs, ni certains sombres concerts. Dès la première heure, madame de Loynes et lui, voyant cette veuve, inquiète et désemparée, avaient placé auprès d'elle, comme conseil, Michel Pelletier, avocat de grand talent, enclin, comme ses pareils, à défendre passionnément ses clients et clientes et qui entra, tout de suite et à fond, dans la thèse, à mon avis absurde, de madame Syveton. Car primo le scandale familial — si scandale il y avait — n'aurait jamais amené un lutteur tel que Syveton, à disparaître à la veille d'un procès politique, où ce scandale ne pouvait en aucune façon être évoqué; secondo il était invraisemblable que Syveton eût disparu volon-

tairement, se fût suicidé en avalant un poison ou du gaz d'éclairage, sans laisser un mot, écrit de sa main s garantissant sa femme et son entourage contre toutes les sales insinuations, ou accusations possibles.

Bien entendu, le juge Boucard, depuis magistrat sur le siège, trop heureux de régler cette ennuyeuse affaire au mieux des intérêts du gouvernement, avait accepté, illico et sans examen, la thèse — propice à l'étouffement — du suicide; ce qui m'amena à lui dire, dans la Libre Parole, des choses désagréables, que je n'ai pas trop regrettées. Depuis, ayant été en relations,

à propos des affaires Malvy, Almereyda et compagnie, avec plusieurs juges d'instruction et même avec une commission d'instruction, je me suis rendu compte de la répugnance qu'ont les hommes de loi, en général, à accepter l'explication criminelle, quand ils ont, à portée de la main, l'explication suicidaire. Toute différence gardée entre un héros et un condottiere, il s'est passé pour Syveton, en 1904, du point de vue de l'enquête judiciaire, ce qui s'est passé, en 1917 et 1918, pour Almereyda, directeur du Bonnet Rouge, mort étranglé à la prison de Fresnes, où il était interné, sous l'inculpation de commerce avec l'ennemi. Almereyda, complice du régime, n'était pas moins dangereux, pour la République, que Syveton, adversaire, du régime. Mon avis est qu'il fut supprimé par ordre, comme Syveton, bien que d'une manière différente. La vérité

m'amène à reconnaître que sa femme, loin d'imiter madame Syveton, défendit la mémoire de son indigne mari avec un courage et une obstination magnifiques, qui lui ont valu le respect et l'admiration de tous. La grandeur d'âme, comme l'esprit, souffle où elle-veut.

On devine le désarroi et le trouble que ce drame soudain avait amené au sein de la Patrie Française. Dausset, dont la conduite fut au-dessus de tout éloge, se multipliait pour maintenir ce groupement politique qui, néanmoins, privé de son centre et de son chef reconnu, fit, en

quelques jours, eau de toutes parts. Je n'oublierai jamais le lugubre repas, chez madame de Loynes, où Coppée, la voix étranglée par l'émotion, déplora le mauvais sort qui semblait s'acharner à la cause française et abattre ses meilleurs serviteurs. La sensibilité, chez ce délicieux Coppée, emportait tout. Il ne voulait pas croire les infamies, sans mesure ni vraisemblance, qui couraient sur la conduite privée de Syveton; mais il souffrait, dans sa loyauté naïve, qu'elles ne fussent point — chose impossible — réfutées sur-le-champ et point par point. Quant à Lemaître, voyant son œuvre détruite en quelques jours, alors qu'elle lui avait coûté tant de soins et de peines, il avait la mine désespérée du père qui assiste, impuissant, au naufrage de son enfant. Vaugeois, Maurras, Lucien Moreau venaient me trouver le matin, rue Saint-Simon, et me conjuraient de le remonter et de le réconforter,

ce que je tentais de mon mieux, en vain; Madame de Loynes, elle-même, plus naturellement politique que lui et plus vigoureusement trempée, demeurait impuissante à le consoler. Par là-dessus venait l'influence de Michel Pelletier, s'exerçant en faveur de sa cliente, dans le sens que j'ai dit, ce qui n'avait rien que de très professionnel et de très légitime.

Désireux d'y voir un peu plus clair dans ce tohu-bohu d'inventions délirantes, j'allai rendre visite au docteur Tolmer, médecin de la famille

Syveton, à Neuilly. Je trouvai un homme entièrement angoissé par la tournure que prenaient les choses, qui devait en savoir long, mais impénétrable, et lié par le secret professionnel, ainsi qu'il était à prévoir. Il me déclara cependant que Syveton était, à ses yeux, incapable d'une indélicatesse en matière d'argent et que tout ce que l'on disait à ce sujet était faux.

Drumont continuait à mener campagne pour la mémoire de Syveton. Malgré le manque de réaction de la Chambre, je veux dire des nationalistes à la Chambre, lesquels étaient comme hébétés par cette aventure, nous serions peut-être arrivés, dans nos journaux, à remonter le courant de la calomnie posthume déchaînée, quand une hargne imprévue de Rochefort vint démolir tous nos efforts et nos projets de contre-attaque. Au fond, la Patrie Française était une coalition d'opinions trop différentes pour résister

à un choc pareil, et l'on peut dire qu'en cette circonstance le régime démocratique et parlementaire a eu, comme en plusieurs autres, de la veine.

Rochefort n'aimait pas Lemaître, qui l'avait traité cruellement dans ses articles de critique rosse du début. Rochefort n'oubliait jamais — je dis jamais — un procédé, mauvais, ni bon. C'était le contrepoids de ce polémiste magnifique et léger. Lemaître non plus n'aimait pas Rochefort et lui coupait parfois les pointes de ses

bons mots, d'un petit rire ironique. Ma femme et moi, qui admirions avec tendresse Rochefort et Lemaître, maintenions, tant bien que mal, une cordialité apparente entre ces deux hommes. Mais la conférence donnée par M me Syveton mit hors de lui le Sagittaire. Expansif et frénétique, despote par dessus le marché, il engloba dans sa réprobation tous les auditeurs de M me Syveton, dont Lemaître. Cela commença par quelques lignes aigres-douces dans lIntransigeant, suivies bientôt d'une attaque en règle, où remontaient de vieux griefs. Cela continua par des outrages caractérisés et fort injustes, car Lemaître, en toute cette affaire, écouta la voix de sa conscience. Là-dessus il était doucement intraitable.

Or, M me de Loynes, qui vivait en retrait, détestait la publicité et avait pour Lemaître une affection quasi-maternelle, s'effraya de cette

polémique. De santé délicate, ébranlée par ces coups successifs, elle laissa paraître, malgré sa fierté, des signes de douleur et d'angoisse profondes. Lemaître voulait, à ce moment, envoyer ses témoins à Rochefort ce qui eût été lamentable. Je l'en dissuadai. Nous avions bien, comme élément de conciliation, Léon Bailby, directeur véritable de 1 Intransigeant, ami de M me de Loynes, et qui déplorait ce déchaînement. Mais, Rochefort une fois lancé sur la piste de guerre,il était très malaisé de l'arrêter; et il se

fâchait et même s'enrageait contre ses meilleurs amis, s'ils intervenaient entre lui et sa proie. Alors, que faire? La situation tournait au tragique et les gens de Combes et d'André commençaient à s'amuser ferme.

Ma jeune femme, avec cette calme décision que connaissent nos amis, résolut d'affronter le fauve et de l'attendrir. Elle escomptait la complicité de la généreuse M me Rochefort, laquelle en effet ne lui fit pas défaut. Un beau matin, elle prit son manteau, son chapeau, et courut rue Pergolèse. Aussitôt introduite, elle mit M rae Rochefort au courant de ce qu'elle allait tenter, et toutes deux donnèrent l'assaut. Ce fut, ainsi que je l'imaginais, une discussion orageuse comme chaque fois — j'en sais quelque chose — qu'il s'agit de retirer à un polémiste un os auquel il tient. Rochefort tenait à dévorer Lemaître et par-dessus le marché, M me de Loynes. Il criait en agitant son coupe-papier ; « Je le connais,

ta, ta, ta, ta, c'est un haineux, c'est un envieux, il me déteste d'ailleurs, mais parbleu, parbleu il ne peut pas me sentir. Votre oncle, Alphonse Daudet, le savait bien. Ah ! celui-là, par exemple quelle perte!... »

Ma subtile arrangeuse de conflits entre nationalistes saisit le joint et, nièce et belle-fille d'Alphonse Daudet, assura qu'il aurait supplié comme elle, Rochefort de ménager ce compagnon de lutte, qui n'était ni haineux, ni envieux, et

qui admirait « l'archer fier, le hardi sagittaire, dont la flèche est au flanc de l'empire abattu ».

— Ta, ta, ta, ta, il souhaite ma crevaison, voilà tout. Et jVI me de Loynes tout autant que lui.

Bientôt, néanmoins, il commençait à rire, ce qui était la moitié de son désarmement; et le pittoresque de cette petite dame, osant le rappeler au devoir d'entente entre partisans et de pitié envers une femme âgée, d'une noblesse d'âme connue de lui — M me Rochef ort appuvant la requête — tout cela finit par l'attendrir : « Allons, allons, il est entendu que c'est uniquement pour vous plaire : je laisserai désormais M me de Loynes de côté.

— M me de Loynes... et aussi Lemaître.

— Ah! Lemaître... mais parbleu non, il me

déteste, ta, ta, ta, ta, c'est un envieux... Hein, quoi, vous y tenez beaucoup? Toi aussi, Marguerite?... qu'est-ce que ça peut te fiche que j'empoigne Lemaître?...

— Je joins mon instance à celle de M me Daudet.

— Oui, oui, je vois ce que c'est : une conjuration. Léon en est, Coppée est dedans aussi avouez-le.

Ma femme avoua que Coppée — elle évita soigneusement de parler de Drumont, que Rochefort n'aimait pas — que le bon et sensible Coppée en était malade de chagrin.

— Dites-lui qu'il guérisse et tout de suite, Je n'en pense pas moins, certes, mais je promets de ne plus prononcer le nom de Lemaître. J'ai tort, d'ailleurs, absolument tort. C'est un haineux. Il me fera une rosserie à la première occasion; il déclarera que je suis une vieille bête, que j'ai toujours été une vieille bête... Et il aura raison, car je me serai laissé attendrir. »

Ainsi fut renversé l'encrier redoutable. Ainsi fut donnée l'assurance solennelle que le pacte, conclu en 1899, ne serait pas déchiré publiquement en 1905. Mais Rochefort ne revit plus Lemaître et aucune réconciliation n'intervint entre eux.

En une autre circonstance, ma femme, Coppée et moi-même eûmes encore à intervenir, auprès de Drumont cette fois, à l'occasion du mariage d'Arthur Meyer, qui épousait une charmante jeune fille, portant un des plus grands noms de France. Drumont, poussé par Gaston Méry, préparait un article très désagréable. Nous courûmes le relancer à Moret, dans le majestueux mais triste Château Saint-Ange où il habitait, solitaire et sombre. Il fallut vingt-quatre heures, un déjeuner en plein air — Coppée grelottait dans une « maison de campagne », une couverture sur les jambes — un perdreau admirable, deux bouteilles de son fameux bourgogne et une belle promenade en voiture pour le décider. Finalement l'article ne parut pas, ou du moins

fut remplacé par un « zut », sans venin, et qui s'adressait au genre humain en général, dans la personne du directeur du Gaulois.

Brusquement, l'on put croire que l'affaire Syveton allait entrer dans une phase nouvelle, grâce à l'intervention du beau-frère de Syveton, le Dr Barnay.

Un noble caractère, ce Dr Barnay, qui n'aimait point Mme Syveton et qui habitait, en haut de Vaugirard, une petite maison grise, où j'allais lui rendre visite. Il fit certainement tout son possible pour tirer au clair l'effroyable mystère et parer au non-lieu de Boucard, que nous sentions venir à pas de géant. Que les familles sont de

singuliers agglomérats! Cet intérieur du D r Barnay, tranquille, sans flafla, composé du médecin, au visage sérieux et bon, de son aimable et clairvoyante compagne, et du charmant vieux père de Syveton, aux mains tremblantes, mais au regard demeuré intelligemment vif, cet intérieur faisait un heureux contraste avec la demeure tourmentée de l'avenue de Neuilly, son falot concierge, ses servantes ténébreuses, le couple Ménard et la belle M me Syveton. Le pauvre Gabriel s'était en somme fourvoyé, avec son mariage, dans un milieu qui n'était pas le sien, et qui ne convenait pas à sa carrière, ni à sa famille, ni à ses antécédents bourgeois, ni à ses aspirations politiques. Telle fut la morale de ce drame, demeuré mystérieux, au moins dans ses

modalités immédiates, et j'entends encore le D r Barnay la tirant avec mélancolie, dans son salon du rez-de-chaussée. Il y avait, sur un guéridon, une belle photographie de Gabriel Syveton, plein de jeunesse, d'ardeur combative et d'espérance. Dans son fauteuil, le vieux papa pleurait maintenant, les deux mains frémissantes à plat sur les yeux, et nous avions, le docteur et moi, bonne envie de l'imiter.

Je passe sur les nombreux épisodes accessoires, comiques ou tragiques, qui se greffaient, chaque jour, sur les molles, bien molles enquêtes de la justice, et que relevaient les journaux. Jaurès déclara qu'il ne pouvait croire au suicide de Syveton, comme conséquence de ses mau-

vaises mœurs, et admit l'explication par l'assassinat, non politique certes, mais concerté. Cette recrue imprévue jeta le désarroi dans le monde parlementaire, et acheva d'ébranler le ministère Combes, qui, finalement, donna sa démission à la fin de la première quinzaine de janvier 1905 et fut remplacé, le 23 janvier, par un cabinet Rouvier. La formation du cabinet Rouvier coïncida avec le non-lieu de Boucard, qui mettait fin au semblant d'instruction et scellait la pierre du secret éternel sur le trépas de notre pauvre ami. Quelques semaines plus tard, — 31 mars 1905 — c'était l'alerte allemande de Tanger, le premier son de cloche de la catastrophe européenne, qui ne devait éclater que

neuf ans plus tard. Une plainte en assassinat contre X..., qu'avait déposée le père de Syveton, ne fut pas suivie. Je n'ai jamais vu une plainte contre X... aboutir à quoi que ce fût. C'est là un artifice juridique, sans risques, mais inopérant.

Le soir de la chute du cabinet Combes, ou plutôt la nuit — car la séance de la Chambre s'était prolongée fort tard — nous étions devant le Palais-Bourbon, mêlés à la foule, ma femme et

moi. La brume d'hiver était presque tiède. Nous considérions les fenêtres éclairées du monument où ont pris naissance les principales tragédies du régime républicain. De demi-heure en demi-heure, des journalistes sortaient et disaient aux impatients où ça en était : « Un tel est à la tribune... On procède maintenant au scrutin. » Finalement, le ministère fut en minorité de deux voix. Des acclamations retentirent ; les patriotes croyaient sortir d'un cauchemar. En réalité, ils allaient entrer, avec Rouvier, dans les préliminaires de l'avant-guerre, qui va de 1905 à 1914, avec de rares reculs et de nombreux arrêts, jusqu'au grand « charrassement » final. Nous échangions nos observations. Je disais à ma chère et clairvoyante compagne ;

— Syveton a emporté le ministère de la déchéance nationale immédiate. Il y a laissé sa vie. Guyot de Villeneuve est malade. Aucun député nationaliste n'a eu le courage d'inter-

peller Combes sur ce qui, aux yeux de tous les gens sensés, est un assassinat. La Patrie française, en fait, n'existe plus. Nous connaissons assez Lemaître, Coppée, Rochefort et Drumont, écrivains et patriotes admirables, chefs médiocres, pour être bien persuadés qu'ils ne la galvaniseront pas. Seule, avec le docteur Barnay, une femme âgée et isolée, M me Lebaudy, a convenablement défendu la mémoire, trahie et salie, du héros disparu. Mais quel est, selon toi, le mot de l'énigme?

Elle me répondit ; « C'est Bourget qui doit

avoir raison ; la police internationale a assassiné Syveton.

— Avec la connivence, active ou passive, de certaines personnes de son entourage.

— C'est vraisemblable. Mais, en fait de police internationale, tu répètes souvent qu'il n'y a que la police allemande d'organisée. Sans doute, en cherchant bien...

— Tu ne dis pas cela pour Boucard... il n'a rien cherché...

— Certes non, en cherchant bien, on aboutirait à la police allemande.

— Précisons : à une entente de la police allemande et d'une partie de la police combiste et dreyfusienne.

Là est, selon moi, la clé du drame : Les fiches de délation étaient, dans l'esprit du gouvernement allemand, une préparation à la guerre,

éventuelle mais rapprochée, puisque nous n'avions pas fait alliance, France et Allemagne, contre l'Angleterre, au moment de Fachoda. Le synchronisme de la chute du cabinet Combes et de l'alerte de Tanger est, à ce point de vue, significatif. Guillaume II cherchait un casus belli immédiat et ne supposait pas que le régime républicain serait assez lâche pour débarquer, sur

son ordre, « zum befehl », le ministre des Affaires étrangères Delcassé.

Je puis ajouter, pour les personnes curieuses de relier les effets aux causes, que l'affaire des fiches de délation-trahison et l'assassinat de Syveton m'ont amené, une fois directeur de l'Action française quotidienne, à inaugurer et poursuivre la campagne dite de l'Avant-guerre. Pendant plusieurs années, j'ai réuni, silencieusement et méthodiquement, les preuves de l'envahissement allemand chez nous, cependant que Maurras exposait, avec sa vue d'aigle royal, le fléchissement fatal et continu de la politique démocratique. Nous voyons aujourd'hui, en pleine lumière, le service éblouissant que Syveton rendit au pays ; d'abord, en révélant, d'accord avec Guyot de Villeneuve, l'effroyable machination boche du Grand Orient; ensuite, en giflant le général André.

J'entends la question que me pose le lecteur : « Soit, mais pensez-vous que les policiers allemands et dreyfusiens auraient eu raison de Syve-

I

ton, s'il n'y avait pas eu, dans la vie et les mœurs du héros nationaliste, une paille sérieuse? »

Ma réponse est fort simple ; en mettant les choses au pire, on peut admettre que le tort de Syveton fut de ne pas avoir su choisir la compagne de sa vie et de ses idées. Il a expié ce tort cruellement. Deuxième point ; La Patrie fran-

çaise n'était pas organisée pour mener la terrible lutte dans laquelle elle était engagée. Elle avait de l'argent, certes, mais on vit bien, en décembre 1904, que l'argent, s'il est nécessaire, n'est pas suffisant. Quand un groupement politique a la chance de posséder un chef de la valeur de Syveton, son devoir strict est de le garder, et, si un accident survient malgré tout, tenant à la malignité des hommes, de le venger. Syveton — Guyot de Villeneuve mis à part — était seul, seul, déplorablement seul. La police dreyf usienne et la police allemande étaient au courant de cette circonstance. C'est ce qui les enhardit à travailler. Je pense qu'il existait, à la Sûreté générale, un dossier concernant la situation de famille de Syveton, les bizarreries de son milieu, tous les clous sales, en un mot, auxquels on pouvait accrocher un meurtre, un scandale.

Les circonstances ultérieures ont mis entre mes mains, ou fait passer sous mes yeux, un grand nombre de « pelures » de la Préfecture de police et de la Sûreté générale, concernant des hommes politiques et des journalistes en

vue. C'est ainsi que j'ai connu la véritable carrière d'espion de Jacques Rosenthal, dit « Saint-Cère », qui fut, pendant de longues années — ô ironie! — chargé de la politique étrangère au Figaro de Francis Magnard. C'est un roman prodigieux que cette carrière criminelle, qui ouvre des vues du plus haut intérêt sur toute la conduite diplomatique de ce

que j'ai appelé le clan des Y a, des financiers et parlementaires français acquis à la cause allemande. Je n'ai malheureusement jamais vu passer, parmi ces pelures, celles de Syveton, et ceux qui me documentaient m'ont affirmé qu'elle avait été détruite, parce qu'elle contenait des renseignements trop compromettants... pour la République. On sait que les policiers patriotes, très nombreux dans les deux administrations distinctes de l'Intérieur et de la Tour Pointue t ont coutume de consigner, avec une fausse candeur, dans leurs enquêtes,des faits et précisions, quelquefois terribles, pour leurs maîtres et ministres éphémères. C'est ainsi que les pièces colligées sur Waldeck- Rousseau, Combes, et concernant surtout leur entourage politique, renferment de quoi monter une Haute-Cour soignée contre les manœuvres antipatriotiques, antinationales, menées à l'abri du pouvoir, de 1899 à 1905.

A côté de cela, il convient de noter l'insuffisance apparente de la police française dans les

affaires touchant à la politique; je dis « apparente », parce que cette insuffisance tient en réalité à la pusillanimité et à la servilité de la magistrature, à tous ses degrés.

Affaire du Panama : mise au jour par Jules Delahaye. Quelques coupables sont pris sur le fait. D'autres, très nombreux et très importants, échappent aux investigations trop mollement

menées.

Affaire Syveton : les coupables échappent à l'action de la justice; alors que les efforts faits par eux, pour déshonorer la victime, ou les désignaient suffisamment, ou permettaient de les rechercher efficacement.

Affaire Steinheil : les meurtriers demeurent inconnus. Le policier qui était sur leur piste meurt subitement. C'était un fort brave homme, très intelligent, du nom de Miïller. Il avait vu une automobile stationner sur le lieu du crime, à l'heure du crime, et noté le numéro de cette automobile. On sait que cette affaire criminelle était reliée indirectement à l'amoureux trépas de Félix- Faure.

Affaire Calmette ; ici, le crime est patent. Mais ses dessous politiques, d'une importance capitale pour le pays, sont escamotés en cour d'assises et la criminelle est acquittée.

Joignez à cela les étonnants tours de bâton, échelonnés par les dreyfusards, à tous les paliers juridiques de l'affaire Dreyfus; et vous convien-

drez, avec moi, que la justice, en République, devient inexistante aussitôt qu'elle rejoint, de près ou de loin, la politique. Il faut conclure de ce qui précède, contrairement à ce que pensent beaucoup de gens mal renseignés, que la police est demeurée, en France, beaucoup plus solide

que la justice, a beaucoup mieux résisté que la justice à l'action délétère des partis. La raison en est que la police est discrète ou secrète — le Préfet lui-même ne sait pas ce qui se passe au service des Renseignements généraux, le ministre de l'Intérieur ignore tout ce qui se passe à la Sûreté générale — alors que la justice demeure béante aux interventions gouvernementales.

Le jour où la France reviendra au régime normal et indispensable à son relèvement, qui est le monarchique héréditaire, il y aura, je pense, intérêt à réunir, dans une seule et ferme main, la justice et la police. L'une ne va pas sans l'autre, les services s'entr'aident mutuellement; et, cette réforme une fois opérée, on ne verra plus les présidents de tribunal ou de Cour manquer des éléments d'enquête existants et indispensables à l'établissement de la vérité.

1 er mars 1920.

TABLE

Préambule

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE
4 FÉVRIER PAR L'iMPRIMERIE
FLOCH, A MAYENNE (FRANCE).

DU MEME AUTEUR

Aux Éditions Bernard Grasset :

Le Rêve éveillé.

Études et milieux littéraires.

FLAMBEAUX (Rabelais, Montaigne, Victor Hugo, Baudelaire).

Flammes (Polémiques et Polémistes, Proud'hon, les Châtiments,

Rochefort et Vallès, Bloy, Clemenceau).

Les Rythmes de l'Homme.

Le Stupide xix e siècle.

Gœthe et la synthèse.

Vingt-neuf mois d'exil.

Fantômes et vivants.

Devant la douleur.

L'entre deux guerres.

Salons et Journaux.

La Pluie de sang.

Le courrier des Pays-Bas :

I. — La Ronde de Nuit.

II. — Les horreurs de la Guerre.

III. — Melancholia.

IV. — Les Pèlerins d'Emmaus.

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE : CENT
VINGT EXEMPLAIRES SUR ALFA SATINÉ
OUTHENIN CHALANDRE, NUMÉROTÉS ALFA
1 à 100 ET I à XX.